vente en était facile, et où se tiennent encore les marchés les plus importants du canton de Savignac-les-Eglises.

Le chevalier de Lagrange-Chancel, ayant passé à Cubjac, en 1730, dépeignait ainsi cette localité :

« Cujat, gros bourg, accompagné d'un beau pont de pierre, en réputation par ses marchés et par la quantité de truffes et de petits fromages de crème qu'on y vend ».

Ces fromages jouissent encore, sous le nom de « Cubjac », d'une réputation justement méritée.

A. DUJARRIC-DESCOMBÈS.

LA FRONDE A SARLAT

Les troubles qui agitèrent la France, pendant la minorité de Louis XIV, eurent, en Périgord, de graves répercussions.

Si la Fronde parlementaire et la vieille Fronde n'eurent qu'un faible écho dans notre province, il n'en fut pas de même pendant la dernière période, la Fronde des Princes. Partagée en deux camps, l'un, le plus nombreux, s'attacha aux drapeaux de Condé, l'autre resta fidèle au Roi. Périgueux et Bergerac suivirent jusqu'à la fin la fortune de Condé ; Sarlat par contre, s'en sépara et soutint la cause de l'autorité légitime.

Les événements saillants de la Fronde à Sarlat sont le siège de la ville le 25 décembre 1652, sa prise par le comte de Marchin, le 1^{er} janvier 1653, l'occupation par les Frondeurs, sous les ordres de François de Chavagnac, la reprise par les bourgeois, assistés d'un détachement des troupes royales, le 24 mars suivant.

Ces faits sont connus surtout par la « Relation de Castel ». Le récit du modeste chroniqueur, bourgeois de Sarlat, est précieux, car c'est celui d'un témoin et d'un acteur, mais il est à la fois incomplet et parfois inexact. Castel rapporte ce qu'il a vu, mais son horizon est borné ; il se fait l'écho d'accusations, mais les preuves manquent.

Sa « Relation » est restée cependant la source principale à laquelle ont puisé tous ceux qui, après lui, ont raconté ces dramatiques épisodes. Les causes qui ont déterminé l'attaque de Sarlat, celles qui ont amené sa prise, alors que tout faisait présager une résistance victorieuse, sont donc restées cachées. Castel les laisse bien soupçonner, mais on pouvait supposer qu'il s'était laissé entraîner, par une tendance excusable, à trouver des prétextes à une cruelle défaite qui humiliait son orgueil.

Il était naturel de penser que la reprise de Sarlat sur les Frondeurs avait mis fin à la lutte; c'était une erreur.

L'autorité royale, restaurée dans la ville, fut impuissante à pacifier les esprits exaspérés et à calmer les haines politiques. Les partis ennemis déposèrent bien les armes, puisque la Fronde avait vécu, mais ils portèrent la lutte sur d'autres terrains, lutte ardente, acharnée.

Compétitions sur le terrain municipal, intrigues et factions, émotions populaires, parfois sanglantes, procès civils, procès criminels, devant toutes les juridictions possibles, à Sarlat, aux Parlements de Bordeaux et de Dijon, au Conseil d'Etat, aux Requêtes de l'Hôtel, tel est le lamentable bilan des vingt-cinq années qui suivirent la reprise de Sarlat par les royalistes.

L'histoire de cette longue période troublée est restée inconnue. Une volonté souveraine, celle du Roi, avait jeté, sur ces tristes suites des guerres civiles, le voile de l'oubli, d'abord par l'amnistie, ensuite par la destruction des pièces originales de ces lamentables procès.

Tout ne fut pas détruit, pourtant. Les archives de l'hôtel de ville de Sarlat ont conservé quelques rares documents (1); d'autres, se retrouvent dans les papiers de la famille de St-Clar, dont un des membres fut acteur important dans ces tristes événements (2). D'autres enfin, et non des moins précieux, ont été exhumés par le plus singulier des hasards (3). Grâce

---

(1) Archives départementales, Dordogne, Série E, cartons Sarlat.

(2) Mêmes archives, dossier Saint-Clar donné par feu Philippe de Bosredon

(3) Archives de Gérard.

à ces sources, auxquelles personne n'a puisé, il est possible, aujourd'hui, de jeter quelques lumières sur cette curieuse période.

C'est donc un chapitre inédit, peut-on dire, de l'histoire de Sarlat, et des plus dramatiques, qui se déroule dans les pages qui vont suivre.

Il serait difficile d'aborder l'étude des événements dont Sarlat fut le théâtre, sans jeter un coup d'œil rapide sur la Fronde. Il est nécessaire de dégager les grandes lignes de cette singulière époque, dont l'histoire est si complexe, de limiter le cadre dans lequel vont se dérouler les faits particuliers qui font l'objet de cette étude, et de fixer les causes plus générales qui les déterminèrent.

Le point initial de la Fronde fut le refus par le Parlement de Paris d'enregistrer des édits fiscaux.

Le prétexte fut l'intérêt public ; le but réel fut de profiter de la minorité du Roi pour réduire son autorité au profit du Parlement. Le mouvement, parlementaire à ses débuts, ne tarda pas à se compliquer. Le Parlement de Paris, suivi naturellement par presque tous les Parlements provinciaux, fut amené par la force des circonstances, à se mettre à la remorque des Princes dont la révolte, autrement motivée, avait un but analogue. Il s'agissait pour eux de reconquérir, de haute lutte, la puissance politique dont ils étaient dépossédés depuis que la main de fer de Richelieu s'était appesantie sur eux.

« La Fronde parlementaire n'avait été que l'agitation d'une magistrature turbulente, toujours prête à troubler l'Etat, pour satisfaire son ambition. La Fronde des Princes ne fut de son côté qu'un grand jeu d'ambition personnelle, au milieu d'intrigues politiques et de galanteries, de trahisons et de changements de parti, de fêtes et de combats. . La rébellion fut moins une fureur qu'une manie, tour à tour embrassée par frivolité, abandonnée par circonstances ou abjurée par intérêt... » (Ragon, *Hist. générale des temps modernes*, p. 286).

Ce jugement est assez juste.

La Fronde, née d'intérêts opposés, formée d'éléments disparates, antipathiques, juxtaposés plutôt qu'unis et sans cohésion, devait succomber dans une rébellion sans honneur.

Le Roi, vainqueur dans cette lutte qui avait humilié les premières années de son règne, n'oublia jamais le rôle joué par la haute magistrature. Jamais, au cours de son long règne, il ne toléra que les Parlements s'écartassent de leurs fonctions naturelles. Ils durent attendre les règnes suivants pour reprendre leurs attaques dissolvantes, profitant des fautes des gouvernants et des événements pour reprendre leurs empiètements, contribuant ainsi, pour une large part, à l'affaiblissement progressif de la monarchie dont ils précipitèrent la chute. Quant à la haute aristocratie, son rôle politique était bien fini ; elle fut noyée dans les splendeurs de la monarchie absolue préparée par Richelieu, et dont la Fronde précipita l'avènement.

Particelli d'Emery, contrôleur général des finances, avait fait signer un certain nombre d'édits, portant création d'impôts nouveaux. Sur le refus par le Parlement de Paris de les enregistrer, le jeune roi Louis XIV les fit enregistrer d'autorité, dans le lit de Justice du 15 janvier 1648.

Ce fut le point de départ de la Fronde.

Des remontrances agressives suivirent cet acte du pouvoir royal.

Le Parlement s'unit aux autres cours souveraines de Paris le 13 mai, et entretint habilement, avec la complicité du coadjuteur, de Gondi, dans le peuple de Paris, une agitation de plus en plus menaçante.

Mazarin voulut couper court au mouvement. Le 26 août, il fit emprisonner deux des principaux agitateurs, le président de Blancmesnil et le conseiller Broussel. Le peuple se souleva. Ce fut la « Journée des Barricades », une émeute.

La Cour surprise dut s'avouer vaincue. Les prisonniers furent relâchés.

Le 23 octobre, la Régente signait, pleurant de honte, une ordonnance qui consacrait la victoire des Parlementaires.

La rentrée du Roi à Paris, le 31 octobre, mit fin à ce premier acte ou plutôt à ce prologue de la Fronde, qui ne semble pas avoir eu de répercussion sérieuse en Périgord, bien que le Parlement de Bordeaux eût appuyé le Parlement de Paris.

La Cour avait été surprise. Elle ne pouvait rester sous le coup d'une défaite humiliante, qui portait une grave atteinte au pouvoir royal. Le 6 janvier 1649, sous la protection de troupes, aux ordres du Prince de Condé, alors royaliste, elle quitte Paris dont elle fait le blocus. Trop faible pour résister, n'ayant à opposer aux troupes régulières que les compagnies bourgeoises, le Parlement accepte le concours équivoque du Prince de Conti, frère de Condé, du duc de Longueville, son beau-frère, des ducs de Bouillon, de Beaufort, de la Rochefoucauld et autres grands seigneurs (1). Ce fut inutile.

La paix de Rueil (11 mars-1^{er} avril 1649), fut la revanche de la Cour.

Pendant cette seconde période, la tranquillité ne fut pas sérieusement troublée dans le Sarladais. La ville de Sarlat et son ressort furent préservés du vent de Fronde qui soufflait déjà partout et particulièrement à Bordeaux, par la fermeté du lieutenant-général de la Sénéchaussée, qui, malgré les invitations pressantes, les injonctions même du Parlement,

« ...maintint, depuis la sortie du Roi de Paris, les subjects de l'estendue de sa charge dans la fidélité et obéissance qu'ils luy devoient... (2)

« ...Ayant eu l'honneur de se trouver, pendant fort longtemps, l'unique lieutenant-général de Guyenne, qui se seroit opposé aux

---

(1) Louis II de Bourbon, Prince de Condé, 1621-1687, connu sous le nom de « Grand Condé ». Sa femme, Clémence de Maillé-Brezé, était la nièce de Richelieu.

Armand de Bourbon, Prince de Conti (1629-1666), épousa, après sa soumission, une nièce de Mazarin.

Frédéric-Maurice de la Tour d'Auvergne, duc de Bouillon, vicomte de Turenne (1605-1652).

Henri d'Orléans, duc de Longueville (1595-1663), épousa, en 1642, Anne-Geneviève de Bourbon-Condé, sœur du Grand Condé, une des héroïnes de la Fronde.

François de Vendôme, duc de Beaufort, né en 1616, tué en 1669 dans l'expédition de Candie. Sa popularité à Paris l'avait fait surnommer le « Roi des Halles ».

François, duc de la Rochefoucauld, (1613-1680), auteur des *Maximes*.

(2) L. p. d'avril 1649 en faveur d'Armand de Gérard, écuyer, seigneur du Barry et St-Quentin.

menées et cabales qui se faisoient par les ennemis du Roy contre son service... » (1)

La noblesse du Périgord était restée fidèle au Roi. Mazarin lui était antipathique ; mais le Parlement de Bordeaux n'avait pas davantage ses sympathies.

« Le marquis de Bourdeille, (2) sénéchal de Périgord, M. de Pompadour (3), sont pour le Roi, et s'opposent, à main armée, aux levées que veut faire M. de Sauvebœuf (4) pour le Parlement. » (Le duc d'Épernon à Mazarin, 25 août 1649).

« M. de Biron (5) écrit le même au même, le 28 août 1649, que le Parlement cherche à attirer, renvoie les lettres qu'il en reçoit sans les ouvrir, et amène une belle et nombreuse troupe de noblesse et sa compagnie de cheveu-légers en état... » (*Arch. hist. de la Gironde*, IV, 391, 394).

La Régente et Mazarin, vainqueurs du Parlement, ne tardèrent pas à tomber sous la tyrannie de Condé, leur sauveur. Le but de Condé était de chasser Mazarin, le « signor Faquino » et d'absorber le pouvoir.

---

(1) Procès-verbal judiciaire des ruines causées par le colonel Balthazar sur les biens du même, 7-8 avril 1653.

(2) François-Sicaire, marquis de Bourdeille, gouverneur et sénéchal de Périgord, mort en 1672, sans alliance. En lui, s'éteignit la branche aînée de sa famille. Royaliste, tant que la Fronde resta parlementaire, il ne tarda pas à se rallier au parti des Princes.

(3) Jean de Pompadour, m^r de Pompadour et de Treignac, maréchal de camp, conseiller d'État, chevalier des Ordres du Roi en 1661. — Il mourut le 21 juin 1684, le dernier de sa branche.

(4) Charles Antoine de Ferrières, seigneur de Sauvebœuf, (1596 + 16...), général au service du Parlement de Bordeaux, en 1649, servit le parti des Princes, 1650, envoyé à Madrid pour hâter l'envoi de troupes promises par le roi d'Espagne, 1650, fit sa soumission fin 1651, nommé lieutenant général de l'armée aux ordres du comte d'Harcourt, (septembre 1651). Le 7 septembre 1651, il avait été nommé chevalier du St-Esprit, mais il mourut en 1663, sans avoir été reçu.

(5) François de Gontaut, marquis de Biron, baron de St-Blancard, maréchal de camp par brevet du 25 septembre 1649, nommé chevalier des ordres du Roi, le 24 octobre 1651, commandant en Agenais, sous M. de Saint-Luc, 27 novembre 1651. Sénéchal et gouverneur du Périgord, sur la démission de M. de Bourdeille le 28 décembre 1651, conseiller d'État, 19 janvier 1655, lieutenant-général des armées du Roi, le 1^{er} juillet 1655. Il mourut le 22 mars 1700, âgé de 71 ans, avant d'avoir été reçu dans l'ordre du Saint-Esprit.

La Cour se décida à faire acte d'autorité. Les Princes de Condé et de Conti, le duc de Longueville, furent arrêtés en pleine séance du Conseil, le 18 janvier 1630. L'emprisonnement des Princes souleva, dans toutes les classes de la société, des indignations réelles ou feintes, habilement exploitées. Cet acte violent, dont l'opportunité est discutable, allait introduire dans notre province des ferments de révolte et faire perdre une partie du terrain conservé jusqu'alors par la fidélité des chefs et le loyalisme de la population.

Les ducs de Bouillon et de la Rochefoucauld, restés les chefs du parti des Princes, résolurent de porter leur action principale sur la Guyenne qui leur parut disposée et d'amener sa révolte.

La Rochefoucauld avait une influence considérable, non seulement en Angoumois et en Saintonge, mais aussi en Périgord où sa famille était largement possessionnée. Bouillon, le fils du vieil ennemi de Sarlat, du vaincu de 1587, était vicomte souverain de Turenne, dont la frontière touchait la banlieue de Sarlat, seigneur de Montfort, à deux lieues de Sarlat, de Limeuil et de Lanquais dans le ressort de Sarlat.

Le premier soin des ducs fut d'envoyer à Bordeaux, un habile émissaire, Langlade, secrétaire du duc de Bouillon, avec mission de travailler le Parlement et la population, et d'agir sur l'un par l'autre.

« Langlade, dit M^{me} de Motteville, ayant l'esprit vif et plein de lumière, parlait à la mode de ceux qui sont propres pour tromper les dupes ; avec ces qualités et la nécessité qui le pressait de servir son maître, qui, sans ce refuge, se voyait perdu, et son parti détruit, il travailla si bien et avec tant de dextérité qu'il aida puissamment à persuader ceux de Bordeaux d'entrer dans les intérêts des Princes (1) ».
(*Mémoires*, édition Petitot, IV, 40).

Bordeaux se souleva. Le Parlement, sans être indifférent aux visées ambitieuses de celui de Paris, était surtout exas-

---

(1) Jacques de Langlade, né vers 1620, au château de Limeuil, de maître Simon de Langlade, juge de Limeuil, intendant du duc de Bouillon, conseiller secrétaire du Roi, reçu le 24 mai 1660, appartenait à une branche mal rattachée des Girard de Langlade.

Secrétaire du duc de Bouillon, Langlade joua un rôle important pendant la

péré par les humiliations que ne lui avait pas ménagées le duc d'Épernon, gouverneur de Guyenne, oubliant qu'elles avaient été parfois méritées. Il se déclara donc, en majorité contre le Roi, par ambition, mais surtout par rancune, ne reculant ni devant la révolte à main armée, ni devant l'assistance de l'Espagne en hommes, vaisseaux, subsides.

Pour généraliser ce mouvement en Guyenne, et faire pénétrer dans les masses l'esprit de révolte, il fallait à la tête un nom qui fût un drapeau. Condé était prisonnier à Vincennes ; la Princesse de Condé était toute indiquée pour jouer ce premier rôle.

Sur l'appel des ducs, Claire-Clémence de Maillé-Brézé, Princesse de Condé, quitte Montrond, en Berry, le 13 mai 1650, avec le jeune duc d'Enguien. Traversant le Bourbonnais, la Marche et le Limousin, avec un audacieux courage, digne d'une meilleure cause, échappant aux dangers dont la route est semée, au chevalier de la Valette, (1) chargé de lui barrer la route, elle arrive à Argentan sur la Dordogne, où Bouillon la rejoint avec une escorte. Le duc l'amène à Turenne, où, il lui offre une hospitalité royale, et lui fait passer la revue des représentants des 120 paroisses de la Vicomté, qui peuvent fournir à leur seigneur 5.000 combattants. (*Mémoires de Lenet*). Le 18 mai, la Princesse fait un chaleureux appel à la noblesse qui prend son parti, d'enthousiasme.

Sur ces entrefaites, les Frondeurs venaient de subir deux

Fronde des Princes. Après la ruine du parti de son maître, il se hâta de faire sa soumission, devint conseiller du Roi en ses conseils, secrétaire ordinaire du cabinet de Mazarin. Dès avant le 25 octobre 1654, il était des familiers de celui-ci, et logeait au Palais Cardinal. (B. nat. ms. Pièces originales. 1640.) Il fut pourvu, comme son père, d'une charge anoblissante de conseiller secrétaire du Roi.

Sa femme, Catherine de Roux de Campagnac, était fille de messire Louis de Roux, chevalier, seigneur de Campagnac-lès-Sarlac, et de Suzanne de Losse.

Il mourut à son château de Sommières, en Poitou, le 13 novembre 1683. Sa veuve testa en 1711, rappelant son mari, qualifié : messire Jacques de Langlade, chevalier, baron de Sommières, en Poitou, seigneur de Meridon, Cendrieux (en Périgord) et autres places.

Il est l'auteur de « *Mémoires de la vie... du duc de Bouillon, Paris 1692.* »

(1) Louis de la Valette, fils naturel du duc d'Épernon, mort en 1650.

échecs sensibles. Le Prince Thomas de Savoie s'était emparé de Brive ; le chevalier de la Valette, après avoir laissé échapper la Princesse, s'était porté sur Terrasson où il avait surpris et mis en déroute le marquis de Sillery (1).

Bouillon reprit Brive sur les royalistes ; mais ce n'était qu'un succès sans importance.

Les visées de la Fronde sont plus hautes. Il faut aux rebelles une capitale pour centre de leur action, une grande province pour théâtre et base de leurs opérations.

Le 22 mai 1650, la Princesse de Condé quitte Turenne avec le duc d'Enghien, accompagnée des ducs de Bouillon et de la Rochefoucauld et du marquis de Sauvebœuf, escortée de quinze cents chevaux et de deux mille hommes de pied qui longent la Dordogne. Descendant en bateau la rivière, elle s'arrête à Montfort, où le marquis de Lostanges de Sainte-Alvère (2), vient faire sa jonction avec quantité de noblesse, passe devant Beynac, où le marquis Isaac de Beynac (3) vient lui offrir ses hommages, et continue sa route. Le chevalier de la Valette veut s'opposer à sa marche ; il est culbuté dans les environs de Bergerac. La Princesse se présente enfin devant Bordeaux dont le colonel d'Alvimare lui refuse courageusement l'entrée au nom du Roi. Le peuple brise les portes et lui fait un accueil enthousiaste (31 mai 1650).

Le premier soin de la Princesse fut de se mettre avec son fils, sous la protection du Parlement, voulant ainsi, le lier aux intérêts de Condé.

« Servez-moi de père, Messieurs, s'écria le jeune duc d'Enghien, le cardinal m'a ôté le mien ! »

C'était une leçon apprise, mais elle fut bien dite. L'émotion fut vive, de vieux conseillers retrouvèrent, dit-on, des larmes.

---

(1) Louis Brulard, marquis de Sillery.

(2) Emmanuel Galiot de Lostanges, seigneur de Ste-Alvère, baron de Saverdun, appelé le marquis de Lostanges. Sénéchal et gouverneur du Quercy, le 6 juillet 1655, capitaine de 100 hommes d'armes des Ordonnances, chevalier de l'ordre du Roi.

(3) Isaac de Beynac, baron de Beynac et de Commarque. Premier baron du Périgord, marquis de Beynac, testa le 5 décembre 1685.

La Fronde avait une lête. On prépare donc tout pour donner une vigoureuse impulsion aux opérations militaires.

« Ceux qui ont accompagné MM. de Bouillon et de La Rochefoucauld, écrit le maréchal de la Meilleraye à Mazarin, le 10 juin 1650, reviennent maintenant dans les provinces avec commission, et quelques-uns assurent qu'ils ont de l'argent. L'on tient qu'il se doit faire en Périgord et Limousin cinq régiments de cavalerie. L'on nomme MM. de Bourdeille, de St-Bonet, de Grignan, du Saillan, et un autre. Sauvebœuf a déjà donné des compagnies en Angoumois. Le marquis de Sillery revient lever un régiment d'infanterie et un de cavalerie. Aunac vient de faire la compagnie de gendarmes de M. de la Rochefoucauld... » (*Arch. hist. de la Gironde*, IV, 162).

Malgré la proximité immédiate du théâtre des évènements qui précèdent, Sarlat ne se laissa pas entamer. Le peuple resta profondément royaliste. C'était à la fois pour lui une question de devoir et de bon sens.

Il est bien certain, toutefois, que Langlade ne négligea pas d'exercer son habileté pour circonvenir certains esprits disposés à entrer dans ses vues, et peut-être d'échanger des engagements. Doublement Sarladais par sa naissance et par son mariage, apparenté à la meilleure noblesse par sa femme, à la bourgeoisie par son père, allié à Jean de la Brousse, premier président au Présidial de Sarlat (1), et par lui, à nombre de magistrats, on peut tenir pour certain, qu'il agit utilement dans l'intérêt de son parti, et qu'il sema dans les esprits des ferments de révolte qui ne tardèrent pas à se développer.

L'arrivée de la Princesse de Condé à Bordeaux avait donné une vigoureuse impulsion à la Fronde. La guerre s'était échauffée dans toute la Guyenne. Le Roi s'y rendit avec une armée, aux ordres du maréchal de la Meilleraye, et assiégea

---

(1) Jean de la Brousse, écuyer, seigneur de Lacombe, lieutenant criminel au Sénéchal de Sarlat, sur la résignation de son père, Pierre ; premier président du présidial, en 1641, devint conseiller d'Etat et argentier des Ecuries du Roi. — Marié 1^o en 1638, à Jeanne de Calvimont ; 2^o en 1664, à Jeanne de Beaulieu de la Filolie. — Il n'eut pas de postérité survivante. Il fut anobli par lettres patentes données au mois de mars 1650, avec son père Pierre, son oncle Jean, et ses frères Guillaume, avocat du Roi au Présidial, et Jean, conseiller clerc au Présidial, chanoine de Sarlat, prieur de Montagnac. (B. nat. ms. Carrés, 137).

Bordeaux qui capitula le 1^{er} octobre 1650. Le Roi fit son entrée dans la ville reconquise le 5 octobre. L'accueil fut glacial. Si la paix était sur les lèvres, on sentait que la révolte grondait dans les cœurs.

La délivrance des Princes, le 13 février 1651, suivie de la première retraite de Mazarin à l'étranger, mit fin à cette nouvelle phase.

La Régente, bien qu'officiellement séparée de Mazarin, le considérait toujours comme son premier ministre. Condé avait reparu à la Cour, où il reprit ses allures tyranniques et poursuivit ses projets. Personne ne douta de la reprise prochaine des hostilités. Tous s'y attendaient et s'y préparaient.

L'incendie qui couve est donc prêt à se rallumer et la paix est à la merci du premier incident ; c'est pendant ces jours d'anxiété que la ville de Sarlat s'honora par une touchante manifestation de piété, dont la *Gazette de France* répandit le récit dans toute la France. Le 29 avril 1651, la confrérie des Pénitents Bleus, sous le vocable de St Jérôme, qui comprenait parmi ses membres de nombreux représentants de toutes les classes sociales, depuis la plus haute aristocratie jusqu'aux plus humbles artisans, se rendit en pèlerinage, nu-pieds, au sanctuaire vénéré de Cadouin, pour attirer la protection du ciel sur la France, sur le Roi et sur leur ville. Une prière touchante, dont le texte nous a été conservé, fut déposée sur l'autel. Ce souvenir ne se rattacherait pas directement à l'histoire des événements dont Sarlat fut le théâtre, si une tradition constante n'attribuait pas à cette manifestation publique de fidélité qui exaspère les chefs de la Fronde, la barbarie du traitement, dont Sarlat fut la victime quelques mois après, de la part des rebelles.

Le Prince de Condé, odieux à la Reine, finit par lasser ses plus chauds partisans : le duc d'Orléans, le Coadjuteur, tout le parti de la vieille Fronde. Sentant que la mesure était comble, inquiet pour sa liberté, ou feignant de l'être, il quitte brusquement la Cour une première fois, le 5 juillet. Après une courte et dramatique apparition nouvelle, il s'éloigna définitivement le 30 août, et se rendit à Montrond. Son influence est perdue à Paris, il le comprend, « mais il fonde

ses espérances sur la province et sur la ligue aristocratique dont il médite la restauration ». Il compte surtout sur la Guyenne, dont la Cour a eu la dangereuse faiblesse de lui donner le gouvernement. Il lève franchement le drapeau de la révolte, et fait appel aux armes.

Le 6 octobre 1651, la majorité du Roi est officiellement proclamée. Le surlendemain 8 octobre, Condé et ses adhérents sont déclarés criminels de lèse-majesté.

La dernière période de la Fronde commence. Ce fut la plus longue et la plus meurtrière. La « Guerre de Guyenne » appartient à cette phase, pendant laquelle vont se dérouler les événements auxquels la ville de Sarlat fut, pour son malheur, si dramatiquement mêlée.

Le premier soin de Condé, après son départ de la Cour, fut de se rendre dans son gouvernement et d'y organiser la lutte. Dès le 22 septembre il est à Bordeaux. Dans les premiers jours du mois suivant, il est à Périgueux qui tient pour lui.

De là, il envoya à Sarlat un de ses gentilshommes, le sieur de Chanteville, porteur d'une lettre de créance adressée aux consuls et aux habitants. Ses instructions portaient qu'il ne remettrait cette lettre qu'en pleine jurade. On connaissait bien, d'ailleurs, le but de cette mission :

« Il venait demander l'*Union* de la ville pour le service du Roy, et souz son bon plaisir aux bonnes intentions de Son Altesse et du Parlement de Bordeaux, telle que les autres villes l'avoient faicte ».

Les consuls de Cales, de Pascal, de Bruzac et Vaquier, et le procureur syndic de Gonet, assemblent la jurade le 18 octobre, dans la matinée, au son de la grande cloche. L'assemblée est houleuse ; les opinions se manifestent bruyantes, divergentes. On adopte pourtant l'avis d'aller prier l'évêque Nicolas de Sevin et les chanoines de venir se joindre à la jurade, vu la gravité de la décision à prendre, et l'on remet l'assemblée à la première heure de l'après-midi.

La jurade prit place, mais la salle fut envahie. On constata que quatre-vingts personnes et plus étaient présentes, dépassant le nombre légal, et que nombre d'entre elles s'étaient intro-

duites sans qualité (1). Elles refusèrent de quitter la salle, malgré les protestations et les mises en demeure de ceux qui jugeaient que les délibérations étaient, de ce fait, entachées de nullité. On n'osa pas, semble-t-il, insister.

Le premier consul de Calès rendit compte alors de sa mission :

» Il avoit veu Monsieur l'evesque, en sa maison de Tempnac, et icelluy conjuré avec grande instance de descendre en ceste ville, pour y donner ses lumières sur l'occurrence et l'advis d'ung bon père, qui s'en estoit excusé sur certaine indisposition », que « de plus les sieurs du chapitre avoient refusé de se trouver en ceste assemblée. »

L'évêque et le chapitre ne voulurent évidemment pas se compromettre et préférèrent attendre les événements.

Ce fut une faiblesse et peut-être un malheur.

La jurade décide alors d'introduire l'envoyé du Prince. M. de Chanteville, prenant la parole, harangue l'assemblée et proteste que

« Son Altesse a de si singulières affections et très particulière estime pour la ville de Sarlat... qu'il l'avoit chargé d'assurer le public qu'Elle ne respiroit que le service du Roy, le bien de son Estat et le soulagement particulier de ceste province, dont le gouvernement luy estoit confié ; qu'Elle avoit fait une *Union* pour ce sujet avec Messieurs du Parlement et avec les villes capitales et considérables de son gouvernement, à laquelle *Union*, Son Altesse, faizant estat particulier de ceste ville, elle l'invitoit d'en dresser et signer ung acte, à l'instar des villes de Bourdeaux, Agen, Périgueux, Bergerac, Libourne, Bazat et autres, et iceluy envoyer à Son Altesse, déclarant de sa part, qu'Elle n'avoit que de très bonnes fins et des dessains très avantageux au service du Roy, et qu'Elle tenoit la communauté libre de se despartir de ladiete *Union*, sy elle recognoissoit rien de contraire au service du Roy... »

Après cet habile exposé, M. de Chanteville remet la lettre du Prince, adressée de Périgueux à la ville de Sarlat, et un arrêt du Parlement, toutes chambres réunies, invitant toute la Province à souscrire à cette *Union*, puis il se retire.

---

(1) La jurade se composait de 48 membres élus, renouvelables, tous les ans, par moitié. Elle portait aussi le nom de « Conseil vieux et nouveau » et de « Conseil politique ».

La proposition, mise en délibéré,

« Les qualités de premier Prince du sang et de gouverneur de la Province, qui sont en la personne de Son Altesse avec celles du Parlement qui ont en déposit l'autorité du Roy, et par qui nous devons recevoir ses ordres, l'ayant emporté sur toutes autres considérations, ladite Union auroit passé à la majeure partie des voix » et il aurait été décidé » qu'il en seroit dressé et signé l'acte, suivant désir de Son Altesse, le tout neantmoins soubz le bon plaisir du Roy et pour son service » (1).

Cette grave décision ne fut pas prise toutefois sans d'éner-
giques protestations. La minorité, par l'organe d'Antoine de
Saint-Clar (2), assesseur civil et criminel, refusa de

« Consentir un acte qui blessait la prudence et de s'engager aveu-
glément sans voir quelz estoit les mobiles et les fins de ceste
Union, ny ordre de Sa Majesté pour le faire.

» Considérant, en outre, que ceste Union particulière ne pouvoit estre
légitime par qui qu'elle fust demandée, puisque mesme ses fins estoient
incogneus, que ny les qualités de Son Altesse, ny l'autorité du
Parlement, ny les exemples des autres lieux, ny les appréhensions d'ung
mauvais traitement ne devoient ny ne pouvoient extorquer cet acte... »

Les deux avocats du Roi, la Brousse (3) et Bonet (4) par-
lèrent dans le même sens, ajoutant

« Que telles natures d'Union estoient prohibées par les Ordonnances
royaux... en outre qu'il n'y avoit rien à ce jour quy peut altérer la

---

(1) Les délibérations de la jurade n'étaient pas couchées sur un registre au
xvii^e siècle ; elles étaient rédigées en minute par le secrétaire de l'hôtel de
ville, souvent un notaire. La plupart des délibérations de cette époque ont
disparu, particulièrement l'acte d'« Union » du 18 octobre 1651.

(2) M. M^r Antoine de Saint-Clar, sieur du Boussieyral, conseiller en l'Élection
1638, conseiller assesseur 1641, puis doyen du Présidial, 1^{er} consul, 1640-1641,
2^e consul 1652-1653, épousa en 1647 Marguerite de la Brousse, sœur de Jean
de la Brousse, premier président au Présidial, et de Guillaume, qui suit.

(3) Guillaume de la Brousse, écuyer, avocat du Roi aux sièges Sénéchal et
Présidial, se démet de sa charge en 1677, en faveur de Jean de Fajol.
Anobli par lettres patentes du mois de mars 1650. Marié en 1637 à Catherine
de Larnaudie.

(4) M. M^r Raymond de Bonet, avocat du Roi aux sièges Sénéchal et Prési-
dial de Sarlat, 4^e consul en 1652-1653, marié en 1654 à Jeanne de Martini,
fils de maître Jean de Bonet, avocat, et de Marguerite de la Brousse, sœur
du premier Président au Présidial.

résolution prinze, il y avoit deux jours, sur une depesche de Monsieur de Saint-Luc, lieutenant du Roy dans la province, sur laquelle nous aurions résolu d'estre inesbranlables, que ceste depesche et ceste résolution debvoit servir d'antidote au venin qui pouvoit se glisser insensiblement et imperceptiblement parmy nous, et vous devoit rendre précautionneux... » (1).

On passa outre ; le parti de la Fronde triomphait.

Les craintes exprimées par les Avocats du Roi n'étaient que trop fondées et le « venin » n'allait pas tarder à étendre ses effets. C'étaient eux, les champions mêmes de la fidélité qui devaient en être les premiers atteints. Ironie des choses !

Nous ne tarderons pas, en effet, à trouver la Brousse et Bonet brûlant ce qu'ils avaient adoré. Saint-Clar, lui-même, n'eut-il à se reprocher que de la faiblesse ? Ce n'est pas bien certain.

Un phénomène politique, vraiment étrange, est celui de cette conversion foudroyante. La jurade, royaliste le 16 octobre, est frondeuse le 18 ! Quels ressorts fit-on donc jouer ? Le terrain avait été évidemment habilement travaillé, et l'acte d'Union ne fut, sans doute, que la résultante de traités particuliers, de promesses accompagnées peut-être d'arguments plus substantiels.

Le succès des Frondeurs fut certainement une surprise. Il fut d'ailleurs éphémère.

Le Conseil d'Etat condamna ces Unions et déclara coupables de lèse-majesté les communautés signataires qui, dans le mois, ne feraient pas leur soumission. La situation ainsi précisée, il n'y avait pas à tergiverser. Il fallait prendre parti ou pour le Roi ou pour la révolte.

Le revirement des esprits flottants se fit d'autant plus aisément que les arguments spécieux du sieur de Chanteville et du Prince avaient pu, au premier abord, faire illusion. Enfin, on apprit que le Prince de Condé et ses adhérents avaient été officiellement déclarés rebelles et inculpés de lèse-majesté. Les lettres-patentes, datées de Bourges, le 8 octobre, n'avaient pu être enregistrées et connues à Sarlat le 18. Peut-être même le Prince voulut-il que des engagements fussent pris, avant

---

(1) Arch. départ., dossier Saint-Clar.

que l'on connût cet acte et dans l'espoir qu'une fois compromis les Sarladais n'oseraient plus revenir en arrière. Il se trompait.

Six semaines après la date de l'acte d'Union, le 7 décembre 1651, une nouvelle délibération de la jurade annula celle du 18 octobre précédent, et délégua Antoine de Saint-Clar, pour porter aux pieds du Roi l'assurance de la soumission et de la fidélité de Sarlat.

Quelques documents ajoutent qu'à la suite de cette délibération, une assemblée générale de tous les habitants fut tenue dans l'église Sainte-Marie. Tous les assistants auraient juré, entre les mains de l'évêque, fidélité au souverain.

La partie était donc perdue pour Condé. Sarlat, après une courte défaillance, se ressaisissait et rentrait dans la voie qu'elle allait suivre dorénavant avec une loyauté parfaite et une énergie qui fut parfois bien méritoire.

L'honneur d'aller porter au Roi la soumission de la ville de Sarlat revenait bien à Antoine de Saint-Clar. La mission n'était pas sans danger. Traversant une partie de la Guyenne, l'Angoumois, le Bas-Poitou, il parvint sans encombres à Saumur où la Cour s'était transportée, ne se trouvant pas en sécurité à Poitiers. Saint-Clar fut accueilli avec faveur et pour reconnaître sa fidélité et ses services, des lettres de noblesse lui auraient été offertes. Déclinant modestement cet honneur, il aurait supplié le Roi de reporter sa bienveillance sur la ville (1). La misère était déjà grande, plus grande encore celle qui l'attendait. Elle n'en était pas moins déterminée à le servir avec fidélité, quels que fussent les risques et les dangers qu'elle courait.

Sur l'avis conforme du Conseil d'Etat, du 25 février 1652, le Roi, par lettres-patentes données à Saumur, ce même mois,

---

(1) Guillaume de Saint-Clar, son fils, conseiller en la Vice-Sénéchaussée de Sarlat, se rendit acquéreur d'une des cent lettres de noblesse, créées par l'Edit de 1710, et fut anobli par lettres patentes de septembre 1714, dûment enregistrées. Elles furent révoquées par l'Edit donné au mois d'août 1715 et ne semblent par avoir été exceptées de la révocation (Arch. départ. Dossier Saint-Clar.) C'est dans les considérants de ces lettres-patentes, que se trouvent mentionnés l'offre faite à son père en 1652, et son refus motivé.

abonna la ville à une somme annuelle de trois cents livres, « pour toutes impositions, tailles, taillons, subsistances de gens de guerre et autres contributions quelconques .. », grâce considérable, bienfaisant privilège, qui subsista jusqu'à la Révolution.

Pendant que ces événements se passaient, les partis se préparaient à la lutte. La guerre était dans l'air, le Périgord était sous les armes.

« Monsieur le Prince, écrit le comte d'Harcourt (1) à Mazarin, le 1^{er} janvier 1652, a envoyé des troupes à Monsieur de Bourdeille, ce qui m'a obligé de donner ordre à Monsieur de Sauvebœuf, de rester là où il est, et aux régiments qui sont en ces quartiers de le joindre, pour s'opposer aux desseins dudit sieur de Bourdeille... »

Le 29 janvier, Harcourt fit prendre à ses troupes leurs quartiers, le long de l'Isle et de la Dordogne.

Le 7 février, Condé est à Bergerac, surveillant la défense des places qui tiennent pour lui sur la Dordogne.

Le 22 février, le marquis d'Espinay St-Luc (2), lieutenant du Roi en Guyenne, est battu près de Miradoux, en Agenois, par Condé et Conti. L'effet fut considérable, les résultats désastreux pour le Roi. Montauban, Toulouse, adhèrent à la Fronde. Toute la Haute-Guyenne est perdue.

Les régiments de Champagne et de Lorraine, débris de l'armée de St-Luc, s'enferment dans Miradoux, et sous l'énergique commandement du maréchal de camp, Michel du Bouzet (3), seigneur de Marin et du lieutenant-colonel de Lamothe-Védel, du régiment de Champagne, font une superbe défense.

---

(1) Henri de Lorraine, comte d'Harcourt, dit « le Cadet à la Perle » (1601-1666), un des bons généraux du xvii^e siècle.

(2) François d'Espinay, marquis de St-Luc, lieutenant général des armées du Roi et de la Province de Guyenne, fils du maréchal de Saint-Luc. Il mourut en 1670.

(3) Michel du Bouzet, seigneur de Marin et Sainte Colombe, d'une ancienne famille chevaleresque de Gascogne, fut un des plus brillants officiers généraux du xvii^e siècle, depuis lieutenant-général des armées du Roi et gouverneur du Château-Trompette à Bordeaux. Dans la notice sur la famille du Bouzet, par J. Noulens, in-8° 1863, le rôle de Marin, dans la reprise de Sarlat, le 23 avril 1653, n'est pas mentionné.

Harcourt avait senti, mais trop tard, que St-Luc n'était pas en force pour tenir tête à Condé. Il quitte en toute hâte la Saintonge pour rejoindre Condé et faire à temps, s'il le peut, une diversion ; mais la Dordogne n'est pas libre, tout son cours, depuis le Bec d'Ambez jusqu'à Bergerac, est au pouvoir des rebelles. Toutes les villes riveraines, tous les ports, tous les gués sont occupés par l'ennemi. Il serait dangereux de tenter un passage dans ces conditions. Un échec serait un désastre, dans tous les cas un retard qu'il faut éviter avant tout. Il préfère tourner la difficulté et diriger la marche de son armée sur le haut cours de la Dordogne, que le voisinage de Sarlat commande. Remontant vers le Limousin, il passe la Vézère à Terrasson et se dirige sur Sarlat pour effectuer le passage de la Dordogne, sous Domme, qui tient aussi pour le Roi.

Le 22 février, le jour même où se livrait le combat de Miradoux, le marquis de Sauvebœuf entre dans Sarlat avec l'avant-garde, forte de 500 chevaux. La veille, les consuls lui avaient écrit pour lui demander de continuer à la ville, la protection qu'il lui avait toujours témoignée, à titre de bon voisinage.

Monsieur, nous sommes tous glorieux de l'honneur qu'il vous a plu de nous donner de votre assistance à la Cour et à l'armée ; nous ne pourrions nous jeter entre les bras de personne pour laquelle notre communauté ait plus de respect. Agréez que nous vous demandions la continuation de votre bienveillance et nous ne manquerons jamais au devoir qui nous oblige d'être toujours, Monsieur, vos très humbles et très obéissants serviteurs.

Les Consuls de Sarlat :

CALES, consul, PASCAL, consul,
BRUZAC, consul, VAQUIER, consul.

A Sarlat, le 21 février 1652.

(Bibl. nat. Pièces originales. 1132, f° 123.)

Harcourt le rejoignit le 24, avec le gros de son armée, forte de 12.000 chevaux et de quelques régiments d'infanterie. Il fut logé à l'évêché. Avec lui, Biron et Tracy (1), officiers-géné-

---

(1) Alexandre de Prouville, seigneur de Tracy, conseiller d'Etat, lieutenant-général des armées du Roi, en Guyenne.

raux, Pontac (1), premier président en la Cour des Aides de Guyenne, intendant de l'armée royale.

Sans perdre une heure, le général en chef fait occuper le port de Domme-Vieille, par un détachement de quatre-vingts maîtres, sous la conduite de messieurs de la Brousse, premier président au Présidial et Antoine de Costes de Maurival(2), premier consul de Sarlat. Ce poste était d'une importance capitale, c'était le seul qui ne soit pas au pouvoir de l'ennemi, parce qu'il est sous le commandement de Domme. C'est au port de Domme que doit s'effectuer le passage de l'armée, aux vues des troupes de la Fronde, aux ordres du comte de Marchin (3), qui manœuvrent sur la rive gauche.

« ... Nous passons aujourd'hui la Dordogne, écrit à Mazarin, de Sarlat, un correspondant anonyme, le 25 février, et allons loger à Domme. Nos troupes doivent la passer demain (26). Tout le pays a esté fort rejouy de nostre arrivée et se déclare hautement pour nous, à la réserve de quelques chasteaux qui tiennent contre... » (Nouvelles de Sarlat au Cardinal. Arch. nat. KK. 1219, p. 222.)

« Monseigneur, écrit à son tour M. de Tracy au cardinal, le surlendemain, 27 février, M. le comte d'Harcourt est arrivé dans cette ville le 24 et le 25, il a esté à Domme sur la Dordogne, d'où nous vismes les troupes de Marcin en marche, quy se logèrent à une lieue de la place. Ils ont Grolejac (4) au-dessus de ce poste et Castelnau au-dessous (5). La cavalerie du Roy sera passée demain au soir, et de là nous tenterons de tomber sur quelqu'un des quartiers de l'ennemy,

---

(1) Pierre de Pontac, seigneur d'Escoassefort.

(2) Antoine de Costes, sieur de Maurival, conseiller aux sièges Sénéchal et Présidial de Sarlat, marié en 1635 à Marguerite de Vayssières, fille d'Hélie de Vayssières, sieur de Maillac, chirurgien ordinaire de l'artillerie de France et de Jeanne de Laquithe. D'eux descendent les de Costes de la Calprenède, éteints aux XIX^e siècle.

(3) Jean-Gaspard-Ferdinand, comte de Marchin, d'origine liégeoise, officier de fortune, des plus distingués. Son caractère violent et brutal nuisit plus à Condé et à la Fronde qu'il ne la servit. (Cosnac. *Souvenirs*, I, 347.) Marsin était brave homme, mais incapable d'un bon conseil, étant presque toujours pris de vin. (*Mémoires de Chouppes*.)

(4) Grolejac — plus anciennement Gaulejac — paroisse, rive gauche de la Dordogne. Le château de Gaulejac appartenait aux Salignac-Fénelon.

(5) Castelnau, paroisse et château, rive gauche de la Dordogne, appartenait aux Caumont-La Force, marquis de Castelnau.

avant que M. le Prince les ait joint. Ils font beaucoup de bruit de l'avantage qu'ils disent avoir eu (le 22) sur M. de St-Luc... » (Ibid., p. 224.)

Il fallut quatre jours pour effectuer ce passage. Sarlat et Domme payèrent bien cher leur fidélité, qui avait déterminé la route choisie par le comte d'Harcourt.

Les dégâts furent énormes.

« Parlout ou cette armée passoit, dit le continuateur anonyme de Tarde, elle faisoit tous les maux imaginables, sauf de mettre le feu, et encore fut-il mis à quelques granges... » « L'armée vit avec une licence incroyable, écrit Tracy à Mazarin le 27 février. Elle n'est pas payée faute de fonds, et de grands desordres pourroient arriver... » (Ibid., *loco citato*)

L'argent manquait, en effet, c'est le Sarladais qui allait être chargé de remplir les coffres vides.

« Monseigneur, écrit de Sarlat M. de Pontac à Mazarin le 28 février 1652, l'ordre que j'ay receu de M. le comte d'Harcourt de prendre soin de la subsistance de l'armée qu'il commande, et de faire fonction d'Intendant auprès de sa personne, en l'absence de M. Marin, est une marque de la cognoissance qu'il a de mon zelle et de ma fidélité... Je continuerai à exposer, comme j'ai commencé, mon bien et ma personne, ayant treuvé l'armée dénuée d'argent, de toute sorte de munitions, mesme de munitionères. Je n'ay pas laissé de faire faire un convoy de pain que j'ay faict conduire de ceste ville de Sarlat au camp de Doumes. J'ai faict toutes les avances nécessaires pour cest effet et pour trouver les moiens de faire quelque paiement aux troupes. J'ay travaillé au despartement d'une levée de deux cens [cinq] mille livres, sçavoir de cent [trente] vingt et cinq mille livres sur les tailles de l'année dernière et de soixante et dix mille livres sur les tallies des années 1648, 1649, 1650. J'ay remis le roole es mains du Receveur des tailles de ceste Eslection (1) pour en faire la levée. Il

---

(1) Le receveur des tailles devait être M. M^e Jean Hardouin.

Il appartenait très certainement à la famille Hardouin-Mansard, de la bourgeoisie de Paris.

Sa fille aînée Marie était mariée, dès avant 1674, à Maître Guillaume Villedo, ci-devant maître général des œuvres et bâtiments du Roi, Ponts et Chaussées de France. (Arch. dép. B. 1172.) Le même Guillaume Villedo est qualifié, écuyer, sieur de Clichy. (Jal, *Dictionnaire historique. Verbo Villedo.*)

Il vivait encore en 1677, marié à Marie Guyot (Arch. dép. B. 1172.)

doibt estre escorté par vingt-cinq cavaliers qui ont esté commandés pour cest effect. J'espère qu'on pourra retirer une bonne partie de ceste somme, pour le moins. (Arch. nat. KK. 1219, p. 212.)

L'armée ayant passé la Dordogne, Harcourt se dirigea à marches forcées, sur Miradoux, dont le siège fut aussitôt levé. A l'approche de l'armée royale, Condé gagna les environs de Bordeaux, laissant le champ libre à Harcourt, qui fit rentrer dans le devoir la plupart des villes de la Gascogne et de l'Agenois.

La guerre se poursuivait en Périgord, mais sans ampleur. C'était surtout une guerre de partisans.

- Le colonel Baltazar (1) sortit de Bergerac vers la mi-mai, 1652, résolu à enlever le château de Lardimalie, dont le seigneur (2) s'était jusqu'alors défendu, avec la plus grande énergie, contre les attaques des Frondeurs. Ce poste gênait Périgueux, à cause de sa proximité.

Cachant son but, Baltazar se dirige sur Sarlat, feignant de vouloir l'attaquer, et établit son quartier au Bugue. Il y séjourne huit jours, pendant que ses batteurs d'estrade vont faire le dégât jusque sous les murs de Sarlat ; puis changeant brusquement de direction, il fond sur le château de Lardimalie qu'il enlève après une défense acharnée, grâce au canon que lui amène Chanlost (3), gouverneur de Périgueux pour Condé.

Ce succès obtenu, Baltazar poursuit sa route le long de

---

(1) Jean Baltazar de Gachée, né à Simmeren, dans le Palatinat, vers 1600, entra au service de France, en 1634, après avoir servi sous les Princes, en qualité de lieutenant général et de commandant de la cavalerie légère. Il fit sa soumission, à la paix de Bordeaux, et fut envoyé en Catalogne, sous le Prince de Conti, avec la charge d'un des lieutenants-généraux de l'armée. — On ne connaît ni le lieu où il mourut ni la date de sa mort.

Il écrivit : *L'Histoire de la Guerre de Guyenne*, imprimée sans nom d'auteur, sans lieu d'impression et sans date, réimprimée par M. Charles Barry. Bordeaux, Lefebvre, 1876, in-8°.

(2) Henri de Foucauld, seigneur de Lardimalie, baron d'Auberoche, mineur en 1652, était sous la tutelle de son oncle, François de Foucauld, seigneur d'Auriac et la Faye.

(3) Louis-Hilaire de Piedefter, marquis de Chanlost, fut tué à la reprise de Périgueux, le 16 septembre 1653.

l'Isle, prend St-Astier, Beauséjour, Grignols, Montancès, et inflige, le 17 juin, sous les murs de ce château, une cruelle défaite aux royalistes, commandés par Montauzier et Folleville. Ce grave échec mettait le Périgord aux mains de l'ennemi ; la résistance était brisée.

Tranquille du côté de Périgueux, Baltazar revient lentement sur ses pas, achevant la soumission du pays, et se dirige vers Bergerac, poste qui lui permet de surveiller à la fois le Périgord, l'Agénois, le Bordelais, prenant sa route vers la vallée de la Dordogne, à la hauteur de Sarlat, qu'il compte bien enlever.

Le jour de la Madeleine, 22 juillet, les troupes de Baltazar viennent donner dans les défenses extérieures de Sarlat. La ville, sur ses gardes, ne se laissa pas surprendre. Quelques troupes sous les ordres du marquis de Sauvebœuf et de M. de la Cropte de St-Abre (1) renforçaient les compagnies bourgeoises. Ces deux généraux n'attendaient pas une attaque en règle et prirent une vigoureuse offensive. Les Frondeurs, surpris, plient sous l'attaque et battent en retraite. Poursuivis l'épée dans les reins, ils se replient sur Salignac, comptant trouver dans ce gros bourg, défendu par un château, une base de résistance et de retraite. Les royalistes continuent leur mouvement, ne laissent à l'ennemi ni le temps de se reformer, ni celui de se fortifier ; ils enlèvent Salignac, chassent les Frondeurs et leur font subir des pertes sensibles (2). Baltazar, dans son intéressante *Guerre de Guyenne* dont il fut un des principaux acteurs, avant d'en être l'historien, passe naturellement sous silence cette affaire, puisque ce fut un insuccès pour lui.

L'armée ennemie laissa de sinistres traces de son passage. Sa route est jalonnée par les ruines et les incendies.

Baltazar recommanda-t-il spécialement à l'attention de ses soldats les châteaux et les propriétés des chefs royalistes ? On peut le croire, car, après son passage, on constata officiel-

---

(1) Jean de la Cropte, seigneur de Ste-Abre, comte de Rochefort, maréchal de camp, gouverneur de Salces, 1653, lieutenant général des armées du Roi en 1655, tué à la bataille de Siltzeim, en 1674.

(2) Arch. dép. Dossier Saint-Clair.

lement pour 5.000 livres de dégâts, dans les biens d'Antoine de Saint-Clar, et pour 40.000 dans ceux d'Armand de Gérard, seigneur du Barry, St Quentin et le Mas. Le château du Barry put résister ; mais le château du Mas, laissé sans défense, fut incendié et démoli de fond en comble. Ses fermes furent brûlées, ses bestiaux, ses récoltes enlevés ; le « Jardin de Madame », qu'il possédait aux portes de la ville, fut rasé par une compagnie d'Irlandais (1).

Parmi les pillards des deux partis, les Irlandais méritent une mention spéciale. Levés par les Espagnols et à leurs frais, ils avaient été mis à la disposition de Condé. Les paysans, qu'ils pillaient avec une sauvage brutalité, par plaisir de faire le mal, leur avaient voué une haine féroce. Embusqués, leur fourche ou leur faux à la main, ils ne les manquaient pas à l'occasion et les tuaient sans pitié, comme bêtes malfaisantes, lorsqu'ils passaient à leur portée et qu'ils n'étaient pas les plus forts.

Une nouvelle défaite vint achever de ruiner les affaires du Roi en Guyenne.

Harcourt avait assiégé Villeneuve-d'Agen sans succès. Voyant son armée décimée par la maladie et les fatigues d'un siège de deux mois, il se retira le 9 août et vint se rafraîchir dans les environs de Sarlat. Le Prince de Conti résolut de profiter de ces conditions favorables. Le 14 août 1652, les comtes de Marchin et de Casteljaloux, le colonel Baltazar et le marquis de Théobon (2) et autres capitaines de l'armée des Princes, vinrent attaquer, près de Sarlat, les troupes d'Harcourt, dispersées dans divers quartiers.

« Là, se fit un grand combat qui dura depuis les trois heures de relevée jusques à la nuit entre les deux armées. Celle du comte fit tout devoir de combattre. La cavalerie fit très bien. Si elle eût esté soustenue de l'infanterie, elle eust deffait l'armée de Monsieur le Prince de Conty, mais estant abandonnée et poursuivie vivement par le marquis de Marcin, Balthazar et autres chefs, elle ploya et fut contrainte de se sauver à la fuite et ainsi la victoire demeura à M. le

---

(1) Procès-verbal judiciaire des dégâts commis par le sieur de Baltazar sur les biens d'Armand de Gérard, seigneur du Barry, Saint-Quentin, le Mas. — (Arch. de Gérard.)

(2) Jean de Rochefort, marquis de Théobon.

Prince, avec le canon et le bagage des ennemis. Les Frondeurs perdirent le marquis de Lusigny, trois autres capitaines, vingt ou trente officiers et environ deux cents soldats. Les royalistes perdirent plus de soixante officiers et huit cents soldats, deux cents blessés et deux cent cinquante prisonniers qui furent conduits à Bergerac. (*Défaite de l'armée du comte d'Harcourt, par l'armée de Monseigneur le Prince de Conty*. Paris, Philippe Clément, 1652.)

Il faut évidemment faire la part de l'exagération, usuelle dans les *Mazarinades* ; ce qui est certain toutefois, c'est que l'armée royale subit un grave échec.

Harcourt, découragé par ses insuccès, poussé, en outre, par sa haine contre Mazarin, prit brusquement une résolution que rien ne saurait excuser. Laissant les débris de ses troupes à Sauveboeuf et à Marin, il abandonna, le 12 août 1652, le commandement qui lui était confié, traversa toute la France, à franc-étrier, loi cinquième, et alla s'enfermer dans Brissac, dont il avait le gouvernement, et fit cause commune avec les Princes. Ce fut le dernier coup porté à la résistance des royalistes. Toute la Guyenne est au pouvoir de la Fronde : le Roi ne garde que quelques places restées fidèles. Ce sont des îlots dans la mer. Sarlat persista dans son devoir.

Le 7 septembre suivant, la Cour envoya un nouveau chef, le duc de Candale (1), fils du duc d'Épernon, fameux par ses luttes contre le Parlement de Bordeaux. La situation était critique. L'armée royale s'était fondue ; il ne reste plus que 700 chevaux, et quelques centaines d'hommes de pied. L'indiscipline est à son comble, les munitions manquent, la caisse est vide.

Autour de Candale, les débris se réunissent et reprennent un peu de cohésion. La direction se fait sentir, la discipline renaît, les résultats ne tardent pas à se faire remarquer. Ville-neuve, qui avait résisté deux mois à Harcourt, fait sa soumission. La petite armée de Candale se renforce des troupes qui reviennent de Catalogne. Candale reprend alors vivement l'offensive. A son approche, Marchin et Baltazar, les deux plus habiles lieutenants des Princes, ne voulant rien risquer,

---

(1) Louis-Charles-Gaston de Nogaret de La Valette, duc de Candale, fils de Bernard de Nogaret, duc d'Épernon, né en 1627, mort en 1658, sans alliance.

divisent leurs forces. Baltazar marche sur Mont-de-Marsan, Marchin sur le Périgord. Candale s'attache à Baltazar. Sur ces entrefaites, Boyt de Meyrignac (1), juge du marquisat de Castelnau, un des principaux agents des Princes à Sarlat, se rend auprès du Prince de Condé et de Marchin pour les engager à faire une tentative sur Sarlat. La ville ne leur ouvrira pas ses portes et résistera à l'attaque, c'est certain ; mais toutes les mesures sont prises. Les Frondeurs trouveront dans la place des intelligences ; leurs partisans sont disposés à agir et à donner la main aux troupes du Prince.

Le moment est donc favorable, car le duc de Candale est loin. Le Prince et Marchin se laissent facilement persuader et saisissent avec joie cette occasion, longtemps attendue, de faire enfin payer à Sarlat, sa fidélité (2).

(A suivre)

VICOMTE DE GÉRARD.

QUELQUES CONGÉS MILITAIRES PÉRIGOURDINS

Je n'ai point, certes, l'intention d'écrire l'histoire du congé militaire, cela m'entraînerait trop loin, car le sujet est vaste, ni de faire la description de tous les types de congés, types très nombreux et très variés d'après les époques où ils furent délivrés, et aussi d'après l'arme à laquelle appartenait le congédié.

Je me bornerai donc à dire quelques mots seulement sur ce sujet, qui demanderait un volume, et à ne présenter ici, parmi les milliers de congés qui dorment dans les cartons des collectionneurs ou dans les tiroirs des vieilles armoires familiales, rappelant le souvenir d'un ancêtre, ses brillants états de service, ou son rôle parfois glorieux sur le champ de bataille, à ne présenter, dis-je, que quelques spécimens de congés obtenus par des Périgourdins.

Le congé militaire est la pièce, le document qui délivré

---

(1) M^e Mathurin Boyt de Meyrignac, avocat, juge de Castelnau, démissionnaire en 1673 ; vivait en 1688 ; épousa, vers 1635, Anne de Pascal, dont postérité.

(2) Déposition d'Antoine Delage, bourgeois de Sarlat, le 13 juillet 1653. (Arch. dép. E. cartons de Sarlat.)

LA FRONDE A SARLAT

(Suite).

II

SIÈGE DE SARLAT.

Le 25 décembre 1652, Marchin se présenta devant les murs de Sarlat avec 4000 hommes. L'attaque était prévue, tout était prêt pour recevoir vigoureusement l'assaillant. Au petit jour, dès que les éclaireurs eurent fait leur apparition sur les hauteurs d'Argentoulau, les consuls dépêchèrent un courrier à Sauvebœuf pour l'en informer et demander son aide.

Monsieur, nostre communauté recourt à vous comme à son protecteur et à son asile, sur les approches des ennemis du Roy et advis qu'on nous donne d'un siège et vous conjure, Monsieur, par ceste bonté que vous nous avez tesmoigné et par ceste affection que vous nous avez promis de nous assister dans ceste conjoncture, si tant est qu'on entreprennerien contre nous. Nous espérons du secours que nostre fidelité nous persuade infalible et cependant nous opposerons à nos ennemis une vigoureuse deffense et lémoignerons un zelle inviolable au service du Roy et aux occasions de faire paroistre combien nous sommes avec respect, Monsieur,

Vos très humbles et très obéissants serviteurs.

Les Consuls de Sarlat,

DE COSTES, MARIEL, SAINTCLAR, BONET.

A Sarlat, ce 25 décembre 1652. Au dos : A Monsieur le marquis de Sauvebœuf, lieutenant-général des armées du Roi. (Bibl. nat. P. O. 1132. Ferrières, p. 125. Original (1).

---

(1) Antoine de Costes, seigneur de Maurival, conseiller au Présidial, premier consul, marié en 1635 à Marguerite de Voyssières de Maillac ; Michel Mariel, sieur de Pechrousier, conseiller au Présidial avant 1647, mort avant 1689, marié à Peyronne de Fajol, sœur de Georges de Fajol, second Président au Présidial ; Raymond de Bonet, avocat du Roi au Présidial, fils de Jean de Bonet, avocat, et de Antoinette de la Brousse, neveu du Président de la Brousse, Antoine de Saint-Clar, sieur de Boussieyral, conseiller, puis doyen du Présidial, marié en 1647 à Marguerite de la Brousse, sœur du Président de la Brousse.

Pierre de Gonet, prêtre, docteur ès lois, était procureur syndic. Il avait été cousin germain du Président de la Brousse, fils de Marie de Gonet.

L'alarme donnée, chacun se disposa à faire son devoir. Le tocsin donne aux paysans de la banlieue le signal de se retirer derrière les murs, les tambours rappellent, les compagnies bourgeoises prennent les armes et vont occuper leurs postes de combat (1).

Un détachement est aussitôt commandé pour aller en reconnaissance, avec Michel Mariel, sieur de Pechrousier, consul. Il se dirige sur Argentoulau, où il prend contact avec l'avant-garde ennemie, forte de 400 chevaux et de 300 hommes de pied, sous le commandement de François de Chavagnac. La cavalerie se dispose à charger. Mariel veut que le détachement se retranche dans une ferme. Les officiers s'y

---

(1) Il eût été bien intéressant d'établir les cadres des officiers qui commandaient dans Sarlat : les recherches sont restées infructueuses sur ce point. On sait toutefois que les compagnies bourgeoises avaient à leur tête de Vayssières, chirurgien. Marchin voulut l'acheter, lui offrant une compagnie dans son régiment. Peut-être François Vayssières, chirurgien, marié vers 1635 à Marie de Gimel des Fraus, ou Hélié de Vayssières, sieur de Maillac, chirurgien ordinaire de l'artillerie de France, marié vers 1619 à Jeanne de Laquilhe, qui vivait encore en 1646.

Vienne, probablement Guillaume Vienne, bourgeois, mort le 25 mars 1672. Rupe de Surguier, Antoine de Rupe, le jeune, bourgeois, neveu du précédent, étaient officiers. C'est tout ce que l'on sait. (Arch. dép. Dord. E. Sarlat. Enquête du mois de juillet 1653.)

Quelques gentilshommes étrangers étaient venus apporter leur concours : Tout d'abord Jacques de Vassal, seigneur de la Garde, capitaine au régiment de Sauvebœuf, sarladais par sa femme Souveraine de Bars. Les liens qui le rattachaient à Sarlat étaient déjà anciens. Dès 1639, il avait été appelé à commander une compagnie bourgeoise de Sarlat, envoyée sur la demande du Prince de Condé, au siège de Salces, en Roussillon. Son lieutenant était Pierre de la Brousse, lieutenant criminel au Sénéchal de Sarlat, dont nous relaterons la fin tragique en 1653. Le fils aîné de Jacques de Vassal, Jean, sieur de la Tour, lieutenant dans Sauvebœuf, servait aux côtés de son père, lors de la reprise de la ville. Leurs services sont rappelés dans un certificat délivré par les magistrats de Sarlat, le 17 août 1660. (B. N. ms. fonds Périgord 172, 173.) Le sieur de la Filolie, qui exerçait un commandement (Enquête du 10 juillet 1653) doit être identifié avec Jean de Beaulieu, seigneur de la Filolie, enseigne aux Gardes, depuis maréchal de camp, le 15 juin 1653. (Pinard VI, 394.) Il était beau-frère du Président de la Brousse.

Enfin, le sieur de Richon se battit à la brèche, sans doute, comme volontaire. (Enquête du 10 juillet 1653). Ce personnage, étranger, semble-t-il, au Sarladais, n'a pu être identifié.

opposent. Leurs ordres sont formels : ils doivent reconnaître l'ennemi sans s'engager. Malgré l'insistance du consul, les bourgeois se replient. La cavalerie l'attaque. Ils se dispersent, se coulant derrière les haies, et manœuvrent si bien, qu'ils rompent la charge en l'amenant au chemin creux de Meyssès, au faubourg de Lendrevie, que les chevaux ne peuvent franchir.

On crut, plus tard, que le but de Mariel avait été de faire enlever le détachement en le faisant prendre dans une souricière. Un premier échec, dès le début, aurait découragé la résistance.

L'infanterie de Chavagnac vient donner en même temps contre les défenses extérieures du faubourg de Lendrevie. Le terrain est défendu pied à pied. Si l'attaque est chaude, la résistance est tenace. Serrés de trop près, les bourgeois exécutent même plusieurs contre-attaques pour se donner de l'air. Vassal de La Garde commande la dernière et, l'épée à la main, à la tête des Sarladais, culbute avec entrain l'ennemi et le chasse des positions qu'il occupe au « Jardin de Madame » et au « Moulin de l'Elu » (1).

Par cette active résistance, la défense en imposa aux Frondeurs, qui se virent déçus dans leur espoir d'enlever la ville par un coup de surprise et d'entrer dans la place, pêle-mêle avec les défenseurs des ouvrages avancés.

Pendant que Marchin et ses lieutenants délibèrent et prennent leurs dispositions pour l'investissement et un siège régulier, barricades sur barricades s'élèvent à la tête des faubourgs, pour retarder les approches. Défendues avec vigueur, elles ne sont abandonnées qu'à la dernière extrémité, alors que les positions ne sont plus tenables, devant les forces supérieures de l'ennemi qui a fait sa concentration.

---

(1) Le « Jardin de Madame » dans le faubourg de Lendrevie, jardin et verger, arrosés par une superbe fontaine. Judith de Beynac, dame de Gaulejac, légua ce jardin « qu'elle affectionnait spécialement » le 19 décembre 1609 à Anne de Salignac, sa fille, dame de Gérard du Barry. — Il appartient encore à la famille de Gérard et a gardé son nom.

Le Moulin de l'« Elu » appartenait, vers 1600 à Pascal de la Brousse, sieur de la Serre, élu pour le Roi en Périgord. Ce moulin, sur la Cuze, à 500 mètres en amont du Jardin de Madame, s'appelle aujourd'hui le moulin de la « Pourgue ».

Le vendredi 27 décembre, le conseil de défense prend une décision héroïque. Les quatre faubourgs sont incendiés. L'ennemi ne pourra y faire des logements et gêner la défense.

Les religieux Cordeliers avaient dû se mettre à l'abri derrière les murailles. Leur couvent, au faubourg de Lendrevie, est livré aux flammes (1).

Les religieuses de Notre Dame, dont le monastère s'élevait au faubourg de la Bouquerie, reçurent, elles aussi, l'ordre de l'évacuer. Elles hésitèrent à s'y soumettre et, pour éviter la ruine de leur couvent, tout récemment édifié, déclarèrent tout d'abord ne pas vouloir l'abandonner et se fier à la Providence. L'évêque Nicolas de Sévin fut obligé de leur réitérer l'ordre et, pour donner à celui-ci une autorité souveraine, il le leur fit adresser par un vicaire-général, qui se présenta devant elles, portant entre les mains le Saint-Sacrement. On vit alors un touchant spectacle ! Le Saint-Sacrement rentre dans les murs de la cité, précédé d'un long cortège. En tête, les pensionnaires, suivies de 46 professes, revêtues de leur manteau de religion, marchant deux à deux, sous la conduite de leur éminente abbesse, Catherine de Tizon. Les yeux noyés de larmes, elles jettent des regards de désolation sur leur couvent voué à la destruction. Dès qu'il eut été évacué, il fut livré aux flammes.

Reçues par M^{re} de Sévin, et paternellement consolées, les religieuses furent accueillies par le prélat et logées au palais épiscopal. Les pensionnaires furent recueillies par les diverses familles de la ville. (*Histoire de Notre-Dame*. Tome II, p. 206.) Ceci se passait le 25 décembre.

L'incendie avait respecté la façade de l'église du couvent, ornée d'une belle statue de la Vierge tenant l'Enfant Jésus entre ses bras. Quelques jours après, alors que Sarlat était complètement investi, trois capitaines frondeurs passèrent

---

(1) Le couvent des Cordeliers, fondé au XIII^e siècle par Gaillard, baron de Beynac et le seigneur de Fages, ruiné pendant les guerres contre les Anglais, relevé de ses ruines, brûlé pendant les guerres de religion, réédifié en 1610, aux frais de François de Gérard, seigneur du Barry, fut reconstruit, en partie, et subsista jusqu'à la veille de la Révolution, bien déchu, il est vrai, de sa splendeur passée.

devant ce qui restait du monastère. Deux des officiers, catholiques, saluèrent l'image en passant. Le troisième, huguenot, s'écria : « Je vais la saluer, à mon tour » et, prenant son pistolet, tire sur l'image, malgré les efforts de ses compagnons pour empêcher ce geste sacrilège. En ce moment, un bourgeois, de garde sur le rempart, voulant venger cette impiété, prend son mousquet et vise si bien, que le calviniste n'eut pas plutôt tiré et abattu la statue, qu'il reçut dans la tête une balle qui l'étendit raide mort aux pieds de ses compagnons. Ceux-ci racontèrent plus tard le fait aux religieuses, et s'irrigèrent leurs défenseurs contre les brutalités de Chavagnac... (*Ibidem*, p, 208.) Peut-être s'agit-il de M. de Bosmelet, major du régiment d'Enghien, dit protestant dans son acte de décès, (Reg. paroissiaux).

Les faubourgs sont donc incendiés et rasés. Les postes avancés se replient et rentrent dans la place le samedi 28 décembre, à 10 heures du matin. La ville était complètement « bouclée ». Le siège commençait.

Sur ses entrefaites, Marchin avait reçu son artillerie. Elle consistait en trois pièces de canon, l'une de 12, l'autre de 24, la plus grosse de 36. (C^{te} de Cosnac, *Souvenirs du règne de Louis XIV*, III, 341.)

En prévision du siège, il les avait demandées à Condé, qui les avait tirées du fort du Hâ, à Bordeaux, et fait remonter la Dordogne.

L'artillerie est mise aussitôt en batterie, sur le flanc de la colline, en face de la Porte de la Rue, sous le « Jardin d'Yzac » (1).

La première volée fut tirée le samedi 28 décembre dans l'après-midi. Le premier boulet, passant par-dessus le rempart et les maisons qui l'avoisinaient, vint frapper la maison de Chaumels, sur la place Royale (2).

---

(1) Le Jardin d'Yzac, du nom de son propriétaire, d'une vieille famille bourgeoise de Sarlat. Ce jardin faisait partie du terrain qui forme l'enclos actuel du collège Saint-Joseph. L'emplacement de la batterie doit se trouver à peu près dans l'axe de la nouvelle route qui traverse l'enclos.

(2) En 1628, cette maison, appartenant à Jean Chaumels, est ainsi confrontée : d'une part à celle d'Hélie Singlier et de l'autre à celle d'Adam de Goudin,

Le tir fut rapidement rectifié, la canonnade s'établit régulièrement, le dimanche 29, le lundi 30 et le mardi 31. A cinq heures du soir, la muraille, frappée de 400 boulets, s'écroula, ouvrant une brèche praticable (1).

A peine la muraille est-elle tombée, que l'ennemi se précipite à l'assaut, mais la brèche est solidement défendue. D'ailleurs, les circonstances favorisent la défense. Le jour tombe déjà et l'attaque manque de précision ; d'un autre côté, le rempart s'est heureusement écroulé à l'intérieur, a mal comblé le fossé et ne laisse qu'un passage de trois pas.

Les Frondeurs ne peuvent le forcer. Repoussés vigoureusement, ils abandonnent l'attaque, laissant sur la brèche et dans le fossé 150 morts et un nombre considérable de blessés.

Enflammés par ce premier succès, les Sarladais, pleins d'entrain et de patriotique ardeur, devaient résister victorieusement et infliger à Marchin l'échec le plus complet. C'eût été le glorieux pendant de la victoire de leurs pères sur les Protestants de Turenne, dont les efforts se brisèrent en 1587, au même point.

Quelles furent les causes qui amenèrent un résultat contraire ? On a toujours proclamé qu'il y eut trahison préméditée, et cette accusation si grave n'a pas seulement perpétuée par une tradition populaire, toujours disposée à donner, dans la défaite, des explications étrangères qui sauvegardent

---

sieur de la Gindonnie, où se tient le greffe du Sénéchal, sur la place Royale.

En 1653, elle appartenait à Antoine Chaumels, bourgeois, mort l'année suivante le 26 septembre. (Reg. par.) Elle fut donnée aux Jésuites par Jeanne de Costes, veuve d'Antoine Chaumels, dont le fils unique était religieux de cet ordre. (Arch. dép. Dord. B. 1242). La compagnie de Jésus y établit une résidence, qui subsista jusqu'à la suppression de l'ordre en 1773. La maison Chaumels est celle qui touche la maison Salvat.

(1) L'emplacement de la brèche se trouve entre la Tour de la Rue, aujourd'hui disparue, et l'entrée actuelle de « la Côte de Toulouse » plus près de la porte de la Rue, à peu près à la hauteur de l'ancienne maison de Tarde. — Un peu plus loin, vers la « Côte de Toulouse » à la hauteur du pensionnat des Dames des Sacrés-Cœurs, se trouve l'emplacement de la brèche de 1587. Cette partie des remparts de Sarlat était de beaucoup la plus faible, commandée à petite portée par la colline du collège Saint-Joseph.

l'amour-propre ; mais elle s'est formulée, avec la plus grande précision, non seulement dans les documents contemporains, mais encore dans les procès intentés pour arriver à la punition de ce crime.

Il y eut donc plus que de graves présomptions et le fait paraît certain. Les Sarladais n'en doutèrent jamais, les généraux royalistes pensèrent de même, la *Gazette de France* l'affirme.

Il est bien difficile, d'ailleurs, d'expliquer autrement les faits qui vont suivre.

L'assaut avait été repoussé aisément, les forces de la ville étaient intactes, Marchin venait au contraire de subir un échec sensible et sa ligne d'investissement ne s'était pas resserrée.

C'est précisément à ce moment, alors que la fortune des armes favorisait les assiégés, alors que les secours demandés à Sauvebœuf devaient approcher, que des négociations louches s'entamèrent, à l'insu de la population, entre les consuls et Marchin.

A peine l'ennemi venait-il de quitter la brèche, que le consul Mariel sort de la ville, se dirigeant vers les lignes ennemies. S'engageant dans le chemin de la batterie, il rencontre Bren, major des Irlandais au service des Frondeurs, qui le mène, sur sa demande, aux généraux et officiers frondeurs, réunis en ce moment au-dessus du faubourg de la Rue. Mariel s'abouchait déjà avec le vicomte d'Aubeterre et le sieur de Montesquiou de Campagnac, lorsqu'il fut appelé par Marchin. Mariel déclare au général que les Sarladais sont résolus à se défendre à outrance ; mais, qu'en deux jours, il se fait fort de les amener à capituler. Pour toute réponse, Marchin, furieux de l'échec qu'il vient de subir, lui donne deux heures, délai qu'il prolonge jusqu'à minuit. Mariel insiste et demande la cessation du feu jusqu'au point du jour. Ces faits sont rapportés, sous la foi du serment, dans la déposition qu'Hélie du Sartre, dit Duchaine, sergent au régiment de Marchin, dans la compagnie du sieur de la Nauze, fit le 28 mars 1653, devant la justice. Le témoin rapportait des faits qu'il avait vus, des paroles qu'il avait entendues, étant de tranchée à la Rue. La suite de la

conférence lui avait échappé, Marchin et Mariel s'étant éloignés. (*Enquête*. — Arch. dép. Cartons Sarlat, série E).

On pourrait supposer que Mariel voulait gagner du temps et attendre les secours demandés à Sauvebœuf, le 23 décembre.

Il faut rejeter cette hypothèse, contredite par d'autres dépositions d'une précision accablante.

Jean de Bars (1), chanoine, grand archidiacre de Sarlat, se trouvait au château de Montfort pendant que les événements précédents se passaient à Sarlat. Rabinaud, messenger de Sarlat à Bordeaux, lui remit un paquet de quatre lettres, venant de l'armée du Roi, pour les faire parvenir à leur adresse. L'une était du M^{re} de Sauvebœuf, l'autre du receveur des tailles Bel adressées aux consuls de Sarlat : les deux autres provenaient de deux officiers de l'armée royale. Ces lettres avaient été ouvertes par M. de Montferrand, lorsque le messenger avait passé à Cancon.

L'archidiacre lut ces lettres ouvertes, pour savoir si le secours approchait. Celle de Sauvebœuf était ainsi conçue :

Messieurs, vous ne devez pas douter que je ne vous secourre. Lorsque j'ay reçu l'avis (du 25 décembre), M. de Candalle ne se trouvoit pas icy. Je luy despesche tout présentement un des miens ; cependant, attendant de ses nouvelles, je prépareray les troupes affin d'estre prest, dès son retour en ce lieu, pour nous en haller à grands pas vers vous. Cependant, faites ce que des gens de bien et d'honneur doibvent faire. Votre très affectionné,

SAUVEBŒUF.

Sur le refus de Rabinaud de porter les lettres à leurs destinataires, à cause de l'investissement de Sarlat, l'archidiacre de Bars résolut de les porter lui-même. Il partit donc pour Sarlat une heure avant le jour, et, sous un prétexte, se rendit au quartier de Marchin où il arriva sur les huit heures du matin. Il y rencontra Messieurs de Leygue archidiacre, de Vins de la Borie, prévôt, Veysières de Maillac, conseiller

---

(1) Fils de Jean de Bars, écuyer, seigneur de la Gazaille et Montcalon et de Française d'Amelin de Rochemaurin, vivait encore en 1638.

au Présidial, et François Javel, docteur en médecine, ainsi que les quatre consuls (1).

Tirant à part Mariel, il lui remit le billet de Sauvebœuf, en lui disant que c'étaient de bonnes nouvelles et que le secours ne tarderait pas. Mariel, le quittant, alla rejoindre le groupe précédent où se trouvaient le sieur de Montesquiou de Campagnac et d'autres officiers frondeurs.

Ces personnages étaient en conférence et discutaient déjà les termes de la capitulation. On donna comme ôtages Javel et Maillac, qui furent consignés, sous bonne garde, à Graujac (2), en attendant la suite des négociations.

Cette conférence, dont l'archidiacre de Bars se trouva le témoin, n'était pas la première. Déjà la veille au soir, Mariel s'était rendu à la batterie du Jardin d'Yzac et s'était abouché avec Marchin. Peu de temps après, vers minuit, le même Mariel, St-Clar et Bonet, aussi consuls, accompagnés du Président de la Brousse, étaient sortis par la porte de Lendrevie, et étaient restés une heure et demie, à discuter avec les Frondeurs. (*Enquête du 28 mars 1653.*)

La lettre de Sauvebœuf fut-elle communiquée par Mariel aux autres consuls et au conseil de défense ? C'est possible, cependant tout semble prouver le contraire. Ce qui paraît certain, c'est qu'elle fut tenue secrète, et que ni la jurade, ni la population n'en eurent connaissance.

Javel et Maillac sont donc envoyés comme ôtages à Graujac, vers neuf heures du matin. A midi, Javel voit arriver les

---

(1) Antoine de Leygue, chanoine de Sarlat, archidiacre de Marquay, fils d'autre Antoine de Leygue, conseiller au Sénéchal en 1587. François de Vins du Masnègre, seigneur de la Borie, grand prévôt de la cathédrale, mort après 1669, fils de Jean de Vins, seigneur du Masnègre et de Marie de Salignac-Gaulejac. Jean de Veyssières, sieur de Maillac, conseiller aux sièges sénéchal et présidial de Sarlat, 1605-1684, épousa Sabine de Richard, fille de Léonard de Richard, sieur du Fraysse, conseiller en l'Élection, et de Sabine de la Brousse.

Jean de Javel, fils de Raymond et de Jeanne Lambert de Lambertie, épousa Marie de Taillefer, fille de Guillaume, juge-châtelain de Domme, et de Catherine de Compris.

(2) Graujac, plus anciennement Garaujac, aujourd'hui Grojac, appartenait en 1652 à la famille de Gonet. Ce lieu-dit se trouve en amont de Sarlat, dans la direction de Tempniac.

consuls Mariel et Bonet. Javel, qui savait par M. de Bars que Mariel avait une lettre de Sauvebœuf, lui demanda ce qu'elle contenait. Embarrassé, Mariel refusa de lui répondre, sous prétexte qu'il ne s'en souvenait plus et qu'il ne pouvait la lire en présence de l'ennemi ; que d'ailleurs, il rentrait en ville et qu'il en ferait alors lecture en plein conseil. Remis en liberté le lendemain, Javel fut stupéfait de voir les ennemis maîtres de la ville, plus stupéfait encore d'apprendre que Mariel s'était gardé de produire la lettre de Sauvebœuf dans la Jurade, mais que, par contre, alors qu'il disait ne pas se souvenir de ce qu'elle contenait, il l'avait déjà communiquée à Marchin, par l'intermédiaire de M. de Montesquiou de Campagnac. (*Enquête du 28 mars 1653.*)

Revenons maintenant quelques heures en arrière, et voyons ce qui se passait dans l'intérieur de la ville assiégée. En rattachant les démarches faites auprès de Marchin aux divers incidents de la journée qui précéda la capitulation, on est obligé de reconnaître que les consuls et certains autres personnages firent tout pour refroidir l'ardeur des défenseurs, amener le découragement et, par suite, la reddition.

Nous avons déjà vu le soin mis à tenir caché l'avis que le secours allait arriver. Ce n'est pas tout.

Lors de l'assaut, un des combattants, Louis Martini (1), notable bourgeois, à court de munitions, en demande pour lui et ses camarades. C'est le procureur-syndic Pierre de Gonet, qui est chargé de la distribution.

Le syndic remet avec peine à Martini trois livres de poudre et autant de balles, lui avouant que la poudre diminuait fort et qu'il n'en restait plus beaucoup. Le conseiller au Présidial Chambart reçut aussi la même réponse. (*Enquête du 10 juillet 1653.*)

C'était un mensonge. Lorsque les Frondeurs furent entrés, ils trouvèrent 10 quintaux de poudre dans l'arsenal. (Catel, p. 58.)

Voici ce que raconte un autre témoin, Antoine de Rupe,

---

(1) Louis Martini, bourgeois, né en 1627, marié le 25 mai 1662 à Jeanne de Rupe, fille d'Antoine de Rupe, bourgeois.

bourgeois et officier dans la milice bourgeoise. Le 31 décembre, tard dans la soirée, de Rupe était de service au boulevard de la Rigaudie, lorsqu'il reçut de M. de la Filolie, qui exerçait un commandement, ordre d'aller faire une ronde et de suivre tous les postes de la muraille, pour s'assurer qu'ils n'avaient besoin de rien et leur donner le mot et ordre pour la nuit, qui étaient « S^{te}-Luce et Paris ».

Inquiet de ces allées et venues suspectes, et de ces multiples conférences, soupçonnant une trahison, il se rendit, vers minuit, avec M. de Veysières, à l'évêché, pour prendre, par précaution, un nouveau mot d'ordre qui fut « S^t-Nicolas et Sarlat. » Il trouva le Président de la Brousse en conversation avec l'évêque M^{sr} de Sévin. Exaspéré d'inquiétude et dans un mouvement de colère, s'adressant à M. de la Brousse, il le traita de traître, l'accusant brutalement d'avoir vendu la ville et trahi sa patrie. Le Président se mit simplement à rire, sans protester autrement. Quant à l'évêque, il n'est pas dit qu'il soit intervenu.

Se retirant chez lui, de Rupe entendit, à cette heure inusitée, la cloche de S^{te}-Marie sonner ; il jugea que ce devait être un signal convenu avec les Frondeurs, et précipitant alors sa marche, craignant un assaut de nuit, il alla rejoindre son oncle de Rupe, le vieux, qui commandait à la brèche. (*Enquête du 10 juillet 1653.*)

Ses craintes étaient vaines. Le reste de la nuit fut tranquille. Marchin se savait déjà maître de la place.

Mentionnons, en outre, que pendant l'assaut, un des défenseurs, Thomas Lambert, passa à l'ennemi, après avoir mouillé les poudres. Ce déserteur se hâta d'aller signaler à Marchin les points faibles de la défense. Rentré avec Marchin, il se fit l'agent de Chavagnac dans ses exactions. Il devait payer de la vie sa trahison.

Le lendemain, 1^{er} janvier 1653, la jurade est enfin assemblée. Le Président de la Brousse expose alors que la ville ne peut résister, faute de secours et de munitions, et engage vivement le conseil de se soumettre à la nécessité. Louis Martini veut prendre la parole. La Brousse l'interrompt et

l'empêche de parler, craignant une protestation et de dangereuses accusations. (*Enquête du 10 juillet 1653.*)

Le texte de cette jurade n'existe plus. Les intéressés eurent soin, sans doute, de faire disparaître ce document accusateur.

La jurade, appelée à discuter cette grave question, se trouvait dans des conditions favorables pour suivre le Président de la Brousse et sanctionner sa proposition. L'heure de la convocation était bien choisie. La fraction la plus énergique et la plus fidèle au Roi était sous les armes, à la brèche et aux autres postes de combat. On peut croire que les Frondeurs, au contraire, étaient au complet, et n'eurent pas de peine à entraîner leurs collègues, travaillés par des nouvelles fausses, découragés par des renseignements mensongers, qui eurent peut-être la conviction de remplir un triste devoir, en souscrivant à une décision que rien ne commandait. La capitulation fut décidée. La minorité, par son habileté et son activité, le mensonge certainement et l'intimidation peut-être, avait eu facilement raison d'une majorité qui n'avait pas songé, dans sa naïveté, que ses ennemis les plus dangereux n'étaient pas ceux qui battaient leurs murs en brèche, mais bien ceux qui agissaient dans l'ombre sous le prétexte du bien public.

Marchin, qui savait par ses espions que Sauvebœuf arrivait à marches forcées, ne fut pas exigeant sur les articles de la capitulation, il accepta tout ce qu'on voulut. Il avait hâte d'occuper la ville, craignant de se trouver pris entre deux feux. Quant à ses promesses, il était parfaitement décidé à n'en tenir nul compte.

- 1° La ville ouvrira ses portes à Marchin ;
- 2° Marchin y établira une garnison de 300 hommes ;
- 3° La garnison ne vivra pas sur l'habitant ;
- 4° Marchin recevra une somme de 2.500 livres.

Ces conditions réglées, on fait courir le bruit d'un nouvel assaut, toutes les forces se massent sur le point menacé, à la brèche. Pendant ce temps, Marchin entre tranquillement par la porte de Lendrevie et occupe, sans coup férir, les principaux points de la ville qui enfin lui appartient.

Il est bien difficile, au milieu des accusations violentes

qui furent portées contre les auteurs de la capitulation, d'asseoir un jugement parfaitement équitable.

Furent-ils tous traitres, dans la stricte acception du mot ? Ce serait peut-être aller trop loin. Furent-ils tous également responsables ? Evidemment non.

Il y eut, sans doute, comme toujours, des meneurs et des dupes, des ambitieux peu-scrupuleux sur le choix des moyens, et des naïfs. Les uns, sachant ce qu'ils faisaient, sachant ce qu'ils voulaient, les autres, simples instruments, qui ne virent que les dangers qu'on faisait luire à leurs yeux, craignant pour leurs vies et pour leurs fortunes en cas de prise d'assaut.

Le principal facteur de ce triste évènement fut certainement le Président de la Brousse ; il fut la cheville ouvrière de la machination (1).

Les consuls doivent supporter la plus lourde part de responsabilité après le Président de la Brousse, particulièrement Mariel, Saint-Clar et Bonet. Antoine de Costes, le premier consul eut, semble-t-il, un rôle plus effacé et paraît avoir suivi plutôt que préparé le mouvement. Il ne se sentit pas assez d'énergie pour s'y opposer et son rôle fut, semble-t-il, passif. Quant au procureur-syndic de Gonet, l'opinion publique le désigna ouvertement comme un des principaux partisans des Frondeurs, ainsi que Jean de la Brousse, prieur de Montaignac, Raymond Dubernard, receveur des décimes, Mathurin Boyt de Meyrignac, Jean de Ville, Jean de Fajol,

---

(1) Voir p. 67. Sa mère était Marie de Gonet, il était donc proche parent du procureur-syndic de Sarlat en 1653, sur lequel planèrent de si graves soupçons.

Il se trouvait aussi proche allié de Jacques de Langlade, un des agents les plus actifs de la Fronde, secrétaire et conseil toujours écouté du Prince de Conti. Son grand-père, Raymond de la Brousse, avait épousé en deuxième nocces Marguerite de Langlade.

Enfin, il avait pour cousin germain Pascal-François de la Brousse, conseiller au Parlement de Bordeaux, qui avait sans doute épousé les haines et les idées frondeuses de la Cour dont il faisait partie.

On peut supposer que Jean de la Brousse subit surtout l'influence de Jacques de Langlade, dont l'intelligence était aussi vive que l'ambition était grande. C'est grâce à Langlade que put s'organiser la Fronde de Bordeaux, dont la Guerre de Guyenne fut la manifestation aigüe.

beau-père de Mariel, Georges de Fajol, son beau-frère, second Président au Présidial (1).

C'est Blaise de Montesquiou, sieur de Campagnac, qui fut l'agent le plus actif des négociations entre les Frondeurs de Sarlat et Marchin.

Voisin de Sarlat, ennemi juré de la ville et des royalistes, il servait comme officier dans l'armée de la Fronde. Campagnac, que nous ne tarderons pas à retrouver, était entouré des trois frères Terri, ses âmes damnées : Terri, dit Calamane, Terri, dit Lagorsse et Terri, curé de Marquay. Le second, tout au moins, était un véritable gibier de potence, digne du maître qu'il servait.

Marchin, la ville occupée, n'eut rien de plus pressé que tirer de sa prise le parti le plus fructueux. La capitulation, il la déchire et, faussant sa parole, mentant à la foi jurée, il traite Sarlat en ville conquise et prise d'assaut.

Ce n'est plus 2.500 livres qu'il lui faut, il exige une somme de 25.000 livres, sous peine de pillage. Les habitants, terrifiés, s'exécutent. (*Gazette de France*, 1653, p. 69.)

La somme encaissée, Marchin ne s'attarda pas dans Sarlat. Craignant d'être assiégé à son tour par l'armée royale qui approchait, il laissa dans la ville son artillerie, une garnison de 1200 hommes, formée des régiments d'Enghien et de Marchin, amplement pourvue de munitions, mit la place sous le gouvernement de François de Chavagnac, et reprit la campagne avec le reste de ses troupes.

---

(1) Jean de la Brousse, chanoine de Sarlat, prieur de Montaignac, conseiller clerc au Présidial, frère du Premier Président.

Boyt de Meyrignac, voir p. 82.

Raymond Dubernard, trésorier des décimes du diocèse, fils de Raymond, lieutenant particulier en l'Élection, et de Catherine de Fénis, épousa Jeanne de Chaumels ; son fils, seigneur de la Chapelle-au-Bareil et de Pelvezy, fut anobli par une charge de conseiller secrétaire du Roi à Bordeaux, vers 1678.

Jean de Ville, procureur du Roi en l'Élection, marié avant 1618 à Marguerite de la Brousse, fille de Raymond, lieutenant criminel au Sénéchal et de Marguerite de Langlade, sa seconde femme. Oncle par alliance du Président de la Brousse, Jean de Fajol, greffier en l'Élection, 1594-1658. Georges de Fajol, fils du précédent, sieur de Lauder, 1624-1684, second Président au Présidial, marié à Françoise de Verliac.

A peine s'était-il éloigné qu'apparut le secours annoncé, Candale et Sauvebœuf le conduisaient. Candale, comprenant qu'un coup de force ne réussirait pas, s'éloigna et se porta à Gourdon, à portée des événements.

Quels cuisants regrets pour les malheureux royalistes si indignement trompés ! Quels remords pour ceux qui s'étaient laissés duper ! Que de haines se préparaient !

Chavagnac (1) n'allait pas tarder à les faire déborder.

III

L'OCCUPATION

Jamais occupation d'une ville par son vainqueur ne fut plus odieuse que celle de la malheureuse cité livrée au despotique gouvernement de Chavagnac.

Non contents de déchirer la capitulation, qui les gênait et de se déshonorer par cet acte de brigandage, les Frondeurs semblent avoir cherché par quels moyens savamment variés, ils pourraient faire payer à Sarlat son passé de fidélité.

Est-ce pour cela que Marchin choisit Chavagnac comme gouverneur ? Il est certain qu'il ne pouvait faire un choix meilleur.

Celui-ci, pendant les trois mois qui suivirent la prise de la ville, commit toutes les violences, tous les méfaits imaginables. Pour être juste, il faut pourtant reconnaître qu'il n'y eut pas de sang répandu.

Chavagnac s'installe à l'évêché où il établit son quartier général. L'évêque Nicolas de Sévin n'y est plus. Fut-il renvoyé de force, ou son départ avait-il précédé l'entrée de Marchin ? On l'ignore. Il se retira au château de la Roque-Gajac (2), où il séjourna pendant tout le temps de l'occupation. (*Gazette*, 1653.)

---

(1) François, comte de Chavagnac, était maréchal de bataille au siège de Lérída, en 1646.

(2) Le château de la Roque-Gajac, ancien fief de l'abbaye, puis de l'évêché, fut vendu, en 1589, à Armand de Salignac, chevalier, seigneur de Gaulejac, la Poncie, qui s'en rendit adjudicataire, lors de l'aliénation des biens ecclé-

Les débuts du séjour de Chavagnac à l'évêché furent marqués par un fait odieux.

On se rappelle que Nicolas de Sévin avait, pendant le siège, recueilli sous son toit les religieuses de Notre-Dame, dont le monastère avait été livré aux flammes, dans l'intérêt de la défense. Elles occupaient une partie de la maison épiscopale. Chavagnac, gêné par ce voisinage, n'osant pas les chasser brutalement, ne tarda pas à trouver moyen de forcer ces saintes filles à chercher d'elles-mêmes un autre abri.

Il installa dans la cour de l'évêché un bivouac, sous les fenêtres même des appartements qu'elles occupaient. Les soldats ne se firent pas faute de passer des nuits joyeuses. Chansons de soldats et chansons à boire, bruits d'armes, cris et disputes, il y en eut assez pour faire fuir les religieuses qui allèrent, par groupes, demander la charité d'un abri dans diverses maisons de la ville. (*Histoire de Notre-Dame*, p. 209.)

Chavagnac organisa son occupation, comme si elle devait être définitive.

Les soldats sont logés chez l'habitant et à ses frais. Chaque maison a les siens. Le nombre en est fixé, non seulement sur les facultés, mais surtout sur les opinions de chacun. Quelques privilégiés sont exemptés, ce sont les amis, les chauds partisans (1). La paie du soldat et sa subsistance sont ainsi simplifiées. Les Sarladais suffiront à tout.

L'hôtel de ville est occupé. C'est là que Chavagnac établit ses magasins. Sur la place Royale, bivouaque nuit et jour, un fort détachement prêt à tout événement.

La brèche est réparée, les défenses sont relevées. Les portes de la Rue et de la Bouquerie sont murées. Celles de la Rigaudie et de Lendrevie restent seules ouvertes. Les canons sont placés aux avenues.

---

siaistiques du diocèse, consentie par le Pape, pour contribuer au « don gratuit » réclamé par le Roi, pour faire face aux dépenses de la guerre contre les Protestants. Il fut racheté, en 1640, par l'évêque Nicolas de Lingendes. — Nicolas de Sévin avait fait élever quelques fortifications, de manière à mettre le bourg à l'abri d'une attaque. (G. Tarde. *La Roque de Gajac*, p. 25.)

(1) Cette inégalité de traitement confirma les soupçons que la ville avait été victime de la trahison. (Arrêt du Conseil d'Etat, 7 avril 1656).

Les habitants ne peuvent sortir que sur un laissez-passer signé du gouverneur.

Tranquille sur l'avenir, certain de résister à toute attaque du dehors, à tout soulèvement du dedans, Chavagnac fait venir d'Auvergne, pour tenir sa maison, sa jeune femme Charlotte d'Estaing. Il complète sa domesticité. En outre de son maître d'hôtel et des domestiques militaires qui le suivent en campagne, il prend à son service un sarladais, Philippe Lemaire, une sarladaise, Jeanne Dupérier. Ce fut une imprudence !

Le premier soin du gouverneur fut de tirer parti de la pauvre ville, tombée en son pouvoir, et d'en exprimer les derniers sucs.

Marchin, avant son départ, avait levé une contribution de 25.000 livres, comme don de joyeuse entrée. Chavagnac, à son tour, en lève une de 46.000 livres, une troisième de 15.000 livres, « qui furent fort bien payées », si bien que, mis en goût, il en avait imposé une quatrième de 36.000 livres, que les événements ne lui permirent pas de faire rentrer dans sa caisse. (*Continueur du Chanoine Tarde.*)

Tout est bénéfice, d'ailleurs. Les chevaux, le bétail, le bois de chauffage, l'avoine, les fourrages, les grains ne lui coûtent guère. Muni d'un ordre de réquisition, un détachement partait et faisait main-basse sur les biens des malheureux bourgeois, dans leurs fermes, aux environs de la ville.

Il est enjoint et commandé à nos officiers d'aller couper des arbres aux biens de M^r S^t-Clar, consul, tant pour nostre maison que pour la garde, et audit S^t-Clar de bailler ses chevaux aux munitionnaires. (En cas de refus, permis de les prendre.)

A Sarlat, ce 5 février 1653.

Signé : CHAVAGNAC.

Scellé de ses armes.

Les mots entre parenthèses, ajoutés après coup, sont de même encre et même écriture.

(Arch. départementales, dossier S^t-Clar, donné par Ph. de Bosredon. Pièce originale) (1).

---

(1) L'écusson porte : fascé de six pièces, au chef chargé de trois roses, — couronne de comte — l'écu entouré de deux palmes,

Chavagnac était admirablement renseigné sur les facultés de chacun. Thomas Lambert, qui avait passé à l'ennemi pendant l'assaut, était rentré avec Marchin, et servait d'indicateur au gouverneur. Ce fut un des chefs d'accusation relevés contre lui, lorsqu'on lui fit son procès criminel, qui se termina par sa condamnation et son exécution.

Dans son intimité même, Chavagnac avait toutes les indications utiles pour l'exploitation raisonnée des Sarladais.

On trouve dans les enquêtes criminelles, qui furent ouvertes quelques mois après, une déposition écrasante, mais d'une telle précision, qu'il est bien difficile de mettre en doute les faits qu'elle énonce.

Le rôle du témoin, pendant l'occupation, fut d'une telle hardiesse, que sa déposition doit trouver ici sa place. C'est d'ailleurs un curieux récit que nous fait Philippe Lemaire, peintre de Sarlat.

Sorti de la ville avec l'évêque M. de Sévin, Lemaire y rentra peu après. Comme son nom n'avait pas été compromis, il prit la résolution de tout faire pour servir la cause du Roi et les intérêts de ses concitoyens.

Il parvint, on ne comprend guère comment, à se faire agréer comme domestique de Chavagnac. Libre, par suite, de ses mouvements, ses entrées et sorties n'étaient pas surveillées ; ses fonctions dans la maison du gouverneur lui permettaient d'exercer sur celui-ci, sur son entourage et sur ceux qui l'approchaient, la plus complète et la plus discrète surveillance.

Lemaire déclare, sous la foi du serment, avoir vu, à maintes reprises, le Président de la Brousse entrer chez le gouverneur, à toute heure du jour et de la nuit. C'est lui qui fournissait à Chavagnac les éléments nécessaires pour l'établissement et la répartition des contributions, le renseignant sur les facultés de chacun.

Cette accusation n'est pas isolée ; elle se trouve formellement confirmée par un autre témoin, Antoine Derupe, bourgeois notable, qui dépose, de son côté, avoir vu Chavagnac, embrassant le Président de la Brousse et déclarant à son entourage que c'était le meilleur ami qu'il pût avoir. (*Enquête du 10 juillet 1653*. Arch. dép., série E. Cartons Sarlat.

Non content de ce rôle de surveillance incessante, Lemaire fit plus. Il trouva moyen d'intercepter une lettre de Marchin à Chavagnac. Marchin lui recommandait de ne se fier à personne, à Sarlat, à l'exception du Président de la Brousse. Celui-ci était venu le trouver pour lui dire de ne pas s'inquiéter de la garnison de Sarlat, qu'il trouverait bien moyen de la faire subsister sur la ville.

Lemaire remit cette lettre à M. de Sévin.

Que devenait la municipalité, pendant ces événements ?

La jurade n'existait plus ; une partie de ses membres avait dû s'éloigner. Les consuls restaient en fonctions, mais sans autorité. Les services qu'ils avaient rendus aux Frondeurs furent même payés de la plus noire ingratitude ; maîtres de la ville, ceux-ci, loin de les récompenser, semblent avoir fait peser sur eux, aussi lourdement que sur les autres habitants, les charges de l'occupation. On les rejetait comme des instruments désormais sans utilité.

Saint-Clar voit ses biens mis au pillage, par ordre de Chavagnac.

Bonet reçoit sa part de garnisaires. Dans sa colère, il va trouver Chavagnac et lui reproche son ingratitude.

Avoir tout fait pour le faire entrer dans la ville, et en être réduit à avoir dix cavaliers qui le mangent tout vif ! On vient même d'en ajouter quatre autres ! (Déposition de Jeanne Dupérier, au service de Madame de Chavagnac. *Enquête de juillet, 1653*. Arch. dép., série E. Cartons Sarlat.)

Juste punition de leur coupable faiblesse, sinon de leur crime ! (1)

---

(1) Les Cours du Présidial et du Sénéchal durent évidemment cesser de rendre la justice. On ne trouve, en effet, aucun acte de justice rendu pendant l'occupation. Il est certain qu'il y eut scission dans le corps de la magistrature. Les deux Présidents Présidiaux, de la Brousse et de Fajol, étaient avec les Frondeurs, certains conseillers, Mariel, entre autres, et d'autres sans doute, avaient suivi le même parti. La fraction royaliste, avec le lieutenant-général et le lieutenant-criminel, dut s'échapper et se réfugier peut-être à Domme, où la Cour de l'Election avait certainement établi son siège.

Sarlat avait payé, le couteau sous la gorge, trois contributions s'élevant au chiffre énorme de 86.000 livres (1), mais tout à une fin, les ressources s'épuisaient, la disette était générale, à ce point que « la plupart étaient à la faim et les meilleures familles ruinées. » (*Procès verbal des dégâts*, 28 mai 1633 et jours suivants. Archives de Gérard.)

(A suivre.)

Vicomte G. DE GÉRARD.

NICOLAS DE LABROUSSE

ET

MARIE-MADELEINE-ANGÉLIQUE DE LABROUSSE

COMTE ET COMTESSE DE VERTEILLAC

(1648-1693 — 1689-1751)

Le comte de Verteillac et la comtesse, sa fille, sont, à des titres différents, dignes l'un et l'autre d'arrêter l'attention de la postérité. Le premier, maréchal de camp et gouverneur de Mons et du Hainaut, fut un officier d'une grande réputation, tué à la fleur de l'âge dans un combat où il battit les ennemis et sauva un important convoi d'où dépendait le salut de l'armée. La seconde a mérité d'occuper une place éminente dans cette galerie de femmes d'esprit qui firent l'ornement du xviii^e siècle. Je voudrais essayer de tracer une esquisse de ces deux figures, si françaises par les qualités qui les distinguèrent, en attendant que la dernière descendante des Labrousse de Verteillac, Madame la duchesse de Rohan, utilise, dans l'intérêt du public, les riches archives de sa maison. C'est à cette noble dame que je dois les deux dessins qui accompagnent ces notes : connaissant mon intention de les réserver à la Société historique et archéologique du Périgord, elle a bien voulu faire photographier à mon intention les deux portraits du comte et de la comtesse de Verteillac, qu'elle

---

(1) Environ 450.000 francs, au pouvoir actuel de l'argent. (Leber, *La Fortune privée au moyen âge*, 1847. passim.)

grotesques, représentant des hommes barbus, l'un d'eux avec sa grande bouche ressemble à un monstre, coiffés à la mode du xvi^e siècle. Deux des compartiments ont conservé leur vitrage primitif en plomb, du dessin le plus élégant.

Les ailes de la maison forment à l'intérieur une cour, dans laquelle on pénètre par des portes en ogive, où se trouvait l'escalier, aujourd'hui remplacé par un degré moderne, qui aboutissait au premier étage à une porte de la Renaissance bien conservée. A la hauteur de cet étage, on distingue en saillie sur le mur de la cour une tête d'homme imberbe aux longs cheveux bouclés et portant une couronne fleurdelysée. Les plafonds à poutrelles sont très simples et les cheminées anciennes ont disparu. L'entrée principale de la cour se fait aujourd'hui sur la façade invisible dans la photographie par une porte du xvi^e siècle surmontée d'un écusson fruste.

On ne sait rien sur les anciens possesseurs de cette maison qui porte le nom de son propriétaire actuel, M. Gaillard.

Ce qui lui donne un réel intérêt, c'est la variété de sa décoration en bois, et l'élégance du parti que ses constructeurs ont su tirer des panneaux en losanges. J'espère, en la signalant aux archéologues, avoir en même temps contribué à la protéger contre un projet d'alignement qui amènerait sa destruction et ferait ainsi disparaître l'une des demeures les plus curieuses d'Issigeac.

M^{ls} DE FAYOLLE.

LA FRONDE A SARLAT

(Suite).

Les réquisitions devenaient infructueuses ; les rentrées ne se faisaient plus : « Là où il n'y a rien, le Roi perd ses droits » !

Quelle folie traversa alors l'esprit de Chavagnac ? Il en vint à se figurer que les bourgeois avaient dissimulé leurs effets les plus précieux, et les avaient mis à l'abri, en attendant des jours meilleurs.

Dès lors, les perquisitions se multiplièrent et Chavagnac poussa la rapacité et la passion de l'or, jusqu'à faire ouvrir les tombeaux, pour y chercher, d'une main sacrilège, ce qu'il espérait qu'on leur avait confié.

Il n'y trouva que des cendres ! Ce fut un crime inutile.

Ces odieuses profanations pourraient sembler du domaine de la légende. L'*Histoire de Notre-Dame* rapporte le fait, qui se trouve confirmé par le récit de la *Gazette de France* (1653, p. 341 et suiv.)

La cruauté de Chavagnac le porta de la persécution des vivants à celle des morts, auxquels refusant la paix qu'ils doivent trouver dans leurs sepulchres, il n'a point eu l'horreur de troubler leurs cendres et de faire ouvrir les monumens pour y chercher des trésors à son avarice.

Ces sacrilèges ne devaient pas lui porter bonheur.

Quos vult perdere Jupiter dementat !

Ils poussèrent jusqu'à l'exaspération les sentiments de vengeance qui bouillonnaient dans les cœurs des Sarladais opprimés et révoltaient les plus indifférents. Le malheur commun a effacé les divisions ; il n'est plus question de frondeurs et de royalistes, il n'y a plus qu'un unique sentiment, la haine, une volonté unique, celle de se délivrer à tout prix d'une intolérable oppression.

Ce sentiment de révolte pénétra même une partie de la garnison, qui ne craignit pas de blâmer les sauvages brutalités de Chavagnac et d'exprimer leurs sympathies aux malheureux opprimés.

IV

LES COMLOTS

La mesure était comble ; la population, à bout de patience, était disposée à tout risquer, vies et fortunes, pour expulser l'ennemi.

Cette pensée de délivrance finit par obséder tous les esprits, et il suffit de quelques hommes d'énergie pour lui donner un corps et grouper les volontés.

Les consuls, c'est une justice à leur rendre, furent l'âme de ces projets.

S'ils avaient des fautes à se reprocher, par action ou par omission, ils les avaient lourdement expiées, et leur conduite, dans ces circonstances périlleuses, racheta leurs défaillances passées.

Ils se mirent à la tête des complots. L'enjeu était gros ! c'était la corde en cas d'échec, et comment espérer le succès dans une lutte éventuelle contre une garnison forte de 1400 hommes, occupant tous les postes, commandés par 130 officiers de tous grades !

Chavagnac trop fort ne redoutait rien. Cette sécurité devait le perdre, en endormant sa méfiance.

Le consul Antoine de Saint-Clar fit des ouvertures à quelques personnes sûres, pour sonder les volontés et peser les chances. Ses premiers confidents furent le capitaine de Vassal de la Garde et Vienne, bourgeois ; tous deux s'étaient courageusement montrés, lors du siège, à la tête des compagnies bourgeoises.

Fort de leur appui, Saint-Clar les convoque, pour étudier de plus près cette grave question, avec Guillaume de la Brousse, avocat du Roi au Présidial (1), Jérôme de Ravillon avocat (2), Gâurenne, bourgeois, Saint-Clar (3) et Veysières, avocat (4).

---

(1) Voir note p. 71.

(2) Jérôme de Ravillon, avocat, né en 1617, fils de M^e Raymond Ravillon, juge de Badefol et Saint-Geniès et de Héléne de Philippe, sa seconde femme, épousa vers 1653, Jeanne Dubernard, fille de Raymond Dubernard, lieutenant particulier en l'Election et de Catherine de Feuis. Il mourut en 1682. — Jérôme de Ravillon était frère aîné de François de Ravillon, maréchal de camp en 1677, gouverneur de Charlemont, anobli en janvier 1690 et de Pascal de Ravillon, abbé commendataire de Beaulieu.

(3) On trouve à cette date : Antoine de Saint-Clar, avocat, marié à Antoinette de Chaumels, et Jean Saint-Clar, avocat, marié à Marie Delpech. (Registres paroissiaux de Sarlat.)

(4) Peut-être Bernard de Veysières, sieur de Puybreuil, avocat, puis receveur des décimes, marié à Matheline de Fajol, 1608-1684. (R. px.)

C'est le couvent des Récollets (1) qui abrite le conciliabule. Les religieux étaient sûrs, très populaires et royalistes. Ils n'hésitèrent pas à partager les risques et ne cessèrent, pendant cette longue et périlleuse préparation, de rendre à la cause de la délivrance les services les plus précieux, servant, grâce à leur caractère et à leurs habitudes de vic extérieure, d'intermédiaires entre les conspirateurs, leurs amis du dehors, et les agents royalistes qui entouraient Sarlat.

On devait, quelques années plus tard, leur faire payer cher leur dévouement.

Les conjurés se mettent à l'œuvre. La Garde et Vienne visitent, sans succès, diverses maisons appuyées aux murailles ; celles de Gérald Suau, greffier en la maréchaussée, celles de feu Linarès, de Colon, maître-clerc, du boucher Lagrange, du menuisier Lacarne. Ils ne trouvent aucun point faible à utiliser, mais s'arrêtent à celle de Vert, bourgeois, qui présente une particularité.

Dans cette maison (2), ouvrait un canal, un ancien égoût, sans doute, comblé en partie, qui passait sous le rempart et débouchait dans le faubourg de la Bouquerie.

Le canal est peu connu ; ils savent pourtant que, lors du siège, il avait été signalé, la porte d'entrée en avait été solidement cramponnée.

Vert est appelé chez Saint-Clar qui le sonde avec prudence ; le bourgeois paraît bien disposé. Saint-Clar s'ouvre à lui de son projet et fait appel à son dévouement. Vert s'engage sans réserve et promet son concours.

Sur ces entrefaites, la Garde s'était chargé de s'aboucher avec le duc de Candale. Sortant de Sarlat avec un laissez-

---

(1) La communauté des Récollets de Sarlat se composait, en 1653, des Frères : Gabriel Barrier, gardien et commissaire général de la Province de Saint-Bernardin de France, Sylvestre Peyrieu, François Couseau, Raphaël Feydit, François Traverse, Julien Queuille, Baptiste Vergnie, Michel Augeol, Séverin Pautut, Chérubin Mévigonde, Hilaire Palce, Christophe Montelhz, Thimotée Poujade, Dominique Carantelle, Jean Lamarche, Illumine Montaignie. (Arch. dép. Dordogne. Dossier Saint-Clar.)

(2) Cette maison est, selon toute probabilité, celle qui est occupée par le colonel Barat.

passer qu'il avait demandé sous prétexte d'aller à ses affaires, il se rend chez lui, à Nouzac (1), et de là va trouver Candale qui s'était porté à Gourdon pour surveiller les événements.

Le duc accueille avec joie les ouvertures que lui fait la Garde, promet des troupes pour tenter une surprise, et charge spécialement du soin de veiller à cette délicate entreprise le marquis de Sauvebœuf, fidèle ami de la ville. S'il n'a pu arriver à temps pour la sauver, le général est bien décidé à tenter l'impossible pour la délivrer.

Candale, touché de l'exposé que lui fait la Garde, promet aux consuls Saint-Clar et Bonet, pardon, amnistie et indemnités, en cas de fidélité dans l'entreprise, mais, par contre, un châtiment exemplaire, s'ils faiblissent de nouveau. Il veut que la Garde soit le chef responsable de la tentative, lui donnant toute autorité pour l'exécution. Ce pouvoir est daté de Gourdon le 17 janvier 1653. (B. N. mss. Fds Chérin. — Doss. Vassal.)

Dès que la Garde est rentré à Sarlat, les conjurés se mettent à l'œuvre. Gaurrenne est chargé d'inspecter le canal; il constate qu'on peut facilement le rendre praticable au passage de deux hommes de front; il débouche au ras du fossé, entre le faubourg de la Bouquerie, brûlé et abandonné, et le couvent de Notre Dame qui est en ruines; près du ravelin de la porte de la Bouquerie, qui est murée et sans surveillance, la contrescarpe est en terre. Tout est pour le mieux.

Le même jour, les conjurés se réunirent et, sur le rapport de Gaurrenné, mirent la dernière main au plan dont tous les détails sont arrêtés.

L'affaire est fixée au mercredi 21 janvier, à une heure du matin.

M. de la Garde demandera mille hommes à M. de Sauvebœuf, qui a transporté son quartier à Nabirac (2) pour être plus à portée.

Les soldats arriveront de nuit, par petits groupes et par les chemins de traverse. Ils se concentreront dans les ruines du

---

(1) Nouzac, paroisse du Quercy, à deux lieues au nord de Gourdon.

(2) Communc, canton de Domme, à 15 kilomètres de Sarlat.

faubourg de la Bouquerie et du monastère de Notre-Dame et signaleront leur arrivée par le cri, trois fois répété, du hibou, dès que la cloche des Récollets aura sonné Matines.

A ce moment, les conjurés seront à leur poste, prêts à donner la main aux troupes de Sauvebœuf.

Trente fusiliers occuperont la maison Vert ; dix seront à la tête du canal et vingt dans la maison. Ceux-ci, au moment voulu, enlèveront le corps de garde placé à cet endroit du rempart, égorgeront le poste et, successivement, les rondes qui se présenteront.

Par les soins des consuls, trente autres fusiliers seront postés dans l'église Sainte-Marie qui commande la place Royale et l'Hôtel-de-Ville ; ils appuieront l'attaque de la réserve, bivouaquée sur la place et sous la galerie de l'Hôtel-de-Ville.

Trente autres fusiliers seront postés en face de l'évêché, où il y a des intelligences (Philippe Lemaire, sans doute ?) et enlèveront Chavagnac dès le début.

Lorsque la muraille sera prise et les troupes entrées, le signal sera donné par un feu sur la muraille et un autre à la hauteur du canal.

Cent hommes des troupes du Roi iront prêter main forte aux vingt bourgeois sur le rempart. Cinq cents autres se partageront en cinq détachements. Deux attaqueront de front la réserve qui sera prise entre deux feux et attaquée en même temps par le poste de l'église Sainte-Marie. Ils enlèveront, en même temps, le corps de garde du gouverneur. Deux autres pousseront droit, l'un à la porte de Lendrevie, l'autre à la porte de la Rigaudie. Le cinquième occupera fortement la place Royale et les magasins de l'ennemi.

Les quatre cents hommes restants, partagés en quatre détachements, parcourront les quatre quartiers de la ville, aux cris de : « Vive le Roi ! » et auront pour mission d'empêcher le rassemblement de la garnison.

Ce plan, bien étudié, et réglé dans ses moindres détails, la Garde va trouver Sauvebœuf avec la recommandation expresse d'éviter toute communication avec les Sarladais

sortis de la ville et de se méfier surtout de de Rupe et de Meyrignac (1), retirés au château de Castelnau.

Gaurrenne est chargé de mettre le canal en état ; Vienne distribuera armes et munitions aux bourgeois enrôlés.

Tout était prêt, la mine allait éclater, lorsque les conjurés furent prévenus que Chavagnac avait un soupçon de ce qui se tramait.

La nuit qui précédait celle qui avait été fixée pour la surprise, le gouverneur avait doublé tous les postes, fait des patrouilles au-dedans et au-dehors de la ville, prévenu la garnison et donné l'ordre qu'au premier coup de baguette battant le rappel, chaque soldat courût à son poste, après avoir égorgé son hôte, s'il le pouvait.

Le coup était manqué ! La trahison avait, une fois encore, fait son œuvre. Au premier avis, Saint-Clar, avec un grand esprit de décision, réunit quelques notables et, à leur tête, va droit chez le gouverneur. Il trouve Chavagnac en conférence avec M^{rs} de Goville, de Bourgogne, de Chambon et Charron, ses maréchaux de camp et de bataille (2).

Stupéfait par cette démarche à laquelle il ne s'attendait pas, Chavagnac hésite. Saint-Clar en profite ; il n'attend pas les accusations qu'il prévoit ; mais, prenant les devants et l'initiative des reproches, il le rappelle au respect de la foi jurée,

---

(1) Voir note p. 82.

(2) M^{rs} de Bourgogne et Charron, les mêmes sans doute que ceux dont Lenet raconte la triste aventure arrivée à Cadillac, quelques mois après : « M^r de Bourgogne... entré lui cinquième dans Cadillac, pour négocier l'entrée de la garnison frondeuse qu'il y menait... fut assassiné, reçut mille coups de bâton et huit à dix coups de serpe et fut mené prisonnier à Rions où il est à l'agonie... Charron, maréchal de bataille, y a été aussi roué de coups de barre. » (Lenet au prince de Condé. Bordeaux, 7 avril 1653. Bibl. nat. Français 6714. — Papiers Lenet.)

Goville, resté indéterminé.

Le Chambon — devait être Armand du Lau, seigneur de Champniers et du Chambon, maréchal de camp et gouverneur de Saintes, pour la Fronde. (voir B. nat. Chérin, vol. 117. Doss. 2420.) *Histoire de la Guerre de Guyenne*, par Balthazar, édition Barry, p. 32. — Cosnac, *Souvenirs du Règne de Louis XIV*, IV. 472. Il capitula le 11 mars 1652, après une défense, jugée insuffisante.

et réclame, avec énergie, la stricte exécution de la capitulation.

Celle-ci est violée dans chacun de ses articles, la garnison, n'est pas réduite à trois cents hommes et la ville, loin d'être soulagée, est surchargée et foulée chaque jour davantage.

Chavagnac est ébranlé par ce coup droit, mais le soupçon persiste.

Les Mazarins ont bien violé leur foi à Saintes, répond-il, les Sarladais la leur en se retirant de l'Union. Loin de réduire la garnison, il la veut augmenter et si les cabales des Sarladais ne cessent, il les massacrera. Quant aux consuls, c'est la mort qui les attend, s'il peut avoir la preuve de leurs menées...

Saint-Clar proteste contre une pareille réponse, feint l'ignorance la plus complète et ne comprend pas,

mettant ces injustes soupçons sur le compte des ennemis de la ville, qui veulent achever sa ruine...

Le trou de la Bouquerie, reprend le gouverneur, et la réquisition des bateaux de Domme par Sauvebœuf, sont assez bien combinés, mais Sauvebœuf finira pour causer la perte de la ville, et si quelque trame se découvre, il fera un exemple dont le souvenir ne s'effacera pas de longtemps. Il veut que, dès le jour même, on fasse voir ce canal à M^r de Bourgogne.

Saint-Clar évite le piège, assure qu'il ignore ce dont Chavagnac lui parle et, se retirant, parvient, sans éveiller les soupçons, à faire remettre dans l'état primitif le canal préparé par Gaurenne.

M^r de Bourgogne, guidé par un Sarladais frondeur, finit par découvrir le passage, mais trop tard pour avoir la preuve positive que cherchait Chavagnac. Celui-ci le fit murer avec soin.

La Garde, dont les allées suspectes avaient été signalées, fut prévenu qu'il allait être arrêté à sa rentrée. Il se rendit à la Roque de Gajac auprès de l'évêque et continua, grâce aux Récollets, ses intelligences avec les conjurés.

L'affaire, si bien combinée, manquait au dernier moment.

Mathurin Boyt de Meyrignac, juge et intendant de M^r de Caumont à Castelnau, avait avisé Chavagnac des préparatifs de Sauvebœuf pour passer la Dordogne et l'avait prévenu de

se tenir sur ses gardes. Un Sarladais avait dévoilé l'existence du canal. On ne sut jamais avec certitude son nom. De graves présomptions pesèrent sur un personnage de la ville, insuffisantes pour l'inculper positivement.

Ce qui paraît surprenant, c'est que les Frondeurs n'aient pas connu ce passage plus tôt. Pendant le siège, on avait pris soin de le condamner et l'on soupçonna même les Frondeurs de la ville d'avoir voulu en tirer parti.

Un jour du mois de décembre 1652, Jeanne Lavergne, femme de David Faget, procureur, entendit un grand bruit dans la maison de Vert, son voisin. Elle appela Isabeau, sa femme, et lui demanda ce qu'il y avait : Isabeau lui répondit que c'étaient le président Brousse, de Leygue, le contrôleur, et le médecin Javel qui avaient ouvert, de force, une porte donnant sous la muraille et que, par mesure de prudence, on avait cramponnée solidement. (*Enquête de juillet 1653. — Déposition de Jeanne Lavergne.*)

Grâce au silence des conjurés, nombreux cependant à ce moment, grâce à la courageuse présence d'esprit de Saint-Clar, la ville échappa à un grave danger. Si Chavagnac avait eu la preuve du complot, il y aurait eu des représailles, sanglantes, peut-être.

Dès que l'émotion fut calmée et la discipline un peu relâchée, les projets de délivrance furent repris avec une nouvelle énergie. Toutes les pensées tendent à ce but suprême.

Saint-Clar envoya à Figeac demander au marquis de Beaufort-Canillac, maréchal de camp, des mineurs pour ouvrir un nouveau passage. Canillac refusa, trouvant le moyen trop dangereux pour tous et la réussite douteuse. Il exhorta les consuls à chercher et à trouver d'autres voies.

L'occasion attendue ne tarda pas à se présenter ; elle fut immédiatement saisie.

Les consuls savaient, à n'en pas douter, que plusieurs officiers du régiment de Marchin étaient mécontents de Chavagnac qu'ils blâmaient de ses brutales exactions. Inquiets aussi des suites d'une rébellion sans issue, sentant que Condé perdait du terrain, leur fidélité semblait chancelante. On

pensa qu'ils pourraient servir d'instruments pour l'œuvre de la délivrance.

Sondés avec prudence, ils se trouvèrent disposés à se remettre, moyennant traité bien entendu, prêts à rentrer dans le devoir, et même, pour se faire pardonner, à donner la main aux bourgeois.

On trouve toujours, dans ces temps troublés, des consciences douteuses, faciles à gagner et prêtes à acheter le pardon d'une trahison passée par une nouvelle trahison plus avantageuse.

Les consuls n'avaient pas le choix des moyens. C'était leur droit et leur devoir de se servir de ceux, quels qu'ils fussent, qui leur permettaient de faire rentrer la ville sous l'obéissance du Roi, d'affaiblir les forces des rebelles, et surtout de conquérir leur liberté.

Ils réglèrent aussitôt, avec l'agrément du duc de Candale, les conditions de la défection du régiment de Marchin.

C'est, à n'en pas douter, avec Faujan, major du régiment, qu'ils discutèrent les conditions. Celles-ci furent transmises, par l'évêque de Sarlat et le comte de Fénelon, à Candale qui les approuva.

Faujan n'en était pas à son coup d'essai. Il avait déjà ménagé la révolte d'une compagnie de Marchin, commandée par Meusnier, qui livra le Mas-d'Agenais où il tenait garnison. Celui-ci feignit d'avoir été surpris, de nuit, par Marin, avec lequel il s'était entendu. Le rôle de Faujan était resté dans l'ombre. En quittant le Mas-d'Agenais, il alla à Montségur où, continuant ses menées, il décida les deux régiments de Montpouillan à se révolter. Ils se rendirent au duc de Candale avec la ville de Montségur. Faujan mit dans ses négociations une telle prudence que le Prince de Conti et Marchin n'eurent pas le moindre soupçon de sa trahison; ce fut même lui qui, arrivant à franc-étrier à Bordeaux, apprit au Prince et à Marchin ce dernier événement. Marchin le renvoya à Sarlat, lui recommandant d'avoir grand soin de la place. (*Balthazar. Histoire de la Guerre de Guyenne*, édition Barry, p. 97, 98.)

Cet ordre ne pouvait que faciliter à Faujan les moyens de trahir son parti pour la troisième fois.

Le traité avec Candale, au sujet de la reddition de Sarlat, est-il antérieur ou postérieur à cet ordre ? On l'ignore.

Le jour et l'heure de l'affaire furent fixés. Ce sera dans la nuit du 23 au 24 mars.

Un heureux évènement vint à point nommé donner aux conjurés un précieux encouragement.

Le 19 mars, Chavagnac, trompé par la tranquillité apparente de la ville et la souplesse de ses administrés d'occasion, jugea le moment favorable pour renvoyer à Condé les canons que celui-ci réclamait. Il les fit conduire au port de Domme ; on devait les embarquer, les mener par eau à Bordeaux et les réintégrer au Château-Trompette d'où ils avaient été tirés pour battre Sarlat.

Redon (1), gouverneur du château de Montignac, prévenu des projets de Chavagnac, résolut d'enlever le convoi.

Parlant avec cent fusiliers, il usa d'un stratagème pour retarder l'embarquement. Les plus simples sont toujours les meilleurs. Le sieur de Léplne vint, de la part de Chavagnac, donner l'ordre d'attendre l'arrivée d'une escorte avant de continuer la route. Les bateaux avaient quitté le port de Domme et se trouvaient à la hauteur de Castelnau. On s'arrêta. Par cette ruse, Redon eut le temps d'arriver, renforcé par les habitants de la Roque de Gajac.

La troupe royaliste est prise pour le renfort annoncé de la part de Chavagnac ; les Frondeurs s'avancent sans défiance. Redon n'eut que la peine de les désarmer. Les canons furent remis à un détachement des régiments de Champagne et de Lorraine qui arriva quand tout était fini. (*Gazette de France*).

Ce récit ne cadre pas avec un document postérieur de quatre jours. Le seigneur de Fénelon, dans sa lettre du 23 mars, mentionne la présence de ces canons au château de Castelnau, et propose de s'en emparer sans coup férir. Peut-

---

(1) François de St-Yricix, écuyer, seigneur de Redon, gentilhomme servant, le 10 novembre 1637, maître d'hôtel du Roi, le 30 mai 1650, aide de camp, 15. août 1650, capitaine lieutenant des gendarmes de Monsieur, dès 1660 jusqu'en 1666, dut mourir vers cette date. Il avait épousé en 1637, Marie de la Porte de Luzignac.

être ignorait-il qu'ils étaient entre les mains des troupes royales depuis le 19 ?

Cet heureux coup de main dut exaspérer Chavagnac ; par contre, exalter l'ardeur des Sarladais. C'était de bon augure pour l'entreprise qui se tramait.

Avant d'engager cette grosse partie, les consuls voulurent mettre le ciel dans leurs intérêts et appeler sur eux les bénédictions d'en haut. Chaque soir, depuis que la date avait été fixée, les Pères Récollets donnaient dans leur église (1) la bénédiction du Saint-Sacrement pour demander à Dieu la réussite du complot et la délivrance de la ville.

Saint-Clar et ses collègues voulurent faire plus. Le 19 mars, le jour même de l'heureux succès de Redon, ils firent dans la même église un vœu solennel, chacun un cierge à la main.

Ils s'engagèrent, en cas de victoire, pour eux et pour leurs successeurs dans le consulat, à perpétuité, à suivre officiellement, en livrée consulaire, la procession qui se ferait à pareil jour, fête de Saint-Joseph, en actions de grâces, par les Pères Récollets, après complies. Ils promirent, en outre, une lampe d'argent qui brûlerait devant l'autel du saint, et un pèlerinage à Notre-Dame de Rocamadour avec les Récollets.

Ceux-ci, partageant leurs dangers, voulurent partager leurs engagements. Tous les religieux de la maison de Sarlat célébreront à pareil jour une messe d'action de grâces, les Frères clercs et les laïcs feront la communion.

Tout étant réglé, on pousse les derniers préparatifs. Les bourgeois enrôlés reçoivent armes et munitions ; chacun a son poste fixé d'avance et sait ce qu'on attend de lui au signal qui sera donné.

Deux points importants sont fortement occupés. Le clocher de la cathédrale qui commande la place du Peyrou et l'évêché, le clocher de Sainte-Marie qui commande la place Royale et l'Hôtel de Ville. C'est le chanoine Pascal, qui prend le commandement de ce dernier poste, prêt à faire le coup de feu comme un mousquetaire.

---

(1) C'est aujourd'hui l'église des Pénitents.

L'église Sainte-Marie elle-même reçoit une forte troupe qui doit donner sur les derrières de l'ennemi au moment décisif et faire une puissante diversion.

Peu s'en fallut qu'un incident fit encore tout échouer au dernier moment. Un officier huguenot, faisant une ronde de nuit au moment où les bourgeois entraient pour occuper l'église, fut surpris de ce mouvement et de ces lumières. Il demanda à la femme du bedeau pourquoi l'église était ouverte si tard ? Sans se troubler, cette brave femme lui dit que la cérémonie de ce jour, veille de l'Annonciation, s'était prolongée et qu'elle attendait que tout fût fini pour fermer les portes. L'officier n'alla pas plus loin. A quoi tient le succès des entreprises les mieux combinées ? Souvent à un fil bien léger. (*Histoire de Notre-Dame*, II, p. 212.)

Deux jours auparavant, un officier frondeur, M. de la Guette (1), quittant Sarlat, faisait route vers Périgueux. A mi-chemin, il rencontra M. de Marchin, qui battait la campagne à la tête de quelques troupes. « Où allez-vous donc ainsi ? » lui demanda Marchin. — Monsieur, je vas trouver ma mère, qui est à Périgueux. » — « Je vous le défends bien, je suis assuré que les paysans vous tueroient, vous et vos amis. Retournez-vous-en au plus vite. »

Cependant, il le chargea d'un message pour Chavagnac, ajoutant qu'il était bien aise de l'avoir rencontré, ce qui le dispensait d'aller lui-même à Sarlat, comme c'était son dessein. M. de la Guette lui fit sa révérence et retourna sur ses pas. Sans ce hasard, Marchin se serait trouvé pris dans l'évènement qui suivit.

La Guette, de retour à Sarlat, dans la soirée du 23 mars, alla rendre compte de son message à Chavagnac, qui le retint à souper. Le repas se prolongea tard dans la soirée. (*Mémoires de Madame de la Guette*.)

Les Sarladais, sous les armes, attendent l'heure, flévreux. Les Frondeurs, sans soupçons, s'endorment.

---

(1) Jean Mario, écuyer, seigneur de la Guette, maréchal de bataille, dans l'armée de Condé, 1651.

Au petit jour, le lendemain 24 mars, M. de Marin (1), qui s'était approché, sans être signalé, avec trois cents mousquetaires du régiment de Champagne (2), se présente à une des portes de Sarlat, la porte de la Rigaudie, selon les probabilités. Le poste du régiment de Marchin la livre. Marin y trouve l'avocat du Roi Bonet, qui l'attendait en livrée consulaire et qui se met à la tête du détachement. On pousse droit à l'évêché, aux cris de : « Vive le Roi ! Vive Candale ! Vive le bourgeois ! » L'entrée est attaquée ; elle résiste. En même temps, les consuls de Costes et de Saint-Clar, à la tête d'une troupe de bourgeois, font une vigoureuse attaque du côté du Peyrou et de la cathédrale. L'évêché est enlevé, soit escaladé par la façade donnant sur la place, soit forcé par la porte intérieure et la galerie qui le fait communiquer avec la nef de la cathédrale, et Saint-Clar a la joie d'aller, lui-même, ouvrir à Marin la porte de l'évêché.

On cherche Chavagnac. Réveillé en sursaut, surpris au saut du lit, en vêtement de nuit, le gouverneur tire sur les assaillants qui montent le degré à vis. Une décharge lui répond, sans l'atteindre, mais sa jeune femme, Charlotte d'Estaing, tombe morte à ses côtés, atteinte de trois balles.

En même temps, raconte dans ses Mémoires Gaspard de Chavagnac, frère du gouverneur, celui-ci rencontra son maître d'hôtel, qui avait dix mille écus dans ses coffres, qui lui appuya le pistolet dans le ventre, disant qu'il falloit tuer l'ennemi du Roy : heureusement il le manqua et comme ce coquin alloit redoubler, mon frère le saisit dans le temps qu'il alloit redoubler. (*Mémoires de Gaspard de Chavagnac*, Briançon, 1699, 2 vol. in-8°, p. 173.)

La *Gazette de France*, moins romanesque que Sandras de Courtilz, auteur présumé des *Mémoires*, mais certainement plus véridique, dit que ce fut un bourgeois, ivre de colère, qui voulut se venger d'un coup de ses brutalités et de ses

---

(1) Michel du Bouzet, seigneur de Marin, Sainte-Colombe, la Montjoie, en Gascogne, un des meilleurs officiers généraux du commencement du règne de Louis XIV, venait de s'illustrer dans l'héroïque défense de Miradoux, en janvier 1652, contre le Prince de Condé, qu'il obligea à lever le siège. Il devint lieutenant-général et gouverneur du Château-Trompette.

(2) Candale à Mazarin, 27 mars 1653. Arch. nat. KK. 1220, p. 72.

exactions. Un autre bourgeois s'empara alors du malheureux et le saisit par le seul vêtement qu'il eût sur le corps. Chavagnac, d'un brusque mouvement, s'échappe, ne laissant que sa chemise dans les mains du bourgeois stupéfait, et, favorisé par l'obscurité, disparaît. Les recherches sont vaines et les vainqueurs commençaient à désespérer lorsqu'enfin, deux heures après, on le découvre, grelottant de froid, dans un état de nudité complète.

On raconte qu'il s'était réfugié dans la cave au charbon, sous lequel il s'était caché. On le monta sur un mauvais cheval, on lui mit un bâton blanc dans la main et Saint-Clar le conduisit, dans cette tenue grotesque, à Marin qui l'accueillit, avec beaucoup d'honnêteté et se hâta de lui faire donner des vêtements.

La Guette, sortant de chez Chavagnac après un copieux souper arrosé de vins généreux, s'était profondément endormi. Réveillé en sursaut par les clameurs des soldats et des bourgeois, et par les détonations, il courut, en toute hâte, ses pistolets aux poings, à la place d'Armes, lieu de rassemblement en cas d'alerte. Reçu par un : « Qui vive ? » il répond : « Vive le Roi et Condé ». On lui tire plusieurs coups de feu qui ne l'atteignent pas. Rebroussant chemin, il court à l'évêché, espérant y trouver un centre de résistance. Plusieurs officiers du régiment de Marchin l'arrêtent :

« Monsieur de la Guette, il faut faire comme nous ou vous êtes notre prisonnier. » — « Je suis donc votre prisonnier, » leur répondit la Guette, puisqu'il le faut, car il ne sera jamais dit que je trahisse ceux dont j'aurai embrassé le parti. »

En cela il avait raison. (*Mémoires de Madame de la Guette.*)

Pendant que ces événements se passaient à l'évêché, l'entreprise se poursuivait avec le même succès sur les autres points.

La place Royale, place d'Armes de l'ennemi, est attaquée de front par un détachement du régiment de Champagne et des soldats du régiment de Marchin. Les consuls Bonet et Mariel chargent au premier rang, l'épée à la main. Les bourgeois, commandés par le chanoine Pascal, prennent l'ennemi à revers. Pris entre deux feux, se voyant trahi, celui-ci, décou-

ragé, résiste mollement et renonce bientôt à une lutte inutile. Les soldats crient : « Vive le Roi ». Le capitaine prend la fuite.

Sur les autres points, les bourgeois font des patrouilles, dans tous les quartiers et dans toutes les rues, pour empêcher toute velléité de rassemblement.

A chaque carrefour, des postes en armes. A chaque fenêtre, des lumières, partout des cris de joie, de merveilleuses acclamations de « Vive le Roi ! » saluant l'aurore de la liberté, si ardemment attendue.

Des piquets gardent, mèche allumée, les maisons où logent les officiers. Ils savent ce qui les attend. S'ils tentent de sortir pour rejoindre leurs hommes, ils seront fusillés à bout portant. La plupart d'entre eux subissent avec résignation cette nécessité. C'est le sort de la guerre. Quatre officiers voulurent résister et furent tués : MM. de Boismalet (1), lieutenant-colonel d'Enghien, les capitaines la Motte, Sainte-Foix et d'Abouville.

Le mestre de camp d'Enghien, Chambellay (2), la Roque,

---

(1) M. de Boismalet est qualifié major au régiment d'Enghien dans son acte de décès du 24 mars 1653. — Protestant, il fut jeté à la voirie. (Registres paroissiaux). Il faut traduire cette mention qui veut dire simplement qu'il ne fut pas enterré en terre sainte.

Les capitaines La Motte et Sainte-Foix sont portés sans prénoms dans leurs actes de décès.

Le capitaine d'Abouville *alias* d'Aboville, est dit : Pierre David, sieur d'Aboville, dans son acte de décès.

L'acte de décès de Guillaume La Liberté, soldat dans Enghien, du 22 mars, donne le nom de son capitaine, le chevalier de Parreny.

Les officiers du régiment de Marchin, présents le 24 mars 1653 sont les suivants :

Gardy, premier capitaine ; de Faujan, major ; La Poumarède, Langlois, La Forcade, Cazaux, Faujan, la Nauze, Pavichon, capitaines.

La Montagnie, La Peyre, Manty, Lacombe, Palier, lieutenants.

Ils signent le 30 mars 1653, un certificat en faveur d'Antoine de Saint-Clar. (Arch. dép. Dordogne. Dossier Saint-Clar.)

D'après les *Nouvelles de Bordeaux* (Mars 1653), la garnison de Sarlat se composait des régiments de Marchin et d'Enghien-infanterie et du régiment de Chavagnac-cavalerie. (Arch. nat. KK. 1220, p. 78.)

(2) Le régiment d'Enghien, commandé par Chambellay était à Sainte, lors de la capitulation du gouverneur du Chambon, le 11 mars 1652. (*Histoire de la guerre de Guyenne*. Ed. Barry, p. 32.)

maréchal de bataille, tous les autres capitaines et soldats ; deux capitaines de cavalerie (du régiment de Chavagnac, sans doute), deux capitaines d'artillerie, se hâtèrent de faire leur soumission et de prendre parti pour le Roi.

Dans cette heureuse entreprise, qui ruinait, en Périgord, les affaires de Condé, il serait injuste d'oublier les gentilshommes du voisinage qui joignirent leurs efforts à ceux de Marin et des Sarladais.

Jacques de Vassal de la Garde, dont le rôle fut si dévoué et considérable, pendant cette longue crise, son fils, Jean-Galiot ; Barthélemy de Beaumont, seigneur de Nabirac et du Repaire et un de ses frères ; Antoine de Bars de la Gazaille, seigneur du Pouget, maréchal de bataille ; Antoine de Brons, seigneur de la Romignière et d'autres, sans doute, dont le nom n'est pas parvenu jusqu'à nous.

A peine la ville de Sarlat fut-elle remise au pouvoir du Roi que M^{sr} de Sévin, quittant son château de la Roque-Gajac, revint dans sa maison épiscopale. Son premier soin fut de faire chanter, à la cathédrale, un *Te Deum* solennel, en présence de M. de Marin, des consuls et de la population, pour remercier Dieu d'avoir enfin étendu une main secourable sur la malheureuse cité opprimée. On peut croire que les actions de grâces furent ferventes (1).

Le jour même de la reprise de la ville, le lieutenant criminel Jean de la Dieudye fit arrêter et remettre entre les mains de M. de Marin, Pierre de Montesquiou, chevalier de Campagnac et Guillaume Lagorsse, dit Terry, son bras droit. Il semble résulter de ce fait, qu'ils furent considérés comme particulièrement compromis. Montesquiou avait été l'agent le plus actif de la capitulation et l'on peut croire que lui et son acolyte

---

(1) Une procession commémorative de la délivrance fut instituée, fidèlement continuée d'âge en âge jusqu'à nos jours.

« 24 mars 1653. — Hodie fit sollemnis processio cum reliquiis Sancti Sacerdotis, extra muros, in gratiarum actionem restitutæ sub Regis obedientia civitatis anno 1653. » (Proprium Sanctorum Sarlatense, 1674.)

Quant à la procession promise par le vœu des consuls du 19 mars, elle ne fut jamais établie et fut sans doute remplacée par celle du 24 mars.

s'étaient distingués dans les exactions et les vexations qui avaient signalé l'occupation.

Telles furent les péripéties qui précédèrent et les circonstances qui accompagnèrent la délivrance. Cet événement eut un retentissement considérable. La *Gazette de France* lui consacre un long récit détaillé, exaltant, comme ils le méritent, l'habileté et l'énergie des consuls et des bourgeois de Sarlat, qui, une fois de plus, avaient écrit une belle page. Elle devait être la dernière de leur histoire militaire !

Les Frondeurs cherchèrent à parer aux conséquences de ce désastre et à atténuer la gravité de la défection d'un de leurs régiments en donnant à l'événement un caractère particulièrement odieux. La version qu'ils firent circuler, et dont on trouve de nombreuses mentions, a été recueillie avec soin par le colonel Balthazar, dans son *Histoire de Guyenne*.

Après avoir raconté comment le major de Faujan avait ménagé la reprise du Mas-d'Agenais par M. de Marin et la défection des deux régiments de Montpouillan à Montségur, il ajoute :

... Ayant gagné son régiment (à Sarlat) fist commettre l'action la plus inhumaine qui peut monter en l'esprit des hommes ; il fist couper la gorge au régiment d'Anguien, à l'issue du souper que les officiers de l'un et l'autre corps firent ensemble ; Marin-Chastelier et les officiers de ses troupes qui estoient venus avec luy, la nuyt, seulement, avec dessein de se rendre maistres de Sarlat, frémirent de ce carnage, après lequel ce régiment, après avoir trempé ses mains dans le sang de ses amis, s'en alla au logis de Chavaguac... qui avoit la goutte... etc. (Edition Barry, p. 97-98.)

Ce récit dramatique n'a qu'un défaut. C'est d'être faux.

Les *Mémoires de Montglas* donnent aussi un récit de l'événement. (IV, p. 11.)

Chavagnac, prisonnier, fut échangé, quelques jours après, avec le marquis de Bougy, lieutenant-général. Marin entoura le malheureux gouverneur de Sarlat de toutes sortes de prévenances et l'assista généreusement dans son dénuement.

REMERCIEMENTS ET RÉCOMPENSES

Le service que la ville de Sarlat venait de rendre à la cause royale méritait une récompense. On s'en tint aux remerciements — précieux, sans doute, mais insuffisants à compenser les désastres accumulés. Mazarin n'aimait guère à délier, pour d'autres que pour lui, les cordons de la bourse de l'Etat. D'ailleurs le résultat était acquis, on en resta donc aux compliments.

Les remerciements offrent même, lorsqu'on examine avec attention les divers témoignages, un manque de franchise, aux débuts, qu'il est singulier de constater, mais qu'on s'explique facilement si l'on veut bien observer, que la justice humaine est trop souvent contingente, lorsque les intérêts particuliers se trouvent engagés. Chacun tâche de faire tomber sur soi, au détriment du prochain les grâces et les faveurs que la reconnaissance souveraine peut dispenser. C'est une vérité de tous les temps.

La première nouvelle de la reprise de Sarlat fut envoyée à Paris, dès les premières heures de la matinée du 24 mars, par Pons de Salignac, vicomte de Fénelon.

Dès que le succès fut assuré, un messenger fut envoyé à Fénelon, avant même la fin de l'affaire et la prise de Chavagnac. Prenant juste le temps d'écrire une courte lettre, il se hâta de dépêcher un courrier à M. de Saint-Abre, son beau-frère, maréchal de camp, alors à Paris, qu'il charge de ses intérêts en Cour. Le rôle des consuls de Sarlat et des bourgeois soit dans la préparation, soit dans l'exécution, est entièrement laissé dans l'ombre ; mais il n'a garde de ne pas exalter son intervention et celle de M. de Sévin, qui auraient été capitales. Cette lettre, écrite sur le vif, avant même la fin de l'action, est trop curieuse pour ne pas être transcrite dans toute sa saveur. Elle est d'ailleurs complètement inédite :

Monsieur mon très cher frère,

Monsieur de Sarlat et moy avons négocié si heureusement avec les officiers du régiment de Marchin que, ce matin, à la pointe du jour, ils ont ouvert une porte de la ville de Sarlat aux gens du Roy qui,

sur l'avis de ceste intelligence, estoit venus à Domme. Les gens du Roy y estant entrés, se sont mis à crier : « Vive le Roy et Candalle ! » et ensuite : « Vive le Bourgeois ! » Ceux de Marchin ont d'abord tous pris party. Le régiment Danguin, qui n'estoit pas si fort, a voulu faire quelque résistance, il n'en y a heu pourtant que douze ou quinze de tués, et tous les autres ont esté faits prisonniers. Monsieur et Madame de Chavaniac se sont cachés ; on ne les a pas trouvés encore ; on est après à le chercher et je ne croy pas qu'ils puissent échapper. Jay envoyé vers ceux qui commandent les armées du Roy maintenant à Sarlat pour leur conseiller dattaquer le bourg de Castelnau ou estoit encore les canons hier au soir et qui ne peust estre incommodé du chasteau, guère qu'à coups de pierre, outre que ledit chasteau n'est rempli que de beaucoup de crocandalie que le sr de Meyriniac, intendant de M^r de Castelnau, y a fait entrer et est très mal pourveu de toutes choses, de sorte que, si je suis creu, le chasteau et les trois canons qui battoient Sarlat seront bientost au Roy et je n'envoye offrir pour cela à ceux qui commandent les armées du Roy à Sarlat, cinq cens hommes ; j'offre bien davantage, car si ses troupes, qui ont pris Sarlat et M. de Giscaro qui commande à Souliac, me veulent faire l'honneur de m'obéyr, je respons de ma teste de la prise du chasteau de Castelnau et des canons, c'est ce que je leur ay envoyé proposer. S'ils me prennent au mot, j'en feray mon affaire ; s'ils ne me prennent pas au mot, je donneray au moins cinq cens hommes. Je tesmonie assez que je ne suis serviteur ny impuissant ny inutile, et j'ay creu que vous en series pas marry que je vous rendisse conte de toutes ces choses ; je suis aussy asseuré que vous faires valoir, comme il faut, ce que je fais et vous en suplie et de m'honorer tous jours de vostre amitié,

Monsieur mon très cher frère,

Votre très obéissant serviteur,

LA MOTTE-FÉNELON.

A Fénelon ce 24 mars 1652.

Sur la patte : Lon me vient de dire que Chavaniac et sa femme sont pris, je ne sais s'il... (manquent deux mots sous le cachet). Au dos : A Monsieur, Monsieur de S^{te}-Abre, mareschal de camp et armées du Roy, logé aux Vieux Augustins, à Paris.

(Arch. nat. KK. 1220, p. 66. — Original.)

M. de Fénelon ne semble pas avoir été pris au mot.

Il devait être peu au courant, en réalité, des préparatifs de l'expédition, car il ignore les noms de *ceux qui commandent*

les armées du Roi à Sarlat. — Les armées du Roi se réduisaient à 300 mousquetaires du régiment de Champagne, commandés par un seul officier général, Michel du Bouget.

(Candale à Mazarin, 27 mars 1653. Arch. nat. KK. 1220, p. 72.)

Il crut, sans doute, tout d'abord, qu'une véritable armée avait donné.

Il ne semble pas, d'un autre côté, que ses services, qu'il juge de premier ordre, aient été reconnus, on n'en trouve pas trace du moins.

Il n'eut même pas le bénéfice d'avoir annoncé le premier la bonne nouvelle à la Cour, c'est son beau-frère qui en profita. Jean de la Cropte, seigneur de St-Abre, fut nommé à l'important gouvernement de Salces, en Roussillon, par brevet du 12 avril 1653, quelques jours après avoir apporté le premier au Roi la bonne nouvelle. « *Sic vos, non vobis !...* »

C'est trois jours après seulement que le duc de Candale annonce à Mazarin la reprise de Sarlat.

Le 27 mars, il lui annonce que

Son séjour en ceste province a esté cause de la réduction du régiment de Marchin au service du Roy et de la prise de Sarlat... Les officiers de ce régiment, désirant rentrer dans le service... l'ont voulu faire en nous livrant une place considérable et tout un régiment d'infanterie dont les officiers sont prisonniers et les soldatz ont pris party...

De l'action si efficace des Sarladais, du rôle capital des consuls, pas un mot. On ne peut même excuser ce silence sur son ignorance des circonstances de la reprise, puisque c'est de son agrément que les négociations avec le régiment de Marchin avaient été conduites. Par contre, si Candale sait faire valoir ses services, il sait aussi en réclamer le prix.

Le régiment seul de Marchin est de sept cents, les meilleurs hommes du monde. Ils ont désiré de moy, bien que jeusse déjà un régiment d'infanterie, que je prisse le leur sous mon nom. Je ne doute point que V. E. ne me fasse accorder cette grâce par le Roy, et celle de leur conserver leur rang... (Arch. nat. KK. 1220, p. 72.)

Il en fut ainsi et Marchin devint Foix-infanterie, après avoir pris, pendant quelques jours, le nom de *Périgord*. (*Enquête du 28 mars 1653.*)

En terminant sa lettre, Candale fait l'éloge de Marin, qui a conduit avec habileté et bonheur le détachement de Champagne. C'était justice.

Le lendemain 28 mars, c'est des Monstiers-Mérinville, lieutenant-général, qui écrit à son tour à Mazarin. Pour lui, c'est Candale qui a tout fait. Des Sarladais, pas un mot !

Plus justes, il est vrai, sont les témoignages rendus directement à la ville et aux consuls. C'est la vérité, on la proclame de bonne grâce, car cette reconnaissance ne peut nuire, pourvu qu'elle n'arrive pas aux pieds du trône et ne nuise pas aux intérêts personnels des chefs, qui tiennent à bénéficier des premières impressions produites en Cour.

Le 29 mars, Marin atteste que

Dans l'expédition de la reprise de la ville de Sarlat, il a connu les consuls et habitans d'icelle, fort zellés et que le sr de Saint-Clar, conseiller du Roi, a tres utilement servi dans ce rencontre et par son intrigue et par son courage.

(Arch. dép. Dordogne. Dossier St-Clar.)

Le même jour, le duc de Candale délivre une attestation qui ne contient que de vagues éloges. (*Ibidem.*)

Le 30 mars, les officiers du régiment de Foix, ci-devant Marchin, libres dans leurs appréciations puisque leur intérêt n'est plus en jeu, n'hésitent pas à déclarer que c'est M. de Saint-Clar qui les sollicita à rentrer dans le devoir, que c'est avec lui qu'ils ont négocié et arrêté les conditions de leur soumission, et que lors de l'attaque de l'hôtel du gouverneur (évêché), c'est lui qui s'en rendit le maître, força la garde et fit prisonnier Chavagnac à qui il laissa la vie.

Une autre attestation des mêmes officiers, du même jour, reconnaît les bonnes dispositions du peuple de Sarlat et le rôle prépondérant joué par Saint-Clar dans l'affaire. C'est avec lui que tous les détails de l'attaque ont été réglés ; c'est lui qui a enrôlé et armé les bourgeois, fixé les postes à chacun et agi avec tant de courage, dans l'attaque de l'hôtel du gouverneur, qu'il a reçu l'applaudissement de M. de Marin et de tous les officiers.

Ces attestations portent les signatures de quatorze officiers de l'ancien régiment de Marchin.

(Arch. dép. Dordogne, dossier St-Clar.)

Le même jour, Michel du Bouget, seigneur de Marin, délivre une attestation longuement motivée, conçue dans les termes les plus flatteurs pour la prudence, l'intelligence et le courage des bourgeois et des consuls. Ce document est assez connu ; (Arch. dép. Dordogne. E. Cartons Sarlat), il a été imprimé à la suite des *Sièges de Sarlat*, Paris, Everat, 1832.

Candale vient donner, à son tour, sa note dans ce concert d'éloges, mais ce n'est que le 1^{er} avril. A cette date, qu'on jugera peut-être tardive, il fait écrire à Saint-Clar par son secrétaire Forcadet. (Arch. dép. Dordogne, dossier St-Clar).

Enfin, le 12 avril 1653, le secrétaire d'Etat de la Vrillière, transmet à Saint-Clar les témoignages de satisfaction du Roi, qui a loué, à plusieurs reprises, le zèle des bourgeois et en particulier sa bonne conduite dans l'entreprise et dans l'exécution. (*Ibidem.*)

La vérité finissait par percer.

La note juste est donnée, d'ailleurs, par la *Gazette de France*. Dans un long récit intitulé : *La Réduction de la Ville de Sarlat*, elle fait la part de chacun et, certes, les Sarladais et les consuls n'ont pas à se plaindre de la leur. Leur rôle principal est parfaitement mis en lumière et les éloges les plus flatteurs ne leur sont pas ménagés. Ce n'était que justice.

C'est le récit de la *Gazette* que nous avons suivi, en l'éclairant et le complétant par d'autres documents qui, bien que puisés à des sources différentes, sont d'une concordance parfaite.

Tels sont les faits. Le lecteur jugera, sans doute, qu'on trouve rarement un exemple plus frappant de prudence, d'habileté, de ténacité et de courage, que celui qui fut donné lors de ce fait militaire, trop peu connu dans ses détails et dans ses conséquences.

C'est le glas de la Fronde en Périgord que les Sarladais eurent l'honneur de sonner.

(A suivre)

VICOMTE DE GÉRARD.

vaux de restauration du Château-Barrière seront mis en adjudication, et il espère qu'ils seront terminés dans les délais prescrits.

L'assemblée le remercie.

La séance est levée à trois heures et demie.

Le Secrétaire général,
FERD. VILLEPELET.

Le Président,
M^{re} DE FAYOLLE.

LA FRONDE A SARLAT

(Suite).

V

LES RUINES

Sarlat avait enfin chassé les ennemis, ceux du Roi et les siens.

Mais, quelle désolation ! Que de ruines accumulées ! Les propriétés privées saccagées, dans un large rayon, la ville à moitié ruinée, les quatre faubourgs incendiés, les familles les plus riches réduites à la misère.

Quelques documents subsistent qui permettent de se rendre compte de l'étendue du désastre.

C'est d'abord M. de Saint-Clar qui se hâte de faire faire l'état de ses pertes :

Les ennemis du Roy firent toute sorte de désordre en ses biens et domaines, pendant le siège et depuis, par toute sorte d'hostilité, taxes, logements, incendies des bâtiments, meubles et autres effets, tant à la ville qu'à la campagne, coupe d'arbres et vignes, enlèvement des bestiaux... dont les ruines montent à plus de dix mil livres... (1).

C'est ensuite Armand de Gérard, seigneur du Barry et de

---

(1) Environ 50.000 francs de notre monnaie, d'après Leber.

Le procès-verbal est signé de Mariel, conseiller au Présidial, et de Ferrari, secrétaire de M. de Marin, sur le rapport d'experts. — Il est daté de Sarlat le 24 mars 1653. — C'est évidemment une erreur du scribe qui a délivré la copie, qui se trouve, au dossier Saint-Clar, aux Archives départementales. Il faut lire, peut-être, le 26 mars 1653.

St-Quentin, qui fait faire procès-verbal judiciaire des mêmes faits, le 7 et 8 avril 1653, devant M. de Monzie, lieutenant-particulier, en présence de M. de la Dieudye, procureur du Roi, assistés de quatre experts.

Ici les dégâts sont plus importants. Il est vrai qu'on rappelle non seulement ceux qui ont été commis pendant le siège et l'occupation, mais aussi ceux que le colonel Balthazar et ses troupes avaient commis dans la seigneurie du Barry, au mois de juillet 1652.

Les experts déclarent, sous la foi du serment, que la perte s'élève à plus de 35.000 livres (1). (Original. Arch. de Gérard.)

Pendant le siège, l'hôtel du lieutenant-général avait souffert de façon lamentable. Les toits et charpentes avaient été enlevés par le canon de Marchin et, en s'écroulant, avaient défoncé plusieurs corps de bâtiments (2).

L'état général des ruines de la ville et de la banlieue est plus éloquent encore. Le procès-verbal en fut fait, le 28 mai 1653 et jours suivants, devant M^e Guillaume Taillefer, juge-châtelain de Domme, commis spécialement par un arrêt du Conseil d'Etat, donné à Fontainebleau, le 6 mai précédent. Les experts Tilhac et Carrolz, praticiens, Chiffray, maçon, et Taxein, charpentier, déclarèrent sous la foi du serment, que, tout bien considéré, les pertes ne peuvent être évaluées à moins de 440.000 livres (3).

Cet énorme chiffre ne semble pas exagéré. Toute la banlieue est dévastée ; il n'y a plus un arbre, plus une vigne, plus un échalas, plus une clôture.

Les quatre faubourgs sont brûlés. On compte 202 maisons incendiées ou démolies, sans y comprendre le couvent des

---

(1) 170.000 fr. de notre monnaie, d'après Leber,

(2) On peut constater, encore de nos jours, de nombreuses traces de ces dégâts et des réparations qui en furent faites. Il est resté dans les souvenirs populaires, qu'alors fut démolie une grande horloge extérieure, placée sur un des bâtiments extérieurs. Elle devait se trouver placée sur la tour de l'escalier qui faisait face à la cour d'entrée.

(3) Plus de deux millions de notre monnaie, d'après Leber.

Cordeliers à Lendrevie, le couvent de Notre-Dame à la Bouquerie, le tout de 2.555 couples (1).

La partie brûlée du couvent des Cordeliers est d'un développement de 109 couples ; les bâtiments de Notre-Dame sont portés pour 146 couples.

Dans la banlieue, 120 maisons de 1.140 couples sont brûlées ; une chapelle au faubourg de la Rue (2), deux petites halles d'un développement de 47 couples, l'une à Lendrevie, l'autre à la Rigaudie. Dans l'intérieur de la ville, à la brèche, 7 maisons, de 70 couples, sont démolies et terrassées, pour les besoins de la défense ; sur la place (Royale) une grande halle de 90 couples ; sur divers points, 20 maisons, dont les portes, fenêtres et planchers ont été brûlés. A ces ruines il faut ajouter les dégâts causés par le canon à l'hôtel de ville, aux églises, aux maisons et aux fortifications ; les pertes en argent, denrées, meubles, vivres, bestiaux et fourrages, les taxes excessives « exigées avec une tyrannie si grande » que la plus grande part en sont à la faim et les meilleures familles ruinées » (Arch. dép. Dord. E. Sarlat. Original.)

Ce document est d'une éloquence navrante ! Du moins, la malheureuse ville fut-elle récompensée de ses sacrifices, indemnisée de ses pertes, secourue dans sa détresse ?

La vérité, triste à avouer, c'est qu'il n'est resté aucune trace de la moindre assistance, prêtée par le Gouvernement. Pour être juste, il faut reconnaître qu'il ne le pouvait guère, épuisé par la longue crise qu'il traversait.

La malheureuse ville dut s'en tenir à ses propres ressources et les belles promesses d'en haut s'envolèrent avec le souvenir du danger passé.

Saint-Clar ne fut pas même anobli.

Peut-être ne l'avait-il pas demandé ? Peut-être aussi se souvint-on que sa conduite si brillante avait été précédée d'une malheureuse faiblesse.

---

(1) Le couple est le double chevron d'une toiture. Dans l'usage, on appelait aussi couple la distance qui sépare deux chevrons consécutifs, soit environ 0.80 centimètres. 2.555 couples correspondent donc à une longueur approximative de 2.050 mètres.

(2) La chapelle de Ste-Barbe.

Sa famille dut attendre 1714, et encore, par suite des arguties fiscales, les Saint-Clar, malgré leur situation considérable et ancienne dans la haute bourgeoisie de Sarlat, ne purent jamais consolider leur qualité.

C'est avec tristesse qu'on constate cet oubli des services rendus.

Après avoir payé à la guerre civile ce lourd tribut, Sarlat était en droit d'espérer du moins la tranquillité qui lui était nécessaire pour panser ses blessures. Il n'en fut rien.

Les événements que nous venons de raconter eurent sur les esprits une profonde répercussion et furent la source de discussions intestines et de nouveaux malheurs, qui devaient pendant vingt-cinq ans, troubler profondément la vie de la cité.

VI

TROUBLES ET FACTIONS

La crise que Sarlat venait de traverser avait causé des ruines matérielles irréparables ; conséquence plus grave, elle laissa dans les esprits des ferments de division et de haines, qui ne tardèrent pas à produire de tristes fruits.

Les royalistes ne surent pas modérer la violence de leurs sentiments et se laissèrent souvent emporter par l'esprit de vengeance contre les auteurs de leurs malheurs et le désir de voir punir la trahison. Les vaincus, loin de baisser la tête et de reconnaître leur faute, résistèrent à l'orage, tenant tête à l'opinion publique, se défendirent avec énergie par des moyens parfois plus habiles qu'avouables, bien propres à exaspérer des adversaires qui n'oubliaient pas.

Si l'on joint à ces causes initiales de division, le caractère ardent et processif du Sarladais et l'animosité rancunière, qui caractérise les conflits dans les villes de province, on trouvera l'explication logique des troubles profonds et de l'anarchie municipale qui régnèrent dans la malheureuse cité, abandonnée, peut-on dire, à elle-même, par la maladresse du pouvoir, qui crut habile de ménager les deux partis, au lieu d'imposer son autorité dès le début.

C'est pendant vingt-cinq ans que les suites s'en feront sentir, avec des orientations différentes, chaque parti ayant ses heures de triomphe et ses heures d'abattement.

Cette période de l'histoire de Sarlat est d'autant plus intéressante à étudier que les faits ont été complètement tenus dans l'ombre et les causes à peine soupçonnées. Cette lacune se comprend, si l'on veut bien ne pas perdre de vue que les innombrables documents judiciaires et administratifs, furent détruits par ordre du Roi, dans un but de pacification et d'oubli, après avoir été officiellement distraits des greffes (1).

La délivrance de Sarlat couronnait glorieusement le consulat de Costes, Saint-Clar, Mariel et Bonnet. C'est précisément le 25 mars, jour de la victoire, qu'expiraient leurs pouvoirs. S'ils furent prorogés, ce ne fut que pendant le temps nécessaire à la préparation des nouvelles élections.

Leurs successeurs furent MM^e François de Reynal, conseiller au Présidial, Jean de Rupe de Surguier, greffier en la maréchaussée, Roquejoffre, procureur, et Pierre Vaussanges, chirurgien. Le procureur-syndic fut M^e Pierre Dautrery, avocat.

On constate tout d'abord une anomalie. Aucun des nouveaux consuls n'appartenait à l'ancienne administration. Les statuts de la ville ne furent donc pas appliqués. Régulièrement, on ne nommait annuellement que le troisième et le quatrième consuls, qui passaient de droit, l'année suivante, premier et second consuls. Mariel et Bonnet auraient dû occuper ces fonctions.

Les circonstances étaient exceptionnelles. Mariel et Bonnet malgré leur conduite courageuse, dans les derniers mois de leur consulat, étaient trop compromis. On voulut des hommes nouveaux. C'est pour la même raison que nous trouvons Pierre Dautrery, procureur-syndic, bien que Pierre de Gonct fût propriétaire de la charge.

---

(1) Le hasard, la Providence des chercheurs, nous a fait retrouver quelques débris des papiers d'un des principaux acteurs de cette lutte homérique, d'abord les minutes ou les analyses d'un grand nombre de pièces de procédure, un grand nombre de pièces originales justificatives, enfin une importante correspondance, qui nous permet de suivre, parfois jour par jour, les phases de la lutte. Malheureusement, il y a des lacunes !

Il est curieux de constater combien le choix des nouveaux consuls fut éclectique. Le fait est tout à l'éloge de la modération des électeurs qui semblent n'avoir cherché que les intérêts de la ville, sans s'occuper du passé.

Les deux premiers sont des amis du président la Brousse, les deux autres n'ont pas d'attaches. Par contre, le procureur-syndic Dautrery est franchement royaliste et hostile à la faction vaincue.

Cette constatation est d'autant plus intéressante que c'est aux nouveaux consuls qu'incomba le triste devoir de provoquer la punition des malheureux, qui avaient livré la ville à Marchin. Dès le 28 mars, sur la réquisition de M^e Jean de la Dieudye, procureur du Roi, une information avait été ouverte devant M^e Antoine de Grézel, lieutenant assesseur, civil et criminel, contre Michel Mariel, sieur de Pechrousier, conseiller au Présidial, ancien second consul, Jean Fajol, son beau-père, et Georges Fajol, second président au Présidial, son beau-frère.

La preuve, dit le procureur du Roi, pourrait disparaître et le crime rester impuni. (Arch. dép. Dord. E., cartons Sarlat.)

En même temps, à des dates restées inconnues, la Jurade eut à s'occuper de ces tristes affaires et, par plusieurs arrêtés, délibérés en présence de M. de la Barthe-Giscaro, commandant militaire, ordonna, par mesure de sûreté, que les suspects seraient éloignés de la ville. (*Information du 2 octobre 1653. Archives de G.*)

M. l'abbé Audierne ajoute les détails suivants, qui sont tirés, pour la plupart, de l'arrêt du Conseil d'Etat du 7 avril 1656, portant évocation au Conseil, des procédures pendantes, avec sursis à l'exécution de toutes sentences, jugements et décrets donnés aux Parlements de Bordeaux et de Dijon aux Requêtes de l'Hôtel, par Tallemant, intendant de Guyenne, les consuls de Sarlat et autres juges quelconques.

Dans une assemblée de la Jurade, où se trouvaient le conseil vieux et nouveau, les officiers du Présidial et du Sénéchal et l'élite des habitants, M^s Dautrery, Rupe et Aoustier parlèrent avec tant de noblesse et d'énergie qu'on décida que les traîtres seraient punis et qu'on ferait le procès de Thomas Lambert, traître évident, et que les consuls

éloigneraient, par mesure de sûreté, quiconque leur serait suspect. La procédure fut immédiatement commencée et, un mois après, la sentence était rendue et exécutée. Lambert, convaincu d'avoir eu des rapports avec l'ennemi, de lui avoir signalé le côté faible des remparts, d'avoir mouillé les poudres, d'avoir passé à l'ennemi pendant l'assaut et de s'être fait l'agent, l'espion de Chavagnac, après la capitulation, fut condamné à être pendu. Mis à la question, il désigna deux de ses complices, Jean Fajol et Michel Mariel. Cet aveu n'étonna personne. Des soupçons planaient sur ces deux hommes que les consuls avaient éloignés de la ville. (*Précis de l'Histoire de Sarlat. Calendrier de la Dordogne, 1813.*)

Le nom de Thomas Lambert ne se trouve que dans l'arrêt du Conseil d'Etat du 7 avril 1656. Aucune pièce relative à son procès n'a été conservée. C'est, sans doute, de lui qu'il est question dans un rapport adressé directement au Roi en 1670, par Armand de Gérard, seigneur du Barry, qui rappelle les mêmes événements.

... Après la réduction de la ville, écrit-il, les malintentionnés en furent honteusement chassés, quelques-uns d'iceux condamnés et mis à mort... (Arch. de Gérard, minute originale.)

Fajol et son gendre Mariel furent donc exilés, et bien d'autres avec eux dont le nom n'a pas été conservé.

Le premier président au Présidial, de la Brousse, absolument compromis, dut aussi s'éloigner de la ville, par ordre des consuls.

Un pareil arrêté, émanant d'une municipalité était-il légal et pouvait-il être mis à exécution ? Il est permis d'en douter. La Jurade portait bien le nom officiel de « Conseil politique de la ville », les consuls étaient bien, en concours avec l'évêque « seigneurs haut-justiciers et barons de Sarlat, juges civils, criminels et de police de la ville et de sa banlieue », mais au xvii^e siècle, ces pouvoirs, héritages des siècles passés, n'étaient, somme toute, sous ces titres brillants, guère autre chose que des pouvoirs de simple police avec certains droits de première instruction, en matière criminelle, pour les cas qui n'étaient pas royaux.

En réalité, toute l'autorité était aux mains de la justice royale.

Or, la Brousse était le chef du Présidial, le premier corps judiciaire après le Parlement. Si le Présidial se rapprochait de nos tribunaux de première instance, au civil, il s'en éloignait singulièrement au criminel, puisqu'il avait, dans la matière des cas royaux et prévôtaux, juridiction pleine et entière et qu'il les jugeait souverainement et sans appel.

On ne comprendrait guère que la Brousse, premier président, et Mariel, conseiller au Présidial, pussent être justiciables de la Jurade, en matière criminelle.

La seule explication plausible est que ces deux magistrats n'osèrent pas résister à la pression de l'opinion publique, et qu'ils jugèrent prudents de s'éloigner. Peut-être aussi l'exemple de l'exécution de Thomas Lambert leur donna à réfléchir et craignirent-ils d'être impliqués dans une poursuite criminelle, qui aurait pu, malgré son irrégularité, amener pour eux les plus graves complications. Thomas Lambert fut donc exécuté avec d'autres agents inférieurs, simples comparses, dont les noms n'ont même pas été conservés. Comme il arrive trop souvent, les petits payèrent pour les grands qui surent, par leurs intrigues et leurs relations, échapper à leurs responsabilités.

La Brousse n'était pas homme toutefois à subir longtemps un pareil affront.

Plein d'intelligence et d'ambition, passionné et courageux, tenace et patient, sans grand scrupule sur le choix des moyens; non seulement il se trouvait apparenté à des familles influentes; mais comme chef du Présidial, il avait su se faire des partisans dans le corps des magistrats. Doué, en outre, d'une belle fortune dont il usait largement pour se faire des créatures, il ne tarda pas à juger le moment favorable pour rentrer avec éclat dans Sarlat.

Ses amis s'étaient groupés et comptés. Les consuls eux-mêmes demandaient sa rentrée et ne s'en cachaient pas. Le second consul Roquejoffre avait fait tous ses efforts pour faire rapporter les arrêtés de la Jurade, ordonnant l'expulsion des suspects; mais il s'était heurté à l'opposition intransigeante du procureur-syndic Dautrery et la proposition de Roquejoffre avait été rejetée.

Les consuls, tout en étant d'avis de rappeler le président de la Brousse, n'en étaient pas moins fidèles au Roi, et ne semblent pas avoir favorisé les Frondeurs. Jean de Rupe de Surguier, du moins, n'hésita pas à payer de sa personne, contre les rebelles.

Le 25 juin 1653, dit la *Gazette de France*, le **sieur** Rupe, second consul de Sarlat, à la tête d'un détachement des habitants, s'empara du bourg de Bassillac, près de Périgueux. Le sieur Rupe, son frère, est tué en cette occasion. (*Gazette de France*, 19 juillet 1653.)

Leurs tentatives en faveur de la Brousse étaient donc étrangères à toute préoccupation d'ordre politique.

Le président, de l'avis des consuls, se résolut alors à passer outre aux arrêtés de la Jurade et à brusquer les choses.

Le jeudi 10 juillet, à sept heures du soir, un groupe de ses amis, armés d'épées, de pistolets et de mousquets, se saisit de la barrière extérieure et de la porte de Lendrevie. Le poste, trop faible, craignant une rixe et l'effusion du sang, se retire, sur le conseil du second consul de Rupe.

Au même moment, le président de la Brousse se présente à la barrière. Il est accompagné de gens armés. Les deux troupes font leur jonction et protègent l'entrée de l'exilé qui traverse ainsi la ville stupéfaite, ayant à sa droite le premier consul de Reynal, à sa gauche le second consul de Rupe, l'un et l'autre le pistolet au poing. Autour d'eux, armés également, le fils aîné de l'avocat Pascal, un fils de Pascal, le procureur, Pascal, curé de Simeyrois, Gratien de Suau, fils aîné de Géraud Suau, greffier en la maréchaussée, le sergent Ramade et d'autres. — Toute la basoche !

Spectacle vraiment singulier.

Rentré dans sa maison, la Brousse y établit un corps de garde pour parer à toute surprise (1).

Si la légalité de l'arrêté d'expulsion était douteuse, il faut reconnaître que ce retour de la Brousse, dans des conditions aussi étranges, était bien fait pour exaspérer les passions.

On pourrait croire du moins que, rentré à main armée, la Brousse allait vivre retiré, et chercher à se faire oublier.

---

(1) La maison du président de la Brousse était située dans la rue actuelle de la Fontaine S^{te}-Marie, derrière l'église S^{te}-Marie.

Avec un tempérament comme le sien, l'idée même ne lui en vint pas, sans doute.

Exaspéré, aigri, humilié, c'est en plein jour, à la face de tous qu'il veut s'imposer, bravant, non sans courage, l'hostilité populaire, au risque de provoquer une explosion.

Trois jours après cet événement sensationnel, le dimanche 13 juillet, sur le soir, la salle de l'hôtel d'Aymerique réunissait de nombreux parents et amis de la famille.

Suivant une touchante coutume de Sarlat, ils venaient faire une visite de deuil, la veille du service anniversaire qu'on devait célébrer le lendemain pour le repos de l'âme de M. d'Aymerique, lieutenant-criminel, décédé le 18 juillet de l'année précédente (1).

La Brousse ne voulut pas manquer à ce devoir. D'Aymerique, fidèle royaliste, avait été son adversaire politique, mais il était son parent. Il vint donc, au milieu de la stupéfaction des assistants, présenter ses condoléances, mais pas seul. Derrière lui, arrêté à la porte, un groupe de ses partisans : c'est le jeune Pascal, fils de l'avocat, c'est Pierre Pascal, fils du procureur. Ce sont le tailleur Leduc, le chirurgien Goudet, dit Bidenc, le sergent Ramade. Tous sont armés d'épées et de pistolets. Ramade a son mousquet sous le bras. Le président est, en outre, accompagné de son fils, capitaine au régiment de Sauvebeuf et de son frère, le prieur de Montagnac, conseiller-clerc au Présidial.

Montagnac prend place entre Jean de Thouron, curé de Bouzie, conseiller-clerc au Présidial, et Antoine de Philopald, ce dernier proche parent du défunt (2). S'adressant à son collègue le conseiller de Thouron, le prieur, gouailleur, se met à parler du président :

Jamais il ne se porta mieux ! Il est fort, gras et potelé, il engraisse dans les peines et les fatigues. Comme la balle au Jeu de Paume, plus il est frappé, plus haut il porte la tête !

---

(1) Eymeric d'Aymerique, né en 1600, mort le 18 juillet 1652, conseiller au Sénéchal de 1637 à 1641, puis lieutenant criminel. Marié à Suzanno de La Serre de Langlade. Il était fils de Sabine de Céron, fille elle-même de Raymond de Céron et de Marguerite Brousse.]

(2) Il était petit-fils de Françoise d'Aymerique.

Puis il ajoute :

Qu'est devenu « l'Homme de bois » ? Par ce temps de canicule, il doit être bien sec !

Ses voisins lui répondent :

Ne parlez donc pas de l' « Homme de bois ». Vous savez bien que c'est une niaiserie.

A qui s'appliquait cette bizarre appellation ? L' « Homme de bois » était évidemment un ennemi de la Fronde et un adversaire du président.

On le trouve mentionné dans une autre circonstance.

La veille, 12 juillet, la Brousse avait fait venir chez lui Bernard Bastide, sellier, sous prétexte de quelque réparation à son équipement, mais, en réalité, pour l'attirer dans son parti, et lui avait demandé s'il était pour « l'Homme de bois ». Bastide lui répondit brutalement qu'il était pour le Roi, dont il avait été soldat pendant dix-sept ans et qu'il ne changeait pas de maître. (Information devant M. de Monzie, lieutenant-particulier. Octobre 1653. Arch. de Gérard.)

Sa visite faite, la Brousse sort de chez M. d'Aymerique, toujours suivi de ses gardes du corps. Soit par bravade, soit pour prendre au plus court, il commit l'imprudence, pour rentrer chez lui de traverser la place Royale à l'heure où de nombreux promeneurs finissaient leur journée de repos dominical, en jouissant de la fraîcheur du soir. Le groupe s'était fortifié. La Brousse était accompagné, en outre, de son père, de son frère le prieur de Montagnac, de son oncle, chanoine et officier de Sarlat, de Gratien de Suau et du nommé Roide.

Sur la place, Vayssières, homme d'armes, se promenait, l'épée au côté. La Brousse surprit-il un geste injurieux de Vayssières ? C'est probable. Sortant violemment de son groupe, le président se précipite en jurant :

Que me veux-tu donc, Vayssières ? Mordieu ! il me semble que tu me braves ! — Je ne suis pas homme à te braver, répond Vayssières. C'est toi qui m'en veux. Je suis soldat, homme d'armes, et ne traîne pas, comme toi, des coupe jarrets à mes trousses.

La Brousse bondit sous cette sanglante injure ; ses compagnons mettent l'épée au vent, le sergent Ramade bande son

mousquet et ajuste Vayssières, prêt à lui casser les reins par derrière. Pierre Laborye, homme d'armes, détourne le coup. Un peu plus loin, à l'autre bout de la place, on entend des cris :

Vive le président Bigoudet ! A moi ! Qui s'en voudra prendre, s'en prenne !

C'est Roide, de la suite de la Brousse, qui manifeste de son côté, un pistolet armé à la main, prêt à tirer. Bernard Charvaroché, cordonnier, se jette sur lui pour le désarmer. Le coup part, mais, mal ajusté, blesse légèrement à la main le menuisier Raymond Redon. Roide prend la fuite et s'échappe.

Au bruit de la rixe et des détonations, le procureur-syndic Dautrery accourt ; il est seul, mais fait tous ses efforts pour calmer l'émotion et éviter la lutte entre la Brousse et Vayssières. Maintenu de force, écumant de fureur, la Brousse, se retourne vers le procureur-syndic, jurant et blasphémant :

C'est Dautrery qui est allé chercher Vayssières pour me faire des algarades !

Les consuls de Reynal et Roquejoffre arrivent en ce moment. Dautrery leur demande acte des paroles du président. Les consuls refusent. Le procureur-syndic, croyant l'émotion apaisée, se retire pour aller déposer sa plainte.

La foule n'ayant plus personne pour la calmer, de plus en plus excitée contre ses magistrats municipaux, murmure et blâme violemment les consuls d'avoir fait rentrer la Brousse, malgré les arrêtés de la Jurade et les rend responsables de l'agitation violente que sa présence occasionne. Roquejoffre, qui se sent personnellement visé, fait tête aux mécontents, il les menace de la prison et de la corde. En ce moment, le fils de l'avocat Pascal crie :

Si cette canaille ne se retire pas, je vais chercher vingt fusiliers pour les mettre à la raison.

C'est de l'huile sur le feu, les cris s'élèvent plus menaçants. Roquejoffre met l'épée à la main et en menace deux des plus ardents, Voysin, gendre du procureur Deguilhem et Pierre Géraud, boutonnier.

Dautrery n'était pas encore loin. Entendant de nouvelles clameurs, il accourt. Usant de son influence, il cherche à calmer les esprits et prie Roquejoffre de remettre l'épée au fourreau.

Je le ferai bien taire, lui répond-il. — C'est à toi d'apaiser ton petit peuple !

Le procureur-syndic proteste contre ces injures et en demande acte au consul de Reynal. Roquejoffre, de plus en plus excité, jurant et blasphémant :

On te le dressera, ton procès-verbal. Il y a quatre soirs que tu devais me faire périr ; je ne suis pas encore mort, mais prends-garde à toi, maintenant !

Dautrery, le danger semblant passé, s'éloigna pour aller déposer sa plainte, ce fut un malheur. La foule, encore sous le coup de son émotion, livrée à elle-même, se précipite de nouveau, contre la Brousse, en poussant des cris de vengeance. Le président, serré de près, cherche un refuge dans sa maison et se barricade. Le peuple l'assiège. Son père, Pierre de la Brousse, ancien lieutenant-criminel, veut parler, comptant sur le respect dû à ses cheveux blancs et sur le souvenir des services qu'il a rendus pendant sa longue carrière. Il ouvre une fenêtre pour haranguer les assiégeants. A peine a-t-il paru qu'un coup de feu éclate, atteignant le vieillard qui tombe mort. La nuit était profonde, on ne sut jamais de quelle main partit ce coup qui ne lui était certainement pas destiné.

Ce sanglant dénouement fit tomber immédiatement la fureur populaire. La mort de Pierre de la Brousse sauvait peut-être son fils.

Cette malheureuse victime des discordes civiles payait pour d'autres. Pierre de la Brousse ne s'était jamais mêlé, activement du moins, aux agissements qu'on reprochait à son fils (1)

---

(1) Les faits qui précèdent sont relatés : 1° dans l'information faite au requi de Dautrery du 2 octobre au 6 novembre 1653, devant François de Monzio lieutenant-particulier au Présidial, sur la récusation de M. de Grézel, qui

Pendant que ces dramatiques évènements se passaient, mettant fin à l'émotion populaire soulevée par l'orgueilleuse imprudence du président de la Brousse, Dautrery portait sa plainte à M. de Grézel, lieutenant-assesseur civil et criminel, seul magistrat présent. Il déclarait que les paroles violentes et injurieuses du consul Roquejoffre provenaient de sa haine contre lui, qui avait dû s'opposer, comme c'était son devoir de procureur-syndic, à l'annulation de divers arrêtés de la Jurade, rendus contre les personnes suspectes d'avoir trempé dans la trahison qui avait amené la capitulation de la ville. (Information devant M. de Monzie).

M. de Grézel, entre les mains duquel Dautrery déposait sa plainte, était un royaliste, sans attaches avec la Brousse, bien que son parent ; il allait voir, d'ailleurs, huit jours plus tard, un de ses proches traverser une épreuve bien faite pour le convaincre de la haine que les Frondeurs conservaient contre les royalistes de Sarlat.

VII

ENLÈVEMENT DE MM. DE GRÉZEL ET GISSON

Il nous faut revenir en arrière.

On se rappelle que Blaise de Montesquiou de Fages, chevalier de Campagnac, et son fidèle Terri, dit Lagorsse, avaient été faits prisonniers le 24 mars 1653, par ordre de M. de Ladiudye, procureur du Roi, sous l'inculpation de crimes de droit commun. Dans un intérêt politique ils furent remis à M. de

---

avait commencé l'enquête ; 2° dans l'arrêt du Conseil d'Etat du 7 août 1656, dont il sera parlé plus loin.

On remarquera l'irrégularité des diverses procédures auxquelles donnèrent lieu les évènements dont le récit précède.

C'est d'abord la Jurade, qui par ses arrêtés, expulse les suspects, parmi lesquels le premier président de la Brousse ; puis, ce sont des enquêtes au requis de Dautrery, d'abord, devant Eymeric de Grézel, lieutenant-assesseur, puis, sur récusation, devant François de Monzie, lieutenant-particulier, contre les auteurs de la capitulation et des troubles qui ont suivi. Le premier président est donc impliqué devant des enquêteurs, ses subordonnés hiérarchiques.

Tous les ressorts de la justice étaient faussés.

Marin. Campagnac était un ôtage précieux. Les généraux royalistes cherchèrent donc à en tirer parti pour éteindre, par son moyen, un dangereux foyer d'hostilité. Sceptique en matière politique, irondeur par intérêt, véritable brigand, en fait, il avait servi au siège de Sarlat, et, pendant l'occupation avait contribué, pour une large part, à rançonner la ville tombée au pouvoir de Marchin. Il ne faisait pas, d'ailleurs, exception dans sa famille. Le vieux seigneur de Fages, Bernard de Montesquiou, son père, avait donné à ses enfants, l'exemple de l'indépendance la plus absolue. Toujours en expéditions, sous le prétexte de servir la Fronde, rien n'était sacré pour eux et tout était de bonne prise. Pour eux, une seule loi, la loi du plus fort ou du plus habile. Depuis le commencement des troubles, ils mettaient en coupe réglée, à main armée, tout ce qui se trouvait à leur portée, nes'arrêtant devant aucune violence. Grâce à eux, la ville de Saint-Cyprion s'était jetée dans les bras de Condé, devenant un véritable nid de factieux.

Maître du chevalier de Campagnac, Candale posa ses conditions. Celui-ci s'engagera à ne plus porter les armes contre le Roi, de plus le seigneur de Fages fera sa soumission. Bernard de Montesquiou se vit obligé, en maugréant, sans doute, d'engager sa parole.

Le 11 mai, il fit officiellement sa soumission, déclarant vouloir jouir de l'amnistie accordée par le Roi aux rebelles et promettant, d'honneur, en son nom et au nom de ses enfants, de ne plus porter les armes que pour le service du Roi.

Quant à Terri, il promit tout ce que l'on voulut et fut relâché avec son maître.

Était-ce de la bonne politique ? Candale le crut. Les Sarladais ne furent pas longtemps de cet avis.

A peine Candale et Marin eurent-ils quitté le Sarladais que les Montesquiou reprirent sans vergogne leur vie de brigandage. Ils considérèrent, sans doute, leur serment comme nul et non avenu, arraché par la force. Leur haine pour les Sarladais s'est accrue ; ils ne rêvent que vengeance et butin.

Le 23 juillet, sur la foi des promesses et de la foi jurée, M. Eymeric de Grézel, lieutenant en l'Élection de Sarlat, et

Raymond Gisson, avocat, se retiraient à Sarlat, revenant du château de la Roque des Péagers, à cheval, seuls, sans autres armes que des pistolets. A mi-route, entre Meyrals et Sarlat, ils sont attaqués par une bande de gens armés. C'est Jacques de Montesquiou, dit l'abbé de Fages, avec Blaise son frère, chevalier de Campagnac, à la tête de quelques coquins déterminés : Guillaume Terri, dit Lagorsse, notre vieille connaissance, David Roudier, La Bourdarye, dit le Béarnais, Antoine Roque, de Plazac ; Jean Chapaud, de Saint-Cyprien. Jeté bas de son cheval, Grézel est, tout d'abord, roué de coups, lestement détrossé de son argent, dépouillé de ses vêtements. On lui prend ses papiers, on lui vole son cheval. Quant à lui, il est enlevé. Cette nouvelle est apportée à Sarlat. L'indignation est à son comble, mais l'inquiétude est grande. Les hostilités recommenceraient-elles ? Certains avis font craindre une nouvelle prise d'armes. La ville est dégarnie. Cent hommes de ses milices et des meilleurs sont en expédition autour de Périgueux, sous les ordres de Sauvebeuf.

Dans le doute, craignant une attaque, les consuls écrivirent au général une lettre pressante :

Monseigneur, les fréquens avis que nous avons qu'auprès font provision de peles, peccs et autres outils et grandz provizons de farines, nous done subject de craindre qu'on aye dessaing sur nous, qui nous oplige de vous en donner advis et comme aussi l'abbé de Fages et le chevalier, son frère, ont fait prisonnier MM. de Grézel et Gisson depuis avant yer, au préjudice de la parolle que Monsieur de Fages père, et le baron, son fils, avec ceux de Saint-Cyprien avoient donnée à Monsieur de Candalle de ne porter les armes que pour le service du Roy, en conséquence de laquelle parolle, son Haltesse avoit faict notable remise aux habitans de Saint-Cyprien qui, pour actions de grâces, se sont trouvés à ceste prinse, et Laguorsse, à qui M. de Marin avoit donné la vie hors de la reprinse de ceste ville, soubz la condition et serment de ne servir jamais que le Roy, et néanmoins voyes quelle sûreté il y a à tout cella.

Nostre communauté recourt à vous pour obtenir, par vostre moyen, ce qu'elle en espère et que, veu tant de menasses et de provisions qui se font de ces lieux et autres, vous jugerez, Monseigneur, la nécessité que nous avons de nous réunir avec nos milices, si, par bonheur, vous vous en pouvez passer et [non seu] llement l'espé [rons

de vostre] bonté [pour] nous, mais encore d'autre secours, suivant la nécessité que nous en pouvons avoir et serons toujours aussy prêts à vous obéyr que nous faisons gloire de vous dire, Monseigneur, vos très humbles et très obéyssants serviteurs.

Les consuls de Sarlat,

REYNAL, consul,

DEVAUSSANGES, consul.

A Sarlat, ce 26 juillet 1653.

Au dos : A Monseigneur, monseigneur le marquis de Sauvebeuf, général de l'armée du Roy en Périgort (1). (Original, archives de Gérard.)

Quatre jours avant l'envoi de cette lettre, le 22 juillet, la ville avait envoyé au marquis de Sauvebeuf, 100 hommes d'infanterie et de cavalerie, sous les ordres du chirurgien Vayssières.

Revenons à M. de Grézel, que nous avons laissé dans les bois de Meyrals, aux mains des Montesquiou. Quant à Gisson, séparé de son compagnon, il dut recouvrer sa liberté quelques jours plus tard, après rançon, sans doute. Son nom n'est plus prononcé et il n'intervint pas, semble-t-il, dans l'action judiciaire qui suivit.

Grézel est donc enlevé par les Montesquiou. Il est mené au village d'Elbœuf, où on achève de le dépouiller. On lui fait traverser la Vèzère et on le conduit dans les bois qui entourent le château du Peuch. Il est enfermé dans une grotte et laissé pendant trente-six heures, sans nourriture, menacé de mort s'il ne paye pas une rançon de 20.000 livres. Cette retraite n'est pas jugée assez sûre. Dans la crainte d'un enlèvement, ses gardiens lui font traverser de nouveau la Vèzère et le jettent dans une basse fosse du château de Marzac, où il passe

---

(1) On remarqua que cette lettre n'est pas signée de Rupe de Surguier et de Roquejoffre, second et troisième consuls. Avaient-ils été suspendus de leurs fonctions, à la suite de leur rôle dans l'émotion populaire du 13 juillet précédent, qui donna lieu à une enquête judiciaire devant M. de Grézel ? Jugea-t-on qu'il valait mieux, écrivant à M. de Sauvebeuf, pour lui demander secours en cas d'attaque nouvelle des Frondeurs, passer sous silence ces deux consuls, compromis avec la Brousse ?

huit jours, au pain et à l'eau. Ce jeûne sévère ne vient pas à bout de Grézel. Par prudence, on l'enlève de Marzac, on le traîne, de nouveau, au village d'Elbœuf qui offre toutes garanties de sécurité. Non loin du village se dresse un rocher, entouré de falaises à pic et de précipices. Grézel est hissé sur l'étroite plate-forme par des échelles et des cordes, où il resta jusqu'au 18 août, la mort entre les dents, menacé des dernières violences, par ses gardiens, exaspérés de sa résistance à leurs convoitises.

Sur ces entrefaites, les amis du prisonnier traitent avec les Montesquiou, qui, rabattant leurs prétentions, se contentent d'une rançon de 2.000 livres et donnent sa liberté à Grézel, qui perdit, en outre, son cheval, ses pistolets, ses vêtements et ses papiers.

Dès le lendemain de l'enlèvement d'Eymeric de Grézel, sa femme Catherine de Philopald, avait déposé une plainte entre les mains de M. d'Aymerique, lieutenant-criminel. Après information sommaire, le Présidial retient le fait pour le juger prévôtalement, c'est-à-dire en dernier ressort et sans appel. L'instruction se poursuit avec une sage prudence, pour ne pas gêner les négociations. Grézel, remis en liberté, joint sa plainte et l'affaire se trouve bientôt en état d'être jugée.

Le 22 octobre (*alias* novembre) 1653, la Cour présidiale condamne les inculpés à la peine de mort, les Montesquiou à avoir la tête tranchée, leurs complices à être pendus ; elle les condamne, en outre, solidairement, à 10.000 livres d'amende, à 3.000 livres de dommages-intérêts et aux dépens.

Malheureusement, si le jugement était souverain, il n'était rendu que par contumace. On n'avait pu mettre la main sur les inculpés.

Le jugement fut donc exécuté platoniquement, par effigie, sur la place Royale, le 20 décembre suivant (1).

---

(1) Le texte du jugement n'existe plus. Peut-être fut-il soustrait du greffe par les intéressés, pour enlever la preuve de cet acte de brigandage, ce qui arrivait fréquemment dans des cas analogues. Peut-être fut-il enlevé, par ordre supérieur avec toutes les pièces concernant les procès multiples qui furent la conséquence de la capitulation de Sarlat. Ces dates, de jugement et d'exécution, sont rappelées dans un mémoire adressé au Conseil d'Etat, par Eymeric de Grézel, dans les années qui suivirent. (Arch. de Gérard).

L'affaire n'en resta pas là.

Les Montesquiou ne se tinrent pas pour battus et ne voulurent pas rester sous le coup d'un décret de prise de corps.

Ils ne se risquèrent pas à purger leur contumace, mais, soulevant toutes sortes d'incidents juridiques, avec une habileté qui dénote la main d'un homme du métier, au courant des ressources infinies qu'a réservées de tout temps le maquis de la procédure à qui sait s'en servir.

Ne pouvant faire appel, ils se pourvurent en cassation devant le Conseil d'Etat.

Les motifs invoqués étaient les suivants : ils récusaient leurs juges comme suspects ; ils étaient couverts par l'amnistie ; ils étaient, en outre, couverts par un ordre du Prince de Conti, du 16 avril 1653, leur ordonnant de courir sus aux habitants de Sarlat.

Ces moyens étaient mauvais, est-il besoin de le dire ?

Tous les accusés de crimes de droit commun ont toujours suspecté leurs juges.

L'amnistie invoquée était antérieure à l'enlèvement et à la mise à rançon de Grézel, et les Montesquiou négligeaient de dire qu'ils avaient solennellement juré, le 11 mai 1653, au duc de Candale de ne porter les armes que pour le service du Roi.

Quant à l'ordre du Prince de Conti, du 16 avril 1653, il émanait, à cette date, d'un sujet rebelle si, toutefois, il avait été réellement donné, car on crut qu'il avait été sollicité après coup, antidaté et délivré par le Prince, pour sauver d'anciens partisans qui avaient oublié que le temps avait marché.

Ces moyens, bien que mauvais, obtinrent cependant le résultat cherché. La politique n'était pas encore à la répression sévère, mais à la pacification par des transactions et l'indulgence. Le procès fut évoqué au Conseil d'Etat.

On ignore la solution, mais il est à croire que le Conseil fut pour les Montesquiou moins sévère que le Présidial de Sarlat et que l'affaire fut classée ou intentionnellement oubliée.

Non contents d'avoir soulevé, par cet acte de brigandage, l'indignation des Sarladais, les Montesquiou semblent avoir pris à tâche de les braver et exaspérer.

Au cours même des poursuites, au moment où le jugement allait être rendu contre eux, dans les premiers jours d'octobre 1653, la même bande arrête M. Raymond Fontalbe, avocat, et le retient prisonnier, déclarant bien haut qu'ils continueront, malgré tout, leurs courses contre les habitants de Sarlat. La plainte est du 5 octobre.

Au mois de février suivant, c'est à un modeste ouvrier de Sergeac, François Carrols, qu'ils s'attaquent. Ils l'enferment dans une grotte jusqu'au paiement d'une rançon de 500 livres. Ici la haine politique est évidente. Non seulement Carrols avait déposé dans l'affaire Grézel ; mais on se rappelle qu'il avait été appelé, comme expert, à évaluer, sous la foi du serment, les dégâts commis par les Frondeurs dans les biens d'Armand de Gérard, seigneur du Barry, dans ceux d'Antoine de Saint-Clar et dans le territoire de la ville de Sarlat et de sa banlieue.

Ce n'est pas tout. Le même mois, M. de la Dieudye, procureur du Roi, envoie à son collègue de Périgueux un courrier, le sieur Bulliac. Lagorsse l'arrête, s'empare des lettres dont il est chargé, les déchire, protestant qu'il eût voulu tenir le procureur du Roi pour mettre son corps en lambeaux. Ceci était un acte de vengeance personnelle. La Dieudye avait, on s'en souvient, capturé le chevalier de Montesquiou de Campagnac et Lagorsse, le 24 mars 1653, et ce ne fut pas sa faute si le bourreau n'avait pas arrêté brusquement, à cette date, le cours de leurs exploits.

Cette rancune haineuse fut tenace, car nous en trouvons trace vingt ans après.

En 1677, Jean-Jacques de Montesquiou, ci-devant abbé de Fages, se faisant appeler le marquis de Sainte-Colombe et Bernard de Comarque, seigneur de Beyssac, accompagnés d'un homme à cheval, tentèrent d'assassiner Jean de la Dieudye, procureur du Roi, François de la Dieudye, sieur du Bos et Joseph de la Dieudye, sieur de la Plane, ses fils. Le guet-apens eut lieu sur le grand chemin de Sarlat à Domme, aux portes de Sarlat. (Arch. dép. Dordogne, B. 1435.)

Cette attaque du procureur du Roi fut-elle motivée par la fin tragique du vieux baron de Montesquiou, le chef de cette

famille d'irréguliers ? C'est possible. En 1675, le Roi accorda des lettres de grâce à Samuel Galand, bourgeois de Saint-Cyprien, qui, en se défendant, aurait tué d'un coup de pistolet, dans une rue de Saint-Cyprien, Bernard de Montesquion. Il est dit dans les considérants que les Montesquiou, seigneurs de Ste-Colombe et Fages, père, fils et petit-fils, tyrannisaient depuis plus de quarante ans les habitants de la ville et de la seigneurie de St-Cyprien, qu'ils avaient acquise de l'archevêque de Bordeaux (1). (Arch. dép. Dordogne, B. 1675.)

Beyssac n'en était pas, non plus, à son coup d'essai.

En 1673, Bernard de Comarque, sieur de Beyssac et le chevalier de Falguyrat, accusés d'assassinat par Jean de la Dieudye, sieur de Nauvals, furent condamnés par le Présidial à être bannis du ressort pendant cinq ans, à 800 livres d'amende et à payer les médicaments et chirurgiens, à dire d'experts. (*Ibid.* B. 1675.) Beyssac avait manqué son coup ; mais une nouvelle attaque fut suivie de la mort du même Jean de la Dieudye.

La même année, Bernard de Comarque, Guillaume Mandran, son valet, et Raymond Buguat, tisserand, sur la plainte de Catherine de Bonnefoux, veuve de Jean de la Dieudye, sieur de Nauvals, convaincus de meurtre et d'assassinat avec guet-apens, furent condamnés par le Présidial de Sarlat à être roués vifs, à 4.000 livres d'amende et 300 livres pour faire prier Dieu pour l'âme du défunt. (*Ibid.* B. 1675.)

Bernard de Comarque, que la justice n'avait pu saisir, ne devait pas tarder à payer sa dette.

On connaît sa fin tragique. Traqué par la maréchaulsée, chargée de le saisir au corps, acculé contre les murs de son château de Beyssac, il fut tué en se défendant. Le château de Beyssac fut démoli, en vertu d'un jugement de l'Intendant, du 9 décembre 1679. (Arch. des notaires de Meyrals. Note de M. A. Jouanel.)

Il est curieux de remarquer que la fille unique de Bernard de Comarque, petite-fille d'Anne de Montesquiou de Fages, épousa en 1692, Guillaume de la Brousse, neveu du

---

(1) Ils n'avaient acquis, en réalité, que partie de la justice.

premier président, dont il a été tant parlé, dans les pages précédentes, et que celui-ci épousa en secondes noces en 1694 Jacqueline de Blancher de Lostanges, veuve du baron Bernard de Montesquiou de Fages.

Revenons à Sarlat d'où cette longue digression nous a éloignés pour un temps.

VICOMTE DE GÉRARD.

(A suivre)

LIVRE DE COMPTES

DE 1732

Je viens d'avoir l'agréable surprise de mettre la main, parmi de vieux papiers, sur un livre de comptes de la famille de Chapt de Rastignac.

Ce livre, dont quelques feuillets seulement ont été utilisés, nous donne de précieuses indications sur les prix des denrées et de quelques objets domestiques, dans la première moitié du XVIII^e siècle.

Il indique, au jour le jour, les dépenses faites par un certain Danguinam, cuisinier ou majordome, pour le compte de ses maîtres, pendant un séjour qu'ils firent à Périgueux, au cours de cette année 1732, du 16 juin au 9 juillet.

Je dis à Périgueux, bien que le nom de cette ville ne soit pas indiqué sur le livre ; mais je crois qu'à cette époque, Périgueux seulement pouvait permettre un approvisionnement aussi important et aussi varié.

Les quelques extraits ci-dessous, dans lesquels nous respectons l'orthographe, pourront peut-être intéresser quelques lecteurs du *Bulletin*.

MÉMOIRE des desboursés depuis l'arresté de compte du 15 juin 1732.
Le lundit 16 juint 1732 nous relevons :

	LIVRES	SOUS	DENIERS
p ^r trois paint d'une livre chaque.....		9	
p ^r deux bouteilles et chaupine de vin.....	1		
p ^r un demis carterom deuf.....		8	

LA FRONDE A SARLAT

(*Suite et fin*).

VIII

TROUBLES ET FACTIONS (*Suite*).

Nous avons laissé le procureur-syndic Dautrery au moment où il déposait, entre les mains d'Antoine de Grézel, plainte des injures qu'il avait reçues des consuls de Reynal et Roquejoffre, au cours de l'émotion populaire du 13 juillet 1653. Grézel avait repris, dès les premiers jours de ce même mois, l'enquête commencée le 28 mars précédent, au requis du procureur du Roi de la Dieudye, sur les faits de trahison et faits dérivés. Il reçut donc la plainte de Dautrery. Un acte du pouvoir souverain vint interrompre ces procédures.

Le Roi, par ses lettres patentes, données au mois d'août 1653, accorda une amnistie aux habitants de la Guyenne. Dans la pensée du Gouvernement, la paix devait être ainsi ramenée dans les esprits par l'oubli du passé.

Les résultats furent tout autres.

Après la tragédie du 13 juillet, La Brousse peu rassuré sur les suites des procédures ouvertes contre lui, n'osa pas poursuivre les auteurs inconnus de la mort de son père, reconnaissant et déclarant publiquement « que cette mort était un accident qu'on ne pouvait ni prévoir, ni éviter, et qu'on ne pouvait inculper personne. » (Arrêt du 7 avril 1656.)

Mais dès que l'amnistie fut publiée, se sentant couvert, il se hâta de saisir le Parlement de Bordeaux, inculquant le procureur-syndic Dautrery, Antoine de Grézel, lieutenant-

assesseur au Présidial, Pierre de Grézel, son fils (1), de Chastres (2), Aoustier, Derrupe et autres.

Le Parlement relint la plainte (3).

De leur côté, Jean Fajol, greffier en l'Élection et le conseiller Jean Mariel, sieur de Pechrousier, ne restèrent pas inactifs. Assurés, eux aussi, de l'impunité, ils se pourvurent en cassation devant le Conseil d'État, qui, par son arrêt du 12 mars 1654, annula l'information ouverte contre eux le 28 mars 1653, au requis du procureur du Roi.

L'amnistie produisait des effets inattendus, ouvrant une ère de nouvelles difficultés. Elle donnait des armes aux Frondeurs, et liait les mains aux royalistes.

Ceux-ci ne se tinrent pas pour ballus.

« ... Ils ne crurent pas que S. M. eust entendu remettre et abolir un crime dont elle n'avoit pas eu cognoissance, et qui, dans son atrocité, ne se pardonne point, selon les maximes de la jurisprudence romaine soubz lesquelles la ville de Sarlat est régie..... ». (Arrêt du 7 avril 1656).

Ils estimèrent donc que l'amnistie, conçue en termes généraux, ne pouvait couvrir la trahison qui n'était pas visée spécialement, et que, s'il y avait lieu à interprétation, le Roi seul avait qualité pour préciser sa volonté.

Partant de ce point de vue, défendable en droit, ils firent ouvrir une nouvelle information, le 20 octobre 1653, au requis

---

(1) Pierre de Grézel, fut lieutenant assesseur au Présidial, sur la résignation de son père, et mourut en 1667, revêtu de sa charge; épousa Marguerite de Grézel, sa cousine, veuve de Pierre Sanissou, fille d'Eymeric de Grézel, lieutenant principal en l'Élection et de Catherine de Philopald. Ils eurent une fille restée unique, Jeanne de Grézel, mariée en 1686 à François de Javel, chevalier, seigneur de Giverzac.

(2) Guillaume Chastes, avocat (1598-1661), fils de Jean et de Catherine Dautrery.

(3) La plainte paraît avoir été portée directement au Parlement de Bordeaux. « L'émotion populaire » était cependant un des cas royaux, de la compétence du Présidial, qui avait juridiction pour juger souverainement. Il est probable que ce fut la qualité de magistrat présidial, d'un des inculpés, qui rendit le Parlement compétent, dans ce cas particulier.

du procureur-syndic Dautrery, devant François de Monzie, lieutenant particulier (1).

Cette enquête porte uniquement sur les faits postérieurs à la reprise de la ville, sur l'expulsion des particuliers soupçonnés de l'avoir livrée, sur la sortie et la rentrée de La Brousse, et sur les troubles du 13 juillet (2).

La Brousse avait porté plainte au Parlement de Bordeaux contre ceux qu'il rendait responsables de la mort de son père. Un arrêt, par défaut sans doute, du 19 juin 1654, décerna prise de corps contre Grézel et les autres inculpés. (Arrêt du Conseil d'Etat du 7 avril 1656).

La Brousse eut-il des doutes sur l'arrêt définitif à intervenir ? C'est probable. Il avait pourtant des parents et des amis dans la Cour, et celle-ci avait donné assez de gages à la Fronde, pour que sa bienveillance lui fût acquise. Mais, de son côté, Grézel était apparenté dans le Parlement. A une date postérieure à l'arrêt du 19 juin 1654, La Brousse présenta une cédula, aux fins de récusation, de dessaisissement et de renvoi devant un des Parlements de Toulouse, Aix ou Grenoble, par les motifs que celui de Bordeaux était suspect. La Cour rejeta sa demande par son arrêt du 14 juillet 1654 (3).

La Brousse se pourvut en cassation et réclama une enquête qui fut faite, le 4 octobre 1654, par Gérald de Baritault, lieutenant-particulier au Sénéchal de Guyenne, à ce commis. Elle établit que de nombreux conseillers du Parlement, étaient, en effet, parents ou alliés de Grézel, notamment ceux du nom de Pontac (4).

---

(1) Le procureur du Roi de la Dieudys, qui avait fait les premières réquisitions, devait avoir les mains liées par le recours en cassation pendant au Conseil d'Etat. Il en était de même, sans doute, pour Grézel, le premier enquêteur.

(2) Cette enquête est incomplète des dernières pages. Les conclusions manquent.

(3) Mentionné dans le second arrêt du Conseil d'Etat du 17 septembre 1655.

(4) Antoine de Grézel avait épousé, le 12 janvier 1626, Jeanne du Sault, fille de Pierre du Sault, sieur de la Roche, conseiller-secrétaire du Roi, maison et couronne de France à Bordeaux, et de Anne-Catherine de Pontac, celle-ci sœur du procureur-général de Pontac.

Non content de poursuivre la punition de la mort de son père, La Brousse introduisit une autre instance en cassation des procédures faites contre lui, au requis du procureur-syndic Dautrery, sur le fait de la trahison.

Le Conseil d'Etat admit les deux recours.

L'absence de documents ne permet pas de préciser le rôle de la municipalité, pendant ces multiples conflits. Il est probable que les consuls royalistes ne se firent pas faute d'appuyer les revendications de leurs amis (1).

Le 25 mars 1655, une nouvelle municipalité fut élue.

Les consuls nommés furent : François de Monzie, lieutenant-particulier, Aymé de Maraval, avocat, François Lascoux, procureur, Guillaume Saly, bourgeois. Le procureur syndic fut Pierre de Gonet, docteur en droit (2).

Ce sont des royalistes. François de Monzie avait même procédé à l'enquête ouverte le 2 octobre 1653, au requis du procureur-syndic Dautrery.

Maîtres de la municipalité, et forts de son appui, les royalistes continuèrent les poursuites sous une autre forme, en laissant de côté, pour le moment, les présidents de La Brousse et de Fajol.

Le 9 mai 1655, les hostilités reprirent avec violence. Ce jour-là, une nouvelle accusation de trahison fut formulée, en

---

(1) On trouve comme consuls de Sarlat en 1654-1655 La Dieudye, La Coste et Yzac; le nom du quatrième manque. Les trois premiers sont connus uniquement par leurs signatures. Il est probable que le premier consul était Jean de la Dieudye, procureur du Roi. De la Coste et Yzac devaient être les avocats de ce nom.

(2) François de Monzie, seigneur de Massaut, fils de Guillaume de Monzie, sieur de Massaut, aussi lieutenant-particulier, et de Monde de Veyssières, épousé en 1651, Jeanne de Grézel, fille d'Antoine, lieutenant assesseur, et de Jeanne du Sault.

Aymé de Maraval, avocat, fils d'Antoine, aussi avocat, et de Judith Barry, marié : 1^o à Marguerite Duressès ; 2^o à Marguerite Dalix.

Pierre de Gonet, sieur de La Roque (1627-1657), docteur en droit, frère d'autre Pierre de Gonet, prêtre, docteur en théologie et en droit, syndic de Sarlat en 1652, et compromis lors du siège, comme frondeur. Son frère par contre, était royaliste. La propriété de la charge de procureur syndic avait été acquise par Pierre de Gonet, l'aîné, de la communauté, par actes des 20 et 21 décembre 1654, homologués au Parlement le 4 mars suivant.

pleine jurade, contre le conseiller Jean Mariel, sieur de Pechrousier, et Jean Fajol, son beau-père (1), Mariel, pris sans doute, comme consul en exercice au moment de la capitulation. Les faits produits durent être bien précis, puisque le procureur-syndic de Gonet prit aussitôt des réquisitions sur lesquelles une information secrète fut ouverte devant les consuls le lendemain 10 mai, et continuée les jours suivants. Le 11 mai, les consuls décernèrent prise de corps contre les inculpés, ordonnant leur mise à la Conciergerie, pour leur être fait procès criminel.

L'instruction close et l'affaire mise en état, les consuls, par leur jugement du 5 juin 1653, condamnèrent à mort, par contumace, Mariel et Fajol (2). Mariel et Fajol devaient être, soit à Paris, soit à Bordeaux, pour suivre leurs procès (3).

Sur ces entrefaites, le Parlement de Bordeaux avait donné, le 14 juin 1653, un arrêt ordonnant que tous les habitants de Sarlat, sans exception, jouiraient du bénéfice de l'amnistie, accordée par le Roi au mois de décembre 1653. (Arrêt du 7 avril 1656). Le Parlement avait outrepassé ses droits. Le Roi seul, en son Conseil, avait qualité pour interpréter un acte souverain de juridiction gracieuse.

Cet arrêt dut toutefois arrêter pour un temps le cours des procédures ; mais les Frondeurs ne pouvaient oublier les poursuites exercées contre deux des leurs, avec une rigueur qu'il est difficile de ne pas trouver excessive.

---

(1) Jean Fajol était le père du second président présidial, Georges de Fajol.

(2) Arch. dép. E. Cartons Sarlat. Tous les documents dont la source n'est pas indiquée, sont tirés des archives de Gérard.

(3) Il y avait à Sarlat deux juridictions consulaires. La première était constituée par un juge unique, nommé en « parage » par l'évêque et les consuls. Il portait le nom de « conjuge » et jugeait au civil, avec appel au Sénéchal. La deuxième était formée par les consuls eux-mêmes, qui jugeaient en première instance, au criminel, avec appel, soit au Sénéchal, soit au Présidial. Mariel et Fajol firent appel, évidemment, de la condamnation qui les frappait. Peut-être se retirèrent-ils directement devant l'Intendant Gédéon Tallemant, qui avait sous sa juridiction l'administration municipale ? Ils semblent avoir pris à partie leurs juges consulaires.

Quelques semaines, peut-être quelques jours après cet arrêt, dans les premiers jours de juillet, l'avocat du Roi, Raymond de Bonet, qui se sentait moralement atteint par la condamnation qui frappait le conseiller Mariel, son ancien collègue du consulat, en 1652-1653, prit violemment à partie le premier consul de Monzie, allant, dans sa colère, jusqu'aux injures et même jusqu'aux voies de fait. Bonet avait dépassé la mesure ; il le comprit, et fit déclarer par son beau-père, Géraud Martini, receveur des tailles, dans la jurade du 26 juillet 1655, qu'il se soumettait à telle satisfaction que M. de Monzie exigerait.

« ..... Laquelle sousmission entendue par led. sieur de Monzie, premier consul, il a déclaré que veu ladite sousmission, il dispense led. sieur de Bonnet de lad. réparation pour tésmogner sa civilité et générosité, et s'en remet absolument à ce qu'il plaira à la Jurade en ordonner.

« Sur quoy, ledict sieur de Bonnet a déclaré qu'il n'a eu intention d'offenser de parolles, ni de fait, ledict sieur de Monzie, premier consul, que si néanmoins il l'a hurlé ou frappé, ou offensé de parole ou de fait, il luy en demande pardon et à la Jurade aussy. »

La Jurade accepta ses excuses et pria M. de Monzie de s'en contenter. Copie de la Jurade fut remise à M. de Monzie, et l'incident fut clos.

Pendant que ces évènements se passaient à Sarlat, les diverses instances engagées suivaient leur cours devant le Conseil d'Etat qui les avait évoquées.

On trouve mention de deux arrêts du Conseil, l'un du 18 juin, l'autre du 3 août 1655, ordonnant que les parties seraient assignées devant lui, pour voir juger leurs procès, et que, dans le mois, les premier et second consuls se présenteraient en personne. Toute exécution de jugement est sursise, mais les informations commencées devant l'Intendant Talle-
mant seront continuées (1). Ces arrêts étaient par défaut. Il est bien certain que les consuls ne se présentèrent pas, et

---

(1) Ces arrêts sont mentionnés dans celui du 7 avril 1656. Gédéon Talle-
mant des Réaux, né protestant, abjura. C'est l'auteur des trop fameuses
Historiettes.

usèrent de tous les moyens dilatoires, dont la procédure ne fut jamais avare.

Le Conseil d'Etat, à la suite des divers appels, évocations, recours en cassation, se trouvait donc saisi, dans le courant de 1655, de tous les procès pendants entre royalistes et Frondeurs. C'est donc là que les intéressés devaient concentrer leurs efforts pour faire aboutir leurs revendications.

Le président de La Brousse et Veyssières-Puylebreuil sont signalés à Paris, dès le commencement de septembre faisant agir leurs influences (1).

M. d'Aymerique, alors à Paris, s'était chargé des intérêts des royalistes. Dès le mois d'août 1655, il écrivait à ce sujet à ses amis de Sarlat. Les instances étant en état, deux arrêts furent prononcés, émanant de deux chambres différentes du Conseil d'Etat, et, chose étrange, datés l'un et l'autre du même jour, 17 septembre 1655. Il est difficile de voir dans ce fait une simple coïncidence. Ce fut évidemment voulu.

Le premier arrêt, émanant probablement du Conseil d'en haut, statuait sur la récusation du Parlement de Bordeaux, demandée par La Brousse, et l'évocation de son procès devant un des Parlements de Toulouse, Aix ou Grenoble.

Le Conseil, sans s'arrêter à l'arrêt du Parlement de Bordeaux du 14 juillet 1654, le dessaisit, évoque l'instance et la renvoie devant le Parlement de Dijon. Celui-ci aura juridic-

---

(1) D'Aymerique à Eymeric de Grézel, de Sarlat, de Paris, le 6 septembre, 1655. Bertrand d'Aymerique, sieur de la Bénéchie, lieutenant-criminel aux sièges de Sarlat, devait être à Paris pour l'obtention des provisions de son office, vacant par la mort de son père Eymeric, décédé le 18 juillet 1652, le laissant, semble-t-il, mineur de 25 ans.

Bertrand de Veyssières, sieur de Puylebreuil, avocat, receveur des décimes, épousa, vers 1640, Micheline de Fajol ; il était fils de Bernard, avocat, et de Liette de la Dieudye. La présence de Puylebreuil à Paris était motivée par un procès que lui avait intenté la communauté, et qu'on trouve pendant, les années suivantes, devant le Conseil d'Etat et la Chambre des Comptes. La communauté lui demandait de justifier de l'emploi d'une somme de 80.700 livres, qu'il avait perçue, en qualité de collecteur, en 1650, et dont il n'avait pas rendu compte. Cette somme avait été levée sur le ressort, pour la subsistance de dix compagnies du régiment de Picardie, logées en quartier à Sarlat.

tion pour connaître les faits de trahison « ... ces faits n'étant pas compris dans l'amnistie donnée par le Roi au mois d'août 1653. » Les inculpés (de Grézel et autres) purgeront, dans huitaine, le décret rendu contre eux, le 19 juin 1654, sous peine de conviction.

Le second arrêt, rendu aux requêtes de l'Hôtel, jugeant en appel les procédures faites au requis de la municipalité, et devant l'Intendant Tallemant, décidait qu'il n'y avait pas lieu de poursuivre La Brousse et autres sur le fait de la trahison, « ces faits étant couverts par l'amnistie donnée par le Roi au mois d'août 1653. » Le procureur-syndic était condamné personnellement aux dépens, sans recours contre la communauté.

Ces deux arrêts, bien que par défaut, étaient un succès pour les Frondeurs qui avaient gain de cause sur deux points principaux. La poursuite relative à la mort de Pierre Brousse était admise. Les poursuites contre les inculpés de trahison étaient arrêtées.

La Brousse avait évidemment fait jouer de puissantes influences. La comparaison de ces arrêts semble le prouver.

Les royalistes avaient eu le tort de s'endormir. Il est probable que M. d'Aymerique, trop jeune, n'avait pas eu les moyens de suivre les affaires engagées et surtout d'opposer influences à influences.

Ils se hâtèrent de réparer cette faute.

Antoine de Grézel, lieutenant assesseur au Présidial, l'avocat Guillaume de Chastres et Antoine de Cordis, sieur de Viviers, docteur en droit, furent envoyés à Paris, avec mission d'arrêter l'effet des deux arrêts du 17 septembre, et de poursuivre la défense de leurs intérêts (1).

---

(1) Il leur fut attribué une somme de 2 livres par jour, à chacun, environ 10 fr. de notre monnaie, pour leurs frais de séjour. Pour faire face aux dépenses nécessaires, le groupe actif royaliste constitua une caisse commune, — 25 août 1655. — Emprunt solidaire de 746 livres, 13 sols, 4 deniers, contracté à Guillemin de Montvalat, dame de Puymartin, par François de Monzio, lieutenant-particulier ; Jean de la Dieudye, procureur du Roi ; Gérald de Cordis, sieur de Taydes, conseiller au Présidial ; Pierre de Cordis, avocat ; Antoine de Cordis, sieur de Viviers, docteur en droit ; Louis de Maraval, président en l'Élection ; Raymond Fontalbe, avocat ; Raymond Formigier, avocat ; Aymé de Maraval, avocat ; Eyméric de Grézel, lieutenant en l'Élection.

Partis de Sarlat, vers le milieu d'octobre, ils arrivèrent à Paris avant le 20.

La Brousse avait été immédiatement prévenu de leur départ. Il se hâta de faire amplifier à Dijon le décret de prise de corps, obtenu à Bordeaux le 19 juin 1654, contre Grézel et autres, pour faire arrêter les voyageurs dès leur arrivée à Paris.

Mais les royalistes étaient sur leurs gardes.

« ... Messieurs de Grézel et de Chastres sont arrivés ici, depuis vendredi, en parfaite santé et bonne résolution dont vous autres ne devez pas manquer ; car vous avez avoir beau jeu. Nous leur envoyasmes au-devant, à six lieues d'ici pour les avertir que B. avait fait amplifier son décret à Dijon. Nous les avons fait mettre en lieu de sûreté. Ayez courage, l'affaire va prendre un train que nos ennemis n'auront pas subject de se féliciter (1). »

La situation était, en réalité, plus difficile que ne le pensait d'Aymeric. Dès leur arrivée, les agents royalistes se mirent à l'œuvre, confiant leurs intérêts à M^e Guillaume Tournier, avocat aux Conseils du Roi.

« ... Je vous assure, écrit de son côté, le 27 octobre, Antoine de Grézel à son cousin Eyméric de Grézel, comme les affaires se mènent d'une étrange façon... il n'y a souplesse n'y artifice duquel cet infâme ne se serve pour nous opprimer... Je ne vous cacherai pas que vostre conseil a de grandes défiances de vostre cause, confirmées par ces amnisties qui sont si communes en ce pays-ci... »

La comparaison des textes des deux arrêts du 17 septembre en fit immédiatement ressortir les points faibles.

Dans l'un, les juges déclarent que l'amnistie ne couvre pas les faits de trahison ; dans l'autre, ils déclarent que l'amnistie les couvre. Cette antinomie viciait les deux arrêts et les frappait de nullité essentielle.

D'un autre côté, M. de Rupe, un des inculpés, n'avait été ni ouï, ni appelé.

Deux nouvelles instances en nullité furent donc ouvertes au Conseil, et arrêtaient toute exécution.

---

(1) D'Aymeric à Eyméric de Grézel, à Sarlat. Paris, 20 octobre 1655.

Divers incidents secondaires permettent de se rendre compte du degré d'acuité des relations entre les adversaires.

Antoine de Grézel avait failli être pris au corps dès son arrivée à Paris. Messieurs de Leygue, royalistes, furent emprisonnés pour des motifs que nous ne connaissons pas. En même temps, le président Brousse faisait emprisonner le sieur Garrigue. Les royalistes répondent par les mêmes procédés.

« ... Je vous écrivois par le dernier courrier, en faveur de Garrigue, que B. a fait emprisonner... du depuis, il a fait prendre le président Brousse, en vertu d'un décret du Parlement de Bordeaux (1) ».

« M. de Viviers (Antoine de Cordis)... a été fait prisonnier. Il n'y a demeuré qu'une heure. Monsieur Brousse, président, a demeuré prisonnier six jours. » (2)

M. de Selves ajoute un détail intéressant :

« ... Pour nouvelles de Paris, Pechrousier a eu arrest par défaut ; vous l'avez bien su, la nouvelle est trop publique. Il a eu ce qu'il a désiré. On m'a dit que des onze condamnés, vous n'en étiez pas. L'arrest est imprimé. Je ne say pas pourquoy on vous a obmis dans l'imprimé... »

Les royalistes avaient affaire à forte partie, et il semble bien qu'ils perdaient du terrain (3).

« ... Nous avons esté très mal traités dans toutes ces apparences qu'on a mis devant nos yeux, depuis trois mois en ça... cella ce sera autant de phantosmes pour moy, je prens résolution de sortir de ce labyrinthe par le bon chemin avec l'aide de Dieu (4).. »

---

(1) Grézel à Grézel, de Paris, 3 nov. 1655.

(2) Selves à Grézel, de Sarlat, 17 nov. 1655.

(3) La Cour de l'Élection de Sarlat fut cassée en 1655, ses officiers interdits. Tous les pouvoirs judiciaires, sur le fait des matières dépendant de l'Élection, furent attribués au lieutenant-général Armand de Gérard, par arrêt du Conseil et attache de Gédéon Tallemant, intendant de Guyenne.

Il est difficile de ne pas voir là une suite des troubles dont la Fronde fut la cause.

Les officiers révoqués furent d'ailleurs rétablis dans leurs charges, au moins pour la plupart ; mais ils durent faire de nouveaux traités, moyennant finances.

(4) Grézel à Grézel, de Paris, 16 février 1656.

En présence de ces conflits multiples, de ces confusions de juridictions, de ces recours en appel et en cassation, il était bien difficile, en effet, de prévoir une solution prochaine et définitive. Pour sortir de cette situation de plus en plus inextricable, qui ruinait la ville et risquait de pousser aux extrémités les partis ennemis, le procureur-syndic, Pierre de Gonet, présenta, en cette qualité, et certainement de l'aveu de la municipalité, une requête au Conseil. Après avoir fait, dans le sens royaliste, un historique succinct des événements qui ont amené cette floraison de procès, il expose :

« ... Que tous ces différends sont suivis journellement d'autres mêlés qui tiennent la ville dans un trouble fâcheux, les officiers et les habitants dans une division qui menace une subversion entière de leurs familles. . Sur quoy Sa Majesté peut considérer, qu'il est de son intérêt comme de son autorité, du soing qu'elle prend de la conservation de ses subjects et d'une judicieuse et louable précaution, de pourvoir par les tempéramens accoustumés en pareil cas, que tous les dictz procez et différends doivent estre terminez par le seul esclarcissement dans lequel il faut entrer, si le fait de la trahison de ladicté ville et de la rumeur populaire et meurtre du père dudict Brousse... sont compris dans l'amnistie ou exceptez d'icelle, ce qui est réservé par exprès à la propre personne de Sa Majesté, qui, seule, peut déclarer son intention sur l'interprétation, exécution ou restriction de ladicté amnistie et des cas qu'elle a entendu y comprendre... »

Le Roi, en son Conseil, adoptant les motifs invoqués et faisant droit à la requête,

« A ordonné et ordonne que toutes les procédures, charges et informations faites en la ville de Sarlat, pour raison des émotions, querelles et contestations y survenues, seront apportées au greffe du Conseil... dans la mois... entre les mains du sieur Boucherat (1) pour, après en avoir communiqué avec les sieurs d'Ormesson, la Marguerie, d'Etampes et de Verthamon, conseillers ordinaires au Conseil d'Estat, que Sa Majesté a commis.. luy en estre fait rapport conjointement, et sur iceluy par elle sera pourveu, ainsi qu'il appartiendra. Cependant.... sursoieront toutes poursuites,

---

(1) Louis Boucherat, successivement maître des requêtes, intendant de Guyenne, de Languedoc, de Picardie, membre du Conseil des finances, puis chancelier de France en 1685.

même l'exécution des arrêts du Conseil du 18 juin, 3 août et 17 septembre derniers, et de tous autres qui s'en sont ensuivis, et de toutes sentences, jugements et décrets donnés et décernés auparavant et depuis, tant ès Parlements de Bordeaux et de Dijon, Requestes de l'Hostel, que pardevant le sieur Tallemant, les consuls de Sarlat et autres juges, ensemble tout ce qui a esté fait en conséquence. Fait défense aux parties de continuer les poursuites... à peine de dix mil livrés d'amendes, nullité et cassation... Enjoint aux gouverneur et ses lieutenants-généraux en la province de Guyenne, de tenir la main à l'exécution du présent arrest, à laquelle sera passé outre, nonobstant opposition ou appellacions quelconques, pour lesquelles ne sera différé. Fait au Conseil du Roi, Sa Majesté y estant, tenu à Paris le septiesme jour d'avril mil six cent cinquante-six ».

Cet arrêt suspendit les hostilités. Il promettait une solution définitive. Cette solution fut la déclaration royale, donnée en forme de charte au mois de décembre suivant, que nous retrouverons en son temps.

Les élections municipales qui venaient de se faire le 23 mars 1656, quelques jours avant le prononcé de l'arrêt qui précède, furent franchement royalistes. Antoine de Brons, écuyer, seigneur de la Romiguière, fut nommé premier consul (1). Ses collègues furent Antoine de Philopald, avocat (2), Pierre Vaquier, procureur, et Léonard Delage, bourgeois. Pierre de Gonet, docteur en droit, propriétaire de la charge de procureur-syndic, ne fut pas soumis à l'élection.

Les Frondeurs reprirent leurs attaques, mettant en circulation des accusations et des bruits sur l'état de trouble, dans lequel se trouvait la ville, par suite de la composition de la municipalité, et sur la gêne que cet état de choses apportait à la perception et à la rentrée des deniers royaux. Ils comptaient que ces bruits tendancieux, habilement entretenus, influenceraient le Roi et son Conseil.

---

(1) Antoine de Brons, écuyer, seigneur de la Romiguière (1616-1686), avait contribué à la reprise de Sarlat sur les Frondeurs, le 25 mars 1653. Marié en 1645, à Judith de Beynac, fille de Guy, baron de Beynac. Il avait pour mère Bertrandine de Vayssières.

(2) Antoine de Philopald, avocat, marié à Françoise de Rochon. Sa sœur Catherine, avait épousé Eyméric de Grézel, seigneur de Griffoul, lieutenant-principal en l'Élection.

Pour couper court à cette dangereuse campagne, le procureur-syndic de Gonet présenta requête à M. de Gérard, lieutenant-général en la sénéchaussée, et reçut de lui, le 15 avril 1656, un attestation,

« ... Que la liberté absolue règne dans Sarlat, soit pour le commerce, soit pour l'administration de la justice, soit pour la levée et la rentrée des impôts. Il y a à Sarlat deux bureaux de recettes qui fonctionnent régulièrement, et si l'on a envoyé à Bergerac des commis des tailles, c'est pour faciliter les rentrées, Bergerac étant à l'extrémité du ressort. C'est un usage pratiqué depuis de nombreuses années. Personne ne peut dire que l'installation d'un bureau auxiliaire à Bergerac a pour but de mettre à couvert les deniers royaux. Une pareille allégation est contraire au bien et au repos d'une communauté qui a toujours été fidèle et zélée aux affaires de S. M. et provient de personnes mal affectionnées au bien de la ville... »

L'arrêt du Conseil du 7 avril 1656 enjoignait au gouverneur de Guyenne (le prince de Conti) et à ses lieutenants-généraux de tenir la main à son exécution immédiate. Le marquis de Saint-Luc, lieutenant-général des armées du Roi et de la province, reçut pouvoir d'y veiller (1). Ce choix ne fut pas heureux pour les royalistes. Brave soldat, Saint-Luc était aussi médiocre politique et administrateur que médiocre général. D'une nature faible et indécise, il ne sut pas voir le rôle décisif qu'il avait à jouer, ou n'eut pas l'énergie de le remplir. Son caractère hésitant, toujours disposé à subir les dernières influences, explique les décisions successives, parfois contradictoires, qui aggravèrent les difficultés municipales au lieu de les solutionner. Ce fut, au fond, plus la faute de son tempérament que de son mauvais vouloir. Nous le retrouverons plus tard.

L'arrêt du 7 avril 1656 avait nommé une commission, composée de MM. Boucherat, d'Ormesson, de La Marguerie, d'Estampes et de Verthamon, conseillers d'Etat, chargée de centraliser toutes les instances pendantes au Conseil, et d'en

---

(1) François d'Espinay, marquis de Saint-Luc, comte d'Estellan, chevalier du Saint Esprit au mois de décembre 1681, mort en 1670.

faire un rapport d'ensemble au Roi. Les conseillers de Breteuil et Lallement furent adjoints postérieurement.

Les royalistes eurent le tort de se fier aux termes de l'arrêt, et de ne pas surveiller ce qui se passait dans les coulisses du Conseil d'Etat.

M. de Verthamon de Villemenon, sur requête de Cordis de Viviers, avait été nommé rapporteur. Verthamon semblait favorable aux royalistes, les Frondeurs trouvèrent moyen de le faire changer. Michel Mariel de Pechrousier et Jean Fajol présentèrent requête à leur tour au conseil qui, par son arrêt du 18 août 1656, dessaisit Verthamon, substitue le conseiller Courtin aux conseillers de Breteuil, Lallement et Boucherat, et le nomme rapporteur.

Courtin ne faisait pas partie de la commission primitive. On remarquera, en outre, que l'arrêt du 18 août ne fut signifié à M^e Tournier, avocat des royalistes, que le 15 septembre suivant, précisément pendant une absence de M. de Grézel, alors à Dijon. Ces deux faits sont suggestifs. C'était un échec sensible pour les royalistes. Cordis de Viviers en rejette la faute sur la négligence et l'apathie de ses amis de Sarlat et se plaint avec amertume.

« ...Puisque ces messieurs, nos consorts, s'en moquent, et qu'ils ne veulent envoyer le reste des fonds si souvent demandé, et qu'il y a si longtemps que nous pourrions estre hors d'affaires, en ayant le temps et l'occasion belle, et que, maintenant, les traistres cognoissant nos affaires et nos foiblesses, en ont prins advantage... tout ce que je vous prie de leur représenter... s'ils veulent sortir d'affaires ou non et me le faire sçavoir, car pour moy, voyant tant de négligence, je suis tout résolu... de tout quitter et de vous aller voir... et m'aller divertir... »

» M. l'assesseur (A. de Grézel) a esté tout estonné à son arrivée... » (1).

Antoine de Grézel avait, en effet, quitté momentanément Paris sur la fin d'août, pour aller à Dijon, dont le Parlement, on s'en souvient, avait été saisi des instances renvoyées de Bordeaux à la suite de la récusation obtenue par La Brousse.

Assigné à Dijon avec le syndic de Sarlat, il dut attendre plus d'un mois pour terminer son affaire.

---

(1) Cordis de Viviers à Eyméric de Grézel, de Paris, 20 septembre 1656.

« ... J'arrivai hier au soir (19 septembre) de Dijon, où j'ai demeuré jusqu'à l'ouverture de la Chambre des vacations pour obtenir mon congédiement... Je n'attends qu'un renvoi pour voir la fin de ces meschantes affaires... J'attends et j'espère justice, ma cause est très juste, nos juges sont très instruits, il n'y a qu'à procéder... Pour les faux tesmoins, je vous prie de savoir quelles gens ce sont. » (1)

La déclaration royale, annoncée par l'arrêt du 7 avril 1656, se faisait attendre, bien que les intérêts en jeu et la pacification des esprits exigeassent une solution rapide. On peut soupçonner les causes de ce retard.

« ... Je ne puis rien vous dire de certain de cette déclaration, bien est vrai que ces démons publient qu'elle a réservé l'intérêt civil, dépens et dommages interests respectifs. Elle ne paroît point... M. de la Vrillière est absent depuis dix ou douze jours ».

« ... Je ne comprends pas le retard apporté à la publication de la déclaration. Je vis, hier, M. le chancelier (2) qui me dit que le Roy vouloit donner sa déclaration, et qu'il en avoit parlé à M. de la Vrillière; celui-ci est grandement aigri contre la communauté sur le subject du consulat, et ces traitres prennent l'occasion de ce ressentiment, non pas pour empescher l'effect de cette déclaration qui est leur grande piscine, mais pour y jeter des clauses à leur fantaisie, ce qui n'arrivera pas, car M^{tr} le chancelier sçait ce qui a esté arrêté, et la dicte déclaration en sa forme et substance..., ce qui empeschera qu'il n'y ait des changements. Pour vous dire ce qu'elle contient, il me seroit impossible, n'en ayant rien appris qu'en gros, que le Roy nous remettra la paix.

« Le prince de Conty nous est toujours favorable, il n'y a donc rien à craindre de cette réformation et ordonnance dont vous me parlez ... » (3)

Les retards apportés à la déclaration par le mauvais vouloir de M. de la Vrillière, avaient peut-être d'autres motifs.

L'élection d'une municipalité royaliste était un blâme public infligé au parti de la Fronde. Celui-ci trouva moyen d'obtenir, vers cette époque, un arrêt du Conseil, portant

---

(1) Grézel à Grézel, de Paris, 1^{er} novembre 1656.

(2) Mathieu Molé, chancelier de France, du 3 avril 1651 au 3 janvier 1656.

(3) Grézel à Grézel, de Paris, 15 novembre 1656.

nomination de quatre consuls et de vingt-quatre jurats du parti de La Brousse (1). Le lieutenant-général de St-Luc fut chargé de veiller à son exécution. Dès le mois de novembre 1656, il est à Sarlat, dans ce but (2).

Saint-Luc échoua. Les royalistes, forts de leurs droits, résistèrent énergiquement, s'appuyant sur leurs statuts municipaux confirmés par la déclaration royale, dont les termes étaient arrêtés, et firent appel au Roi mieux informé. Ce qui est certain, c'est que les consuls élus étaient encore en exercice au mois de février suivant, et qu'on ne trouve mentionnés dans aucun document les consuls nommés par arrêt du Conseil. On peut croire que cette résistance des royalistes sur le terrain municipal ne fut pas étrangère aux retards apportés à la déclaration royale.

« ...On a apporté des modifications à la déclaration, écrit Antoine de Grézel, à son cousin, le 22 novembre 1656.

» ...Les infâmes, au lieu de rejeter, comme ils en faisoient le semblant, ont sy fort pressé la remise de ceste déclaration, s'imaginant que M. le chancelier, dans ses grandes préoccupations, n'auroit pas le loisir de la voir et de la corriger, comme il leur avoit dict, qu'enfin ce seigneur l'a corrigée, et, après, l'a remise à M. de la Vrillière. Elle est entre les mains de M. de Boissy. Je prévois qu'il sera aussy tardif à ceste expédition qu'il a esté diligent à poursuivre la remise (3).

« ...A présent, je puis vous dire avec certitude que la déclaration a esté leue par M^{sr} le chancelier et signée par M. de la Vrillière qui l'a remise avec les lettres de cachet pour le Parlement de Bordeaux. Soudain après les Roys, la faudra faire enregistrer...

» Je vous ay escript que M^{sr} le Prince s'en alloit à Bordeaux et qu'il avoit dessein de visiter les villes de son gouvernement. Je m'asseure qu'il ne sera rien obmis ny pour luy aller rendre les debvoirs, ny pour le recepvoir, sur quoy vous aurez advis plus particulier. Nous sommes résolus à luy rendre visite dans ceste semaine. Nous avons

---

(1) On trouve simplement mention de cet arrêt dans le procès-verbal du 1^{er} février 1657. On ne connaît pas les noms des consuls et des jurats nommés par cet arrêt. Ils ne purent pas être installés.

(2) Mention du fait dans une lettre de G. à G. du 17 mars 1658.

(3) Grézel à Grézel, de Paris, 6 décembre 1656.

de très grandes obligations à Son Altesse et à ces Messieurs qui sont près de luy... (1) •

Ce voyage du prince de Conti à Bordeaux et à Sarlat resta à l'état de projet. Peut-être le Prince jugea-t-il que sa présence dans son gouvernement rendrait trop délicate la position de St-Luc, aux prises avec la municipalité royaliste de Sarlat.

Avant de publier la déclaration, on voulait, sans doute, venir à bout des résistances que rencontrait l'installation des consuls de cachet. Cette nomination, par ordre, était une fiche de consolation pour les Frondeurs.

Un nouvel arrêt du Conseil, rendu sur requête des Frondeurs, confirma la nomination précédemment faite au mois de novembre 1656. Il fut enregistré au sénéchal par ordre formel et écrit de St-Luc (2).

Bien que cet arrêt fût en contradiction avec la déclaration dont on connaissait les termes, les consuls élus, pour un bien de paix, s'inclinèrent ; mais ce ne fut pas sans une énergique protestation.

• Aujourd'hui, premier du mois de febvrier mil six cent cinquante sept, par devant nous Armand de Gérard, seigneur du Barry, St-Quentin et autres lieux, conseiller du Roy, lieutenant-général au sénéchal de Sarlat (3), en présence de M^r M^e Jean de la Dieudye, aussi

---

(1) Grézel à Grézel, de Paris, 27 décembre 1656.

(2) Cet arrêt est mentionné, sans date, dans l'acte de remise des chaperons, du 1^{er} février 1657.

(3) Armand I, de Gérard, écuyer, seigneur du Barry, St-Quentin, le Mas, etc. lieutenant-général de Périgord, en la sénéchaussée et siège présidial de Sarlat, en 1630. Né en 1605, mort en 1659 ; épousa, en 1633, Balthazare de Guiscard de Cavagnac.

Lors de la prise de Sarlat par Marchin, il quitta la ville, avec la fraction royaliste des Cours du Présidial et du Sénéchal dont le siège fut transféré, semble-t-il, avec la Cour de l'Election, à Domme.

Bien que royaliste, il ne fut pas engagé dans les troubles auxquels donnèrent lieu les compétitions municipales.

Il était « commissaire royal de l'Hôtel de ville ». Cette fonction était attachée à la charge de lieutenant-général. En cette qualité, il devait être convoqué, à peine de nullité, aux jurades qu'il présidait ; mais il n'avait pas le droit de

conseiller du Roy, et son procureur au senechal, commissaires à ce députés en vertu de l'ordonnance de M^{sr} de Saint-Luc, se sont présentés Anthoine de Brons, escuyer, seigneur de la Romiguière et autres places, M^{re} Anthoine de Philopald, advocat en Parlement, M^e Pierre Vaquier, procureur, et Léonard Delage, bourgeois ; lesquels nous ont remonstré qu'au mois de mars de l'année dernière, ils furent nommés consuls par les habitans de la presente ville, suivant les privilèges... laquelle nomination a esté confirmée par ordonnance de M^{sr} le prince de Conti, gouverneur de Guienne, du 28 juin dernier... Neanmoins, certaines personnes, ennemies du repos de ceste communauté... ont inventé des suppositions calomnieuses, et par un traict d'une extrême malice, ont voulu faire accroire au Roy et en son conseilh que la presente ville estoit agitée de troubles, et qu'on n'y pouvoit mieux pourvoir qu'en y faisant nommer des consuls à leur disposition... ilz ont fait donner certain arrest au conseilh, portant deffances aux dicts sieurs consuls de s'immiscer en l'exercice de leurs charges. De quoy ayant esté advertis et que le dict arrest a esté enregistré..., pour tesmoigner leurs obéissances et soumissions aux ordres et vollonté du Roy et ordonnance de M^{sr} de Saint-Luc, ils ont suspendu leurs fonctions... ont déclaré ne point empescher l'exécution du dict arrest, et à ces fins nous ont remis les chaperons entre nos mains... avec protestations toutefois qu'ils entendent porter leurs plainctes et doleances aux pieds de Sa Majesté, pour la supplier très humblement de les remettre dans la fonction de leurs charges, nonobstant le dict arrest, comme contraire aux privilèges de la dicte communauté, et obtenu par une surprinze pleine de calomnies. De quoy nous ont requis acte que leur avons concédé...

La protestation des consuls reçut accueil favorable du Roi et du prince de Conti. Un nouvel arrêt du Conseil, annulant le précédent, permit à la communauté de continuer à se choisir librement ses magistrats municipaux, conformément à ses statuts (1).

---

prendre part aux délibérations. Les lieutenants-généraux ne pouvaient légalement faire partie, à aucun titre, du corps municipal. Ils représentaient le Roi.

La plupart des délibérations de jurade portent, soit en tête, soit en queue, la signature du lieutenant-général, souvent avec la mention : « Comme il ne s'est rien passé contre le service du Roy ».

Sous cette réserve, les délibérations municipales étaient complètement libres, et se prenaient sous la seule responsabilité des consuls et de la Jurade.

(1) Cet arrêt est mentionné sans date dans la délibération du 16 août 1657.

On n'attendait, sans doute, que la soumission des consuls de Sarlat, pour publier la déclaration annoncée depuis si longtemps.

Cette déclaration fut enfin signée au mois de décembre 1656 (1). Elle fut donnée par lettres-patentes, en forme de charte, scellées du grand sceau de cire verte, à lacs de soie. On avait donc adopté la forme la plus solennelle, celle qui semblait devoir éviter toute opposition ultérieure. Pourquoi en retarda-t-on la publication ? Les faits qui précèdent, et les divers arrêts du Conseil, contradictoires entre eux, donnés à l'occasion du consulat, paraissent en fournir l'explication.

Tous les efforts de Grezel et de Cordis, pour en connaître le texte officiel après la signature, furent inutiles.

M. de Boissy, détenteur de l'original, se refusa à toute communication du document, qui n'avait pas encore passé au greffe du Conseil. Ils purent toutefois lire la minute portant les dernières corrections. Grezel en envoya l'analyse à ses amis de Sarlat le 6 février 1657.

« ...Pour ne rien dissimuler, ces messieurs icy ont heu une adresse malheureuse et une personne a prins occasion pour contenter son avidité et prendre prétexte de venger ses anciennes quereles. Vos amys ont esté traictés avec ceste rigueur que cet home ayant enlevé ceste pièce, il la garde inexorablement, quelques conditions justes et raisonnables qu'on luy aict offert, qu'il n'a pas voulu souffrir qu'il en soit prins copie... Nous sommes encore à faire noz efforts pour vaincre cette obstination...

» Par la copie qui en a esté faite sur un ancien brouillard auquel on a adjouté la correction, vous aurez veu les avantages que la communauté en reçoit par l'exposition véritable de ce qui s'est fait dans la trahison, le retirement, s'il faut que je parle ainsy, de la sentence du greffe (2) qui est fait en vertu et soubz la faveur et grâce de ceste déclaration, et par la confirmation des privilèges qui comporte tout le pouvoir de faire les consuls, en estant le premier et fondamental, vous aurés pu, par la lecture, remarquer les autres...

» Pour la clause que me mandes des rangs ordonnés entre nos magistrats royaux et populaires..., nous avons esté grandement

---

(1) On n'en connaît pas le texte.

(2) Il s'agit, sans doute, de la sentence des consuls, du 5 juin 1655, condamnant à mort Mariel et Fajol.

surpris... ne pouvant nous imaginer qu'un règlement (semblable) aiet esté inséré dans une pièce de la qualité et importance que celle-là où le Roy parle d'autorité et répand ses grâces simplement, et que des personnes du mérite et de l'importance de ces Messieurs ayant déferé aux sottes et vaines persuasions de ces serpens vénéneux qui ne travaillent qu'à désunyr les gens de bien... (1).

« Je ne doute point que ce démon n'escrive des lettres, pleines de fourbes et de monteries, mais qu'il adresse mal de vouloir persuader à un homme du mestier qu'il a divers moyens pour venir contre une déclaration qui vient du propre mouvement du Roy, où il parle de science certaine... Pour avoir raison des meurtriers de son père, qu'il se souviene de ce qui luy a esté reproché en la présence de M^{sr} le chancelier. Mais, c'est l'ordinaire de ce démon de semer des faux bruits... (2).

« ...Enfin, cest obstacle est levé, comme vous aprendres par les lettres de ces messieurs qui envoyent un vidimé de la déclaration dans laquelle je vous prie de remarquer la force des mots de la réservation (des intéréz civils) et vous trouverés qu'elle ne regarde pas seulement ce démon, parce que n'ayant pas d'action pour la recherche de ce qui s'estoit fait, il ne pouvoit non plus prétendre ce desdommagement civil. C'est à moy qu'il est deub parce que l'injure qu'il m'a faicte est venue longtemps après l'enregistrement...

« Vous aurés une lettre de Son Altesse de Conty à M. de Saint-Luc... surtout, gardés, s'il vous plaît, le silence » (3).

M. de Saint-Luc se trouvait désavoué. On pouvait tout craindre de ce caractère faible et hésitant, d'autant plus qu'on le savait entouré d'intrigues.

Les royalistes jugèrent prudent d'adoucir par des avances ce que cet échec pouvait avoir de mortifiant pour son amour-propre. Ils chargèrent un de leurs amis, M. de Bars du Pouget, d'aller vers Saint-Luc, et de l'assurer que leur résistance à ses ordres n'avait rien de personnel (4)

---

(1) Grézel à Grézel, de Paris, 7 février 1656. On ne connaît pas le texte de cette déclaration qui est analysée succinctement dans cette lettre et dans celle du 6 mars suivant.

(2) Grézel à Grézel, de Paris, 28 février 1656.

(3) Grézel à Grézel, de Paris, 6 mars 1657.

(4) Antoine de Bars, écuyer, seigneur du Pouget, St-Vincent de Paluel, etc., commandant pour le Roi dans Souillac, 16 mai 1652, maréchal de bataille, 1653, rendit d'utiles services à la cause royale, lors de la reprise de Sarlat. Il mourut le 20 janvier 1659.

C'est à cette date approximative que se rapporte le singulier billet suivant :

« Monsieur, je vous ay tousjours cogneu affectionné au bien public de nostre ville. C'est pourquoy, je vous donne advis que les ennemis de la ville sont allés devers M. de Saint-Luc, pour le prier de venir en ville pour faire les consuls en amenant des gens de guerre ou envoyer quelques autres ordres pour gaster ceste ville. Servez-vous de cet advis, afin de prendre garde que Brousse, l'official (1), qui s'en est alé de delà trouver M. de Saint-Luc ne fasse rien qui nous puisse préjudicier, et ne vous fies pas au dit Brousse, au contraire, détournés ces intrigues avec adresse et tasches de les divertir. Le sieur du Pouget fait pour la ville. Informes-vous de luy, assistes-le de vostre possible dans ceste occasion, vous seres aymé et honoré de tous, comme aussi vous series ahy secourir tous ceux en contre. Jé fort asseuré Messieurs les consuls que vous serviriez la ville avec affection, attendant ce bien de vos nouvelles (2).

» ...Nous actendons par le premier courrier d'apprendre le succès du voyage de nostre amy vers M. de Saint-Luc ; s'il avoit esté assez heureux pour tirer de l'esprit de ce seigneur la mauvaie et fausse opinion qu'on luy a voulu donner des bons habitans et fidèles serviteurs du Roy, ce seroit bien avancer les affaires pour le repos des gens de bien (3).

» ...Il y a beaucoup à espérer de M. de Saint-Luc, puisqu'il a receu favorablement M. du Pouget, et qu'il n'avoit dessein que de changer le conseil nouveau, cella néanmoins avec sa modération et justice accoutumées » (4).

M. de Saint-Luc, sur l'exposé que lui fit M. du Pouget, reconnut que la communauté avait été calomniée, puisqu'elle ne demandait que l'exécution de la déclaration de décembre

---

(1) Gabriel Brousse ou de La Brousse, fils de Raymond Brousse, lieutenant criminel de Sarlat, et de Marguerite de Langlade, sa seconde femme, né en 1594, mort en 1662. Prieur du Rauzel, chanoine, official, vicaire-général de Sarlat. Il était l'oncle du président Jean de La Brousse, et le beau-frère de Jean de Ville.

(2) Ce billet, sans adresse, sans signature, sans date, est de la main d'Eymeric de Grézel ; plié en forme de lettre, il est scellé de son cachet. Le destinataire, inconnu, était évidemment de Bordeaux.

(3) Grézel à Grézel, de Paris, 28 février 1657.

(4) Grézel à Grézel, de Paris, 1^{er} mars 1657.

1656, et des ordonnances du prince de Conti. Tout en admettant la légitimité des réclamations du corps municipal, Saint-Luc désira qu'il fût fait quatre nouveaux consuls, à son choix, laissant aux électeurs la liberté de choisir les vingt-quatre jurats du « Conseil nouveau ».

C'était une transaction. La communauté, pour un bien de paix, et par déférence pour Saint-Luc, accéda à cette demande, sans exiger l'exécution intégrale de la déclaration royale et des arrêts du Conseil, qui reconnaissaient leurs droits en matière d'élections municipales. Cette transaction fut approuvée par Saint-Luc (1).

Le 23 mars 1657, on procéda aux élections municipales, conformément à l'entente précédente. MM. de Maraval du Cambort, Aussel, Selves et Bouffanges furent nommés consuls (2). Cette nomination fut confirmée par arrêt du Conseil (3).

Les nouveaux consuls agréés par Saint-Luc étaient royalistes, ou, du moins, indépendants, car Antoine de Grézel approuve ce choix, sous certaines réserves (4).

Cette élection transactionnelle ne ferma pas l'ère des difficultés ; les Frondeurs voulaient une municipalité qui leur fût inféodée.

Un nouvel arrêt du Conseil (5) évidemment rendu à leur insligation, annula le précédent, donnant tout pouvoir à St-Luc de pourvoir au consulat et d'amener la paix dans la ville.

Saint-Luc, en présence de ces arrêts contradictoires, semble avoir transigé encore. Pour concilier les dispositions de la déclaration royale, les instructions générales du prince de Conti et les divers arrêts du Conseil, il adopta une singulière solution.

---

(1) Déclaration du 16 août 1657.

(2) Probablement Louis de Maraval, sieur du Cambort, président en l'Élection. — Georges Aussel, avocat ; Georges de Selves, marchand ; David Bouffanges, apothicaire.

(3) Arrêt mentionné dans un mémoire de décembre 1657.

(4) Grézel à Grézel, de Paris, 4 avril 1657.

(5) Date inconnue. Arrêt mentionné dans la délibération du 16 août 1657.

M. du Cambort, premier consul, se retira de gré ou de force. Il était, d'ailleurs, malade. Les trois autres consuls furent maintenus, et la charge de premier consul fut donnée à un étranger, Simon de Langlade, déjà pourvu de celle de maire de Bergerac (1).

Cette combinaison avait été adoptée à la suite de négociations entre St-Luc et les représentants des partis adversaires. Elles avaient eu lieu à Sainte-Foy-la-Grande vers le commencement du mois d'avril. M. de Rupe représentait, semble-t-il, les royalistes, probablement avec M. de Cordis de Viviers, qui avait été rappelé à Paris dans ce but ; MM. de Ville et de Bonnet représentaient le parti du président La Brousse. On mentionne aussi M. de Chillaud, lieutenant-général de la sénéchaussée de Bergerac, comme commis à l'exécution des ordres de M. de Saint-Luc (2).

Antoine de Grézel se rendit à Bordeaux à ce moment critique. Le 17 mars, il écrit, de cette ville, à son cousin Eyméric. Il ne fit que toucher barre ; il était de retour à Paris le 28.

Antoine de Cordis de Viviers avait quitté Paris, à son tour, et s'était rendu à Bordeaux.

« Depuis le départ de M. de Viviers, il ne s'est rien passé de nouveau, et ce fut hier seulement, après le Conseil, que ce démon en eust cognoissance, et qu'il vist avec estonnement l'arrest au greffe... Mais puisque le temps est favorable et que ceste ordonnance de M. de Saint-Luc a donné loysir à nostre ami d'achever sa course, vous estes trop prudans pour n'en profiter en telle sorte qu'il ne s'en perde un moment pour ne donner avantage à ces infâmes (3).... »

La Brousse et ses amis jetèrent les hauts cris. Langlade

---

(1) M. Simon de Langlade, avocat, juge de Limeuil, d'abord intendant du duc de Bouillon, secrétaire du Roi, puis intendant de la maison de Conti, était père de Jacques de Langlade, seigneur de Cendrieux, Sommières, qui joua un rôle si considérable pendant la guerre de Guyenne, comme conseiller du prince de Conti.

(2) Lettre de M. de Langlade à Pierre de Selves, conseiller en l'Élection, 3 mai 1657.

(3) G. à G., de Paris, 28 mars 1657.

avait été des leurs, mais il avait fait depuis son entière soumission et était resté entièrement dévoué au prince de Conti. Les Frondeurs voulaient que cette charge fût attribuée à M. Jean de Ville (1), un des leurs, précédemment nommé par un des arrêts mentionnés plus haut.

En désespoir de cause, Gabriel de La Brousse, chanoine de Sarlat, official du diocèse, écrivit à Langlade la singulière lettre qui suit :

• Monsieur, l'honneur que j'ay de vous appartenir et l'assurance que j'ay que toute nostre famille, que je crois estre la plus estandue et la plus nombreuse de toutes les familles de la province, a de très particuliers respectz pour vous, me donnent un déplaisir mortel d'apprendre que vous estes en concurrence avec Monsieur de Ville, mon beau-frère pour le Consulat de ceste ville que je n'ay jamais creu digne de l'ung ny de l'autre. Le Roy y a nommé l'ung puis quinze moys et Mgr de Saint-Luc a faict choys de vostre personne pour prendre sa place. Ceste conjoncture faict peyne a toute nostre famille, qui est si intéressée dans le fonds qui a esmeu Sa Majesté à donner de si puissans et sy frequens arrestz pour son installation et maintien en ladicte charge, que sy le temps l'heust souffert, messieurs de Geneste et de La Brousse, mon nepveu, conseillers au Parlement (2), que vous considérés comme de vos meilleurs amis et serviteurs, vous heussent tesmognié par leurs lettres et par leurs prières la part qu'ils prenoient en cest affaire ; mais leur esloignement me done occasion de vous faire, et par celle-cy et par la bouche d'ung homme d'honneur et nostre allié, que j'ay prié d'aller devers vous pour vous supplier très instament de vous despartir de ce Consulat plus capable de vous donner de l'inquiétude que de la satisfaction et indigne tout affect de vostre employ ; ce n'est pas que, par mon advis, mondict sieur de Ville ne vous quitte la place quand vous aures tesmogne y avoir de l'affection ; mais aussy ay je creu que vous aures assez de bonté pour donner ceste grâce à une famille qui vous est sy acquize, en luy concédant une choze qui vous importe sy peu, et quy luy est sy advanta-

---

(1) Jean de Ville, procureur du Roi en l'Election, mari de Marguerite Brousse.

(2) Guillaume de Geneste, conseiller au Parlement, épousa vers 1615 Marguerite Brousse, cousine de l'official Brousse ; — Pascal-François de La Brousse, conseiller au Parlement en 1650, fils de Jean, avocat, et de Yvette de Gombaut,

gêuse pour son honneur et son repos. Sy nous la récevons de vous, ce sera un gage de la considération que vous avez pour nous et à nous une obligation aeternelle, comme M. vostre filz vient tout freschement de donner des tesmoignages de son affection à mon frère et à mes nepveux qui sont à Paris. Je m'estimerois le plus malheureux homme de la nature sy j'estois escondit de vous qui passés pour le plus courtoys des hommes, pour une chose de sy peu d'importance pour vous et sy avantageuze pour nous. Quoy qu'il en arrive, je ne saurois estre, Monsieur, que vostre très humble et très obéissant servilleur.

Le Prieur DE LA BROUSSE, official de Sarlat.

A Sarlat, ce 11 mai 1657 — ».

Au dos : A Monsieur de Langlade, conseiller du Roy, intendant de la maison de Monseigneur le prince de Conti et mere de Bergerac, à Limeuil.

Langlade passa outre et accepta le chaperon.

Il paraît en qualité de premier consul dans une Jurade du 23 mai suivant.

Un grave incident marqua cette période. Antoine de Cordis de Viviers avait quitté Paris secrètement vers le 20 mars, se rendant à Bordeaux pour représenter les intérêts de la communauté qui l'avait député à Saint-Luc. Il en reçut mauvais accueil. Saint-Luc jugea-t-il le zèle de Cordis excessif et gênant, Cordis se laissa-t-il aller à des appréciations trop libres sur les façons d'agir du lieutenant-général, toujours est-il que celui-ci le fit emprisonner vers le commencement d'avril.

« Vous avez appris par ma précédente la peine que j'avois prise pour m'esclaircir s'il y avoit des gens de guerre commandés pour Sarlat ; par celle-cy je ne puis vous cacher le déplaisir que la nouvelle de la détention de M. de Viviez m'a donné. Ce démon faisoit courir le bruit du premier, quoyqu'il fust assuré du second...

Monseigneur le Chancelier, après une favorable audience, répondit qu'il falloit scavoir le subject de cest emprisonnement et qu'il rendroit justice. Monseigneur le Prince (de Conti) ne peut se persuader que le seul motif porté par la lettre d'avis qui venoit de Bordeaux heust esté cause de cest emprisonnement, de la vérité de laquelle S. A. vouloit estre advertie. Monsieur de La Vrillière, ayant escouté le récit conforme à l'advys, dict par plusieurs fois qu'il ne scavoit que

c'estoit et qu'il n'en avoit pas ouy parler, ce qui fut raporté à S. A., laquelle donna une seconde audience fort favorable et respondit que puisque M. de La Vrilière disoit ne scavoir que c'estoit, qu'il falloit qu'il y eust du plus ou du moins, sur quoy il falloit avoir des mémoires certains.

Leur raison est que nous estans dénués de toute sorte de preuves, il n'estoit pas croyable qu'une détention d'importance heust esté faite sans un grand subject, duquel il falloit s'esclaircir avant, qu'il ne se peut rien faire ny ordonner sur la plainte, quoyque très juste. Tout ce qui se peut faire est d'obtenir de S. A. d'en parler à M. de La Vrilière, dans le Conseil d'en Haut...

Les amys de M. de Viviez ont escript à Bourdeaux, de tascher, par sommations ou par roqueste à M. de Saint-Luc, d'avoir preuve de la cause de ceste détention d'une personne de ceste qualité, en l'estat et pour les causes qu'elle estoit députée devers luy.

Pour cest effect, il seroit nécessaire qu'il y eust de nouveaux députés qui feussent assez libres pour faire les diligences sur lesquelles il ne fault pas s'endormir, parceque. . ces démons en font feu de joye et en prétendent tirer de grands avantages...

Ces messieurs que vous enverrés porteront procuration pour faire les actes et, de plus, pour requérir l'enregistrement de la déclaration, laquelle il fault presser, afin que toutes choses soyent esclaireies, et que les ennemys ne prennent prétexte de leurs fausses procédures pour rechercher M. de Viviez devant M. l'Intendant, comme on l'escript de Bourdeaux... et pour cest effect renvoyer l'arrest dernier que M. du Pouget emporta (1)... »

Le 30 avril 1657, la Jurade s'occupa de cette affaire.

Elle chargea le sieur de Selves, avocat,

« De s'en aller devers Mgr de Saint-Luc, luy rendre toutes sortes de respects de la part de la communauté, luy présenter la déclaration qu'il a pleu à Sa Majesté leur doner pour la continuation de leurs privilèges, et les arrest donnés ensuite en son Conseil ; suplier Sa Grandeur d'agrèer les suplications qui lui seront faictes, qu'ils continueront de jouyr des privilèges à eux concédés par Sa Majesté... et pour la liberté du sieur de Viviers, cy devant député devers Sa Grandeur. »

M. de Saint-Luc tint bon ; M. de Viviers fut maintenu en détention.

---

(1) G. à G. Paris, 18 avril 1657.

« Le 11 mai 1657. — M. Ivernerye écrit de Monségur à M. de Lassime, le vieux, bourgeois de la Réole, lui rappelant qu'il était chez lui lorsque les gardes de M. de Saint-Luc vinrent y prendre M. de Cordis pour le conduire à Puymirol; qu'il a été obligé de prendre la poste pour le rejoindre et que, l'ayant trouvé à Aiguillon, celui-ci le pria de retirer toutes les dépêches qui pourraient venir pour lui, de Sarlat, de Bordeaux ou d'ailleurs et de les renvoyer à M. de Mérignac, gouverneur d'Aiguillon, son parent, qui les lui fera tenir.

15 mai 1657. — M. de Cordis de Viviers écrit, de la citadelle de Puymirol, à M. de Lassime, à la Réole, qu'aussitôt qu'il sera en liberté, il ira le remercier de toutes ses bontés (1).

La communauté de Sarlat, en présence de l'échec de sa première protestation, la renouvela le 23 mai suivant. La Jurade, sur la proposition de M. Aussel, second consul, assisté de ses collègues et du procureur-syndic, pria M. de Langlade, premier consul, d'assurer M. de Saint-Luc que ses ordres ont été exécutés avec respect et applaudissement du public, le supplier de prendre la communauté sous sa protection, et de remettre en liberté M. de Viviers, cy-devant député. Le syndic reçut, en outre, mission de presser l'enregistrement de la déclaration. M. de Viviers était en liberté à Bordeaux dès avant le 13 juin. A cette date, Antoine de Grézel lui demande copie de certaines pièces (2). Ce qui est probable, c'est que M. de Viviers fut mis en liberté dès que M. de St-Luc eût rendu son ordonnance du 1^{er} juin, dont il va être parlé.

Les ordonnances rendues jusqu'alors par M. de Saint-Luc étaient plutôt favorables aux royalistes, somme toute.

« J'ay veu, par vostre lettre, la joye que vous avez tesmognée en l'exécution des ordonnances de M. de St-Luc, à laquelle je veux prendre part... J'heusse esté ravy que M. de Langlade m'eust fait l'honneur de prendre ma maison. J'ay heu l'honneur de voir M. Langlade, son fils et de luy dire les obligations que la communauté luy a d'avoir voulu luy faire cest honneur d'accepter le chaperon (3).

---

(1) *Arch. hist. de la Gironde*, t. XV, n° 250.

(2) G. à G. Paris, 13 juin 1657.

(3) G. à G. Paris, 23 mai 1657.

La situation créée par M. de Saint-Luc était transitoire. Le lieutenant-général voulut tenter une solution définitive. Le 1^{er} juin 1657, il rendait l'ordonnance suivante :

• Le marquis de Saint-Luc, comte d'Estelan, etc., lieutenant-général des armées du Roy et de la province de Guienne.

Ayant pleu au Roy de nous renvoyer la décision des différends qui regardaient l'élection consulaire de la ville de Sarlat... Nous aurions pourveu à l'establisement des nouveaux consuls, conformément aux intentions de Sa Majesté, et d'autant que par l'arrest du Conseil d'en hault, toutes les parties intéressées... doivent nous porter toutes leurs pièces... pour le tout estre jugé ainsy que nous verrons bon estre et avec l'advis de Monsieur de Tallemant, intendant de ceste province.

Veu ledict arrest en dacte du (en blanc) de la présente année. Nous... Ordonnons qu'un des consuls avec le syndic de la communauté se rendront auprès de nous, le vingt-cinquesme de juillet prochain, avec pouvoirs de ladicte communauté de passer et souscrire tous actes nécessaires avec quy il appartiendra, et que pour cest effect, les vieux et nouveau Conseil s'assemblera pour prendre telle délibération, ensemble deux de chaque famille de Cordis et de Fajolz se trouveront auprès de nous audit temps, avec leurs pièces et instructions, comme aussy deux de la famille du sieur de Brousse (en marge : et autres intéressés aux affaires desdictz Brousses et Fajolz), pour, le tout examiné avec ledit sieur Intendant, estre ensuite ordonné ce qu'il appartiendra. Cependant, ordonnons que toutes poursuites... et tous actes pris en maison de ville, à l'esgard desdictz differends sursoiroit, deffendant ausditz consuls de permettre qu'il soit traité dans leurs assemblées d'aucune affaire quy concerne lesdictes familles, de Brousse, Cordis et Fajolz et autres intéressés en icelle. Et d'autant que nous sommes advertis qu'il se fait plusieurs libelles diffamatoires dans ladicte ville de Sarlat contre divers particuliers et que mesmes, pour faire différence de plusieurs partis et cabales, les uns sont nommés catholiques et les autres huguenolz, ce quy porte le scandalle dans la ville et trouble le repos des habitans, nous faisons très-expresses inhibitions et deffenses à toute sorte de personne... d'uzer à l'advenir... d'aucun libelle diffamatoire et injure contre quy que ce soit, et de nommer aucun habitant catholique ou huguenot, soubz prétexte des dictz partis, sur peine d'estre traités comme perturbateurs du repos public.. Et afin que personne n'en prétende cause d'ignorance, la présante sera leue et publiée et affichée

dans les cantons accoutumés dudit Sarlat. Faict à Bordeaux, le premier de juin 1657.

Signé : SAINT-LUC.

Par Monseigneur : COMBABBESOUZE.

Scellé en cire rouge aux armes (1).

Cette ordonnance ne contentait aucun des partis. Antoine de Grézel l'appécie d'une façon peu favorable (2). Il est vrai qu'elle contenait une singulière omission. L'arrêt du Conseil d'en Haut, qui lui sert de base, est mentionné, mais la date est laissée en blanc. Cette omission était évidemment intentionnelle :

« ... C'est une pièce, écrit M. de Grézel, que les (ennemis) jurés de la ville ont recherchée, par le moyen de laquelle ils se sont imaginés qu'ils se pouvaient remettre en droits pour avoir, à l'aide de ces puissances de la communauté, quelque satisfaction plus grande que celle qu'ils ont recherchée par la déclaration... Les fidèles serviteurs du Roy, se maintenant dans leur courage... contre ceux qui ont trahi leur patrie, peuvent, avec grande raison, demander que les parties soient remises au premier estat,... et qu'il leur soit permis de continuer les informations, faites à la requeste du syndic, ce qui ne peut estre refusé, parce que ou le crime qui est des plus exécrables est de ceux que l'amnistie a abolys, ou il en est excepté... Il ne fault pas approuver ceste ordonnance, qu'on ne voye plus clair dans les affaires qui se doivent faire ouvertement et non sur un arrest qui n'a jamais esté veu, et duquel la date est cachée affin qu'on ne puisse le trouver au greffe, ce qui donne subject de défiance qu'on n'ait surprins M. de Saint Luc, qui est un seigneur qui a tesmogné de grandes et très sincères affections pour nostre communauté... J'ay escript à M. de Viviers de tascher de recouvrer une copie de cest arrest... M. de Viviers mande qu'il y a de pressantes sollicitations de deux puissances, qu'il ne nomme point... Ces démons qui ne visent que mē fatiguer et immortaliser leurs calomnies, font courir le bruit qu'ils ont obtenu arrest d'inhibition au Parlement de Bourdeaux, de procéder à l'enregistrement de la déclaration, ce que nous avons raporté à Mgr le Chancelier qui nous a assureé qu'il ne scavoit que c'estoit, et que M. de Saint-Luc n'avoit pouvoir que pour le Consulat... »

« ... Tout dépend de cest enregistrement, écrit Grézel, quelques

---

(1) Original papier. Arch. de Gérard.

(2) G. à G. Paris, 13 juin 1657.

jours après (1), qui est traversé par ceux qui en ont besoin... J'ai envoyé des mémoires à M. de Viviers; M. Dalon, son avocat, s'en servira au plaid de la cause, en la Chambre où, sur une requête de ces perdus, ils ont été renvoyés. Ce procédé insolite nous a surpris parce qu'il semble que le Parlement veuille en faire une affaire, de juridiction en tous ces points, l'enregistrement des lettres-patentes qui borne leur pouvoir, puisque desja, pour le principal, il a été interdit. C'est un coup de leurs pratiques ordinaires pour donner temps à ces démons, qui agissent par deça (à Paris), de pouvoir surprendre quelque arrest ou lettres de grand sceau pour surseoir cest enregistrement... Je ne puis former aucune résolution sur l'ordonnance de M. de Saint-Luc... n'y aiant rien de plus plausible qu'une ordonnance de paix, ny de plus dang reux qu'une paix fardée... : *In pace amaritudo mea amarissima*, disent les Saintes Escritures. Je n'ay qu'un mot à vous dire, c'est que l'enregistrement fait, il ne restera plus matière à procès ».

M. de Viviers me mande que l'affaire de l'enregistrement a été remise aujourd'hui (2) à cause des occupations que le Parlement eust mardi dernier, et que les conclusions sont favorables. Il espère que l'affaire réussira, nonobstant les fortes sollicitations des adhérents et protecteurs de ces démons... « J'ai vu de nouveau M. le Chancelier qui m'assura n'avoir ouï parler de ceste prétendue contraire déclaration, ni d'arrest la concernant, ce qui me fait croire que ce sont des effets de l'extravagance de ces perfides... »

« ... Vous avez veu les mémoires de Bourdeaux, la surseyance ordonnée et ce quy suyt (3). Monsieur le Chancelier nous a promis qu'il nous seroit rendu justice, et que Sa Grandeur enverroient une jussion ou des lettres de cachet pour accélérer cest enregistrement ».

C'était de l'eau bénite de cour !

Les Frondeurs eurent assez d'influence sur M. de Saint-Luc pour le faire changer d'avis de nouveau. Une nouvelle ordonnance (4) nomme à la place des membres du Conseil nouveau dont il avait approuvé lui-même l'élection, 24 jurats, appartenant tous au parti de La Brousse, et dont plusieurs étaient suspects de trahison.

---

(1) G. à G. Paris, 20 juin 1657.

(2) G. à G. Paris, 4 juillet 1657.

(3) G. à G. Paris, 18 juillet 1657.

(4) Cette ordonnance est mentionnée sans date dans la délibération du 16 août 1657.

En présence de ce changement de front, une délibération fut prise dans la maison commune le 16 août 1657, pour protester contre cet acte. Après un historique détaillé des événements, elle ajoute :

« ... Si la communauté ne souffroit pas un très-sensible préjudice des dernières ordonnances de M. de Saint-Luc, comme très contraires à ses privilèges et à la déclaration de S. M. et blessant le reste des habitans qu'elle semble vouloir exclure de la maison commune, et si les mauvais habitans qui choquent son repos ne se trouvoient honorés, au préjudice des bons qui l'ont tousjours servie, elle voudroit defferer aux ordres de Sa Grandeur, qu'elle honore et respecte... mais tant de préjudice la fait incliner à la supplier de la dispenser sy elle ne peut changer le conseil nouveau qu'elle avoit fait avec mûre délibération, l'ayant composée des habitans qui ont très bien servi le Roy et leur patrie, tous gens de probité, d'honneur et de capacité... et, en outre, l'excuser si elle ne souffre pas le rétablissement de ses habitans accuzés de trahizon, que ladicte déclaration ne soit enregistrée, crainte que comme ils ont meü toute sorte de machines pour ruynner ceste communauté, en y voulant establir une espèce de tyrannie, de laquelle ils se sont servis pour livrer ceste ville aux ennemis de l'Etat, ils ne puissent prendre advantage des ordonnances de Sa Grandeur, pour suspendre l'effect de ladicte déclaration... Protestant, etc.

De faire les significacions nécessaires, avons commis et départi M^e Anthoyne de Philopald, advocat en Parlement. Délibéré à Sarlat, dans la maison commune, le seiziesme aoust mil six cent cinquante et sept.

Cette délibération porte cinquante-six signatures :

La première est celle d'Armand de Gérard, seigneur du Barry et Saint-Quentin. Les deux dernières sont celles de François de Monzie, seigneur de Massaut, lieutenant-particulier, et de Jean de la Dieudye, procureur du Roi.

Trois jours après, le 19 août, Antoine de Philopald signifiait cette délibération à M. Gaussen, lieutenant des gardes de M. de Saint-Luc, envoyé par celui-ci pour veiller à l'exécution de son ordonnance.

Saint-Luc, exaspéré par cette énergique résistance et ce refus formel d'exécuter ses ordres, poussé sans doute dans la voie des violences par ceux qui étaient intéressés à envenimer

la querelle, décida d'envoyer à Sarlat des troupes pour forcer la main aux récalcitrants.

Devant ces menaces, la Jurade se réunit pour délibérer le 6 septembre 1657.

« ... Sur ce qui a esté représenté par M. Aussel, second consul, en absence de M. de Langlade, premier consul, et en présence des sieurs de Selves et Bouffanges, troisiésme et dernier consul, que Mgr de Saint-Luc... tesmoignoît du mescontentement contre ceste communauté et estoit resoleu d'envoyer des troupes... jusqu'à ce que nous aurions obéy à certaines choses que mondit seigneur désiroit de nous... ledict sieur Daussel exortant ladicle communauté de délibérer... en sorte que Sa Grandeur soit satisfaicte, comme il est très-raisonnable. A esté délibéré... qu'il seroit à propos de supplier Monseigneur de Sarlat et M. de Beynac... de s'entremettre... affin qu'il plaise à Sa Grandeur de vouloir bénignement traicter ceste communauté, et luy persuader qu'elle n'a jamais heu intention de luy desplaire... qu'elle luy porte toute sorte de respects et sera tousjours soubmize aux ordres du Roy et à ceux de Sa Grandeur : a ces fins, M. de La Cour (1) est prié. . d'aller devers Monseigneur de Sarlat (2) et M. de Beynac, leur porter l'humble prière que la communauté leur faict, avec pouvoir de les assurer que la communauté se soubzmettra aux ordres de Mgr de Saint-Luc... Suppliant toutesfois Sa Grandeur de vouloir conserver la communauté dans ses privilèges et tranquillité publique, suivant la volonté du Roy et sa déclaration, et de considérer qu'elle a esté extrêmement affligée depuis les derniers mouvemens de la province, le tout pour avoir esté tousjours fdelle au service du Roy... Délibéré le sixiesme du mois de septembre mil six cens cinquante sept, le Conseil vieux et nouveau assemblé, au son de la grand cloche, suivant la coustume (3)... »

Cette soumission n'arrêta pas la colère de Saint-Luc. Quelques jours après, trois régiments d'infanterie venaient prendre leurs quartiers dans Sarlat, logeant chez l'habitant. C'était un moyen radical. Une résistance prolongée aurait amené la ruine de la ville qui supportait seule, sans recours,

---

(1) Antoine de Brons, seigneur de la Romiguière et Lacour, premier consul en 1656-1657; il était beau-frère du baron de Beynac.

(2) Nicolas de Sevin.

(3) Cette délibération porte 54 signatures.

cette charge écrasante. La municipalité se retira et fut remplacée par des partisans du parti de la Fronde.

« ... Les factieux furent mis en possession des charges municipales, à la faveur des armes de S. M. qu'ils attirèrent dans la ville par des moyens secrets et inconnus en l'an 1657 (1) ».

Les documents sont très rares sur l'administration de la municipalité nommée par ces moyens extraordinaires. On sait toutefois que Jean de Ville remplaça M. de Langlade comme premier consul et qu'il avait pour collègue Bouffanges, de l'ancien consulat. De Ville, procureur du Roi en l'Élection, était un des partisans les plus ardents de La Brousse, son neveu. Nommé, une première fois, premier consul par lettre de cachet, en 1656, il n'avait pu se faire installer. Une nouvelle tentative a échoué lors de la nomination de M. de Langlade. Il arriva donc à ses fins, et prit enfin possession du chaperon, à main armée. Ce changement dans l'administration municipale, opéré dans ces conditions, n'était pas fait pour ramener la paix.

Le procès-verbal qui suit donne un bien curieux tableau de l'état des esprits et des animosités qui se manifestèrent avec violence dès les premières Jurades. Les partis n'avaient pas désarmé.

« Nous, Armand de Gérard, seigneur du Barry, Saint-Quentin et autres places, conseiller du Roy, lieutenant-général en la sénéchaussée et siège présidial de Sarlat, estant en nostre maison, seroit venu le sieur de Ville, premier consul, lequel nous auroit prié de vouloir assister à la Jurade qu'il vouloit assembler l'après-diné, et ayant entendu le son de la cloche, nous serions rendus à la maison de ville, où estant arrivés, aurions trouvé ledict sieur de Ville et le sieur Bouffanges, consuls, assis à leur banc avec leur chaperon au devant d'eux sur la table; nous aurions aussy trouvé le sieur procureur du Roy et autres officiers et habitans assis à leurs bancs et les autres debout, tellement que nous, ayant prins nostre place (2), le sieur de Ville auroit fait trois propositions : la première, que tous ceux qui

---

(1) Mémoire au Roi par Armand de Gérard, seigneur du Barry, 1670.

(2) Armand de Gérard, présidait la Jurade en qualité de « commissaire royal de l'Hôtel de Ville ».

avoient des papiers de la maison de ville, eussent à les rendre pour le faire escrire dans le livre de la maison de ville. La seconde, tendant à pourvoir à l'Hôpital, parce que les pauvres souffroint beaucoup ; la troisième, concernant la déclaration de S. M. donnée en décembre 1656, po tant amnistie tant pour la présente ville que ressort et sénéchaussée, et s'il faloit que le syndic acceptât ceste amnistie ou non, ou s'opposât à l'enregistrement d'icelle...

Sur quoy le procureur du Roy auroit dict qu'il trouvoit les deux premières propositions de justice et pour la troisième qu'il la trouvoit caplieuse, voire criminelle, puisqu'elle estoit notoirement opposée à la volonté du Roy et tendoit à rendre inutiles les grâces que S. M. faisoit à lad. ville et sénéchaussée, du propre mouvement de sa bonté royale et que... ce seroit se rendre criminel que de s'opposer à la volonté de S. M. qui ne tendoit qu'à maintenir les habitans en paix et tranquillité par la fin qu'il avoit mis aux procès que la trahizon de la ville et mort du sieur Brousse, lieutenant-criminel, avoit excités, autrement ce seroit renouveler tous les procès et faire revivre les factions... et tirer la ville hors du repos et tranquillité dans lesquels elle se trouve avec toute la province, en conséquence de la déclaration, que M. de Saint-Luc... a trouvée si juste et nécessaire, qu'il a voulu faire exécuter lui-mesme, ayant faict tirer hors du greffe les procédures et sentences intervenues sur ladicte trahizon.

Et de plus a remonstré... avoir eu avis que, depuis cinq ou six jours, on a monopolisé ce conseil, et, de faict, que l'on voit dans l'assemblée nombre de suspects, frères, beau-frères, oncles et nepveux, cousins-germains, proches parants et domestiques tant des sieurs président Brousse, Fajol, que Mariel, parties intéressées, qui ont envoyé cy-devant leurs oppositions au sceau ou au Conseil, et en la Cour de Parlement de Bourdeaux, qui ne peuvent de droict, opiner sur ladicte proposition et y assister ; que mesmes, on a introduit dans l'assemblée beaucoup de personnes qui ne sont pas du Conseil, ledict sieur de Ville, premier consul, se trouvant oncle du sieur président Brousse, et le sieur Bouffanges, troisième consul, cousin-germain du sieur Mariel, et à raison de ce, nous a requis que tous les suspects eussent à sortir avec ceux qui ne sont pas du Conseil, autrement, il protestoit de nullité et cassation de la délibération qu'on pouvoit prendre, contraire au respect et aux intentions de Sa Majesté et de tout nous a requis de dresser nostre procès-verbal.

Et ensuite, comme l'on opinoit et qu'il y avoit diversité d'avis, les uns disant que, n'estant pas criminels, ils ne vouloint pas d'amnistie, appréhendant d'estre comptables des intérêts civils réservés par la

déclaration, les autres que, bien qu'ils ne fussent pas non plus criminels, ny subjects à aucun reproche, néanmoins ils estoit d'advia d'obéyr aveuglément aux volontés de S. M. et de demander l'enregistrement de lad. déclaration, suivant les très précédents arrestés de la Jurade, attendu que les privilèges de la ville s'y trouvent confirmés, et la paix et tranquillité de la ville affermie.

Pierre Loys, marchand, cousin-germain du sieur Mariel (1) c'estant présenté pour dire son avis, le sieur procureur du Roy dit que ledict Loys n'estoit pas du Conseil, ce que ledict Loys nous (accorda) sur le serment que nous exigeames de luy ; comme aussy Borie, procureur, et le fils aîné de Géraud, appoliquaire, accordant, sur mesme serment, qu'il n'estoit pas du Conseil, mais qu'ils ne vouloint pas d'amoistie, de peur d'estre comptables des dits intérêts civils.

Et pendant que l'on continuoit d'opiner, le sieur procureur du Roy nous auroit remonstré qu'on luy venoit donner avis... que plusieurs habitans qui sont de la Jurade, s'estaut présentés à la porte, pour entrer pour délibérer et donner leur avis, le sergent des sieurs consuls qui gardoit la porte fermée, leur auroit refusé l'entrée, que ceste clôture de porte et refus estoit une marque de monopole ; de quoy ledict sieur procureur du Roy nous auroit aussy requis de charger nostre procès-verbal, laquelle réquisition faite en présence des dicts sieurs consuls, qui, sans quitter leurs places, ont demandé qui avoit dict cela, à quoy a esté réparty par le sieur procureur du Roy, qu'il ne falloit qu'envoyer à la porte pour en scavoir la vérité, ce qui ne fut pas exécuté, n'ayant tenu compte de faire ouvrir les portes aus dicts habitans.

Et le sieur de Ville, premier consul, sur l'avis de certains qui contrarientoit ladicte déclaration, auroit demandé à la Jurade quelle response feroit le syndic, lorsqu'il seroit sommé de déclarer s'il vouloit accepter ladite déclaration du Roy ou s'opposer à l'exécution et enregistrement, le sieur de Taydes (2), conseiller au Présidial, s'adressant au sieur de Ville, l'auroit requis de dire à la compagnie s'il y avoit eu sommation et à requeste de qui elle auroit esté faite et de la représenter à la Jurade pour y répondre, à quoy ledict sieur de Ville auroit reparty que ce n'estoit pas à luy (de Taydes) de s'informer de cela, à quoy ledict sieur auroit reparty, qu'en qualité d'officier du Roy

---

(1) Il était fils d'Etienne Loys, le vieux, marchand de Sarlat, et de Peyronne Mariel.

(2) Géraud de Cordis, sieur de Taydes, conseiller au Présidial, marié en 1653, à Anne de St-Clair.

et d'habitant, il avoit droict de fère ceste demande, attendu que ladite proposition tendoit à choquer la volonté du Roy et troubler la tranquillité publique, et que n'y ayant pas de sommation, ceste proposition estoit inutile et prématurée, de quoy ledict sieur procureur du Roy nous a requis de charger nostre procès-verbal de la réquisition du sieur de Viviers (1).

Et parce que l'heure estoit déjà tarde, et temps de se retirer, les sieurs consuls se seroient levés et toute la compaignie, et le sieur de Ville, ayant pris les papiers contenant les mesmes direz prins d'entre les mains de Vaquier, notaire, qui les avoit escripts, le sieur procureur du Roy, s'adressant audict sieur Ville, l'auroit requis de remettre entre nos mains lesdicts papiers, ce que le sieur Ville ayant refusé, ledit sieur procureur du Roy auroit dict qu'il estoit donques juste que ces mesmes direz feussent paraphés de nous, lequel parafe, le sieur de Ville auroit refusé de faire, disant qu'il garderoit fort bien lesdicts mémoires, et qu'ils estoient bien assurés entre ses mains, après quoy l'assemblée auroit finy, sans résultat, attendu que la plus saine et majeure partie des opinants estoient d'obéir aux volontés du Roy, comme sont les sieurs d'Aymerique, lieutenant-criminel; de Monzie, lieutenant-particulier; de Peirignac, conseiller; Taydes, conseiller; Suau, vice-sénéchal; Cambort, président en l'Eslection; Grézel, lieutenant-principal en l'Eslection; Lacour, escuyer; Magran, escuyer; Delpech, advocat; La Coste, advocat; Fontalbe, advocat; Salz, advocat; Maraval, Philopald, Rey et autres.

De quoy et de tout ce dessus faict et dressé nostre procès-verbal, pour servir à telles fins que de raison.

- Faict à Sarlat, le second de novembre 1657.

DE GÉRARD, lieutenant général.

Dès que la nouvelle municipalité eût été installée « *manu militari* » les régiments quittèrent Sarlat, non sans laisser de cuisants souvenirs de leur séjour. Il est probable que les principaux tenants du parti vaincu furent particulièrement recommandés. C'est ce que l'on peut préjuger d'une procuration donnée, le 9 mars 1658, par Eyméric de Grézel, lieutenant principal en l'Election, Pierre de Cordis, Raymond Fontalbe, Antoine de Philopald, Aymé de Maraval, avocats; Jean Mortemousque, procureur, afin de porter au prince de

---

(1) C'est par erreur qu'il est dit « sieur de Viviers » surnom de son frère Antoine.

Conti leurs très humbles remontrances du traitement qu'ils ont subi de la part de leurs garnisaires, le supplier d'avoir commisération de leurs misères, et de ne souffrir qu'ils ne soient accablés contre toute sorte de droit.

Le parti du président de La Brousse, qui avait subi un échec, par le fait de la déclaration royale, sortait victorieux de la lutte engagée sur le terrain municipal, grâce à l'appui de St Luc et de ses régiments. Mais le corps électoral était loin d'avoir approuvé ces nominations « par ordre ».

Le 25 mars 1658, les électeurs furent appelés à renouveler la municipalité ; mais il semble que les consuls sortants ne se firent pas faute de travailler l'élection pour éviter que l'administration communale passât aux mains de leurs adversaires. Les consuls nouveaux furent : MM. de St-Clar ; Jérôme Ravillon, avocat ; David Bouffanges, apothicaire ; Léonard Martiny ; Jean Lavelle fut nommé sous-syndic (1).

Le procureur du Roi de la Dieudye interjeta appel devant le Parlement de l'élection des consuls, sous-syndic et conseil nouveau, comme faite dans des formes irrégulières.

Quelques mois après, le 26 septembre 1658, un groupe d'habitants,

« faisant la majeure et plus saine partie des bourgeois de Sarlat, et, en cette qualité, ayant le principal intérêt à faire que les privilèges et statuts de la ville soient conservés, particulièrement en l'élection des magistrats populaires et conseil politique... lesquels ont été enfreints et violés... »

joignirent leur requête à l'appel interjeté par le procureur du Roi. On ignore la suite qui fut donnée à cet appel.

Bien que St-Luc eût été chargé, par arrêt du Conseil, de toutes les questions relatives à l'administration municipale de Sarlat, le prince de Conti ne se désintéressait pas des

---

(1) Probablement Antoine de St-Clar, conseiller au Présidial, consul en 1652-1653. Jérôme Ravillon avait épousé Jeanne Dubernard, sœur de Raymond, receveur des décimes, fortement soupçonné, en 1652, d'avoir favorisé la trahison. David Bouffanges avait appartenu aux deux derniers consulats. Léonard Martiny, avocat, avait épousé Françoise de St-Clar. Le procureur-syndic de Gonet, propriétaire de sa charge, n'était pas soumis à l'élection.

affaires de la ville. Pour des raisons, difficiles à déterminer, mais qu'on peut soupçonner, il avait dû, pourtant, laisser St-Luc libre d'aller jusqu'au bout de sa politique violente en faveur du parti de La Brousse.

Au mois de juillet 1658, le Prince se trouvait à Périgueux. Mieux instruit, et sans doute éclairé par les renseignements recueillis sur place, il fit une tentative nouvelle pour amener la pacification.

Le 21 juillet, il rendit une ordonnance fixant, au mois d'octobre, la date d'une assemblée qui serait tenue à Paris en sa présence, à laquelle les partis en lutte enverraient des députés chargés de pleins pouvoirs. Cette ordonnance fut publiée au sénéchal par ordre du lieutenant-général, au requis du procureur du Roi, et affichée à l'hôtel de ville par ordre des consuls.

Le parti royaliste délégua Louis de Maraval, sieur du Cambort, second président en l'Élection ; le parti frondeur, Antoine de St-Clair, premier consul.

Au mois d'octobre 1658 (1), les chanoines et le clergé de Sarlat donnèrent une procuration pour se faire représenter à l'assemblée de Paris :

« ... Ayant appris que S. A. S. M^{gr} le prince de Conty... touché de commisération de l'estat pitoyable auquel ceste ville est réduite par les divisions, discussions et procès qui travaillent les principales familles... au subject du consulat... et autres différends... vouloit en prendre cognoissance... pour réunir et réconcilier les habitants... d'autant que c'est un ouvrage de Dieu... ont constitué leur procureur-général et spécial M^r M^e ..... (2) pour se présenter en l'assemblée qui sera commandée par S. A. et faite en la ville de Paris... et supplier S. A... de faire cesser les troubles et désordres que causent les haines, divisions et procès qui sont parmy les principaux habitants... rendre ceste ville à son premier estat, la remettre dans ses privilèges et observances de ses coustumes et statuts, affin qu'elle puisse, avec la liberté qu'il a pleu à nos Roys de lui donner et conformément à la déclaration de S. M., faire eslection de ses magistrats municipaux et conseil de police, et nommer des personnes capables et agréables au

---

(1) Le jour est en blanc.

(2) Le nom est en blanc.

public et affectionnés au bien de ceste ville, sans brigues ny affectations, ainsi qu'il s'est pratiqué les années dernières, dont tous les malheurs et discordes de la communauté sont dérivés. Par ce moyen, Dieu sera bény d'un mesme cœur, etc.

L'assemblée de Paris, fixée au mois d'octobre, eut-elle lieu ? Il n'en est pas resté trace. Ce qui est certain, c'est que les négociations se poursuivaient encore péniblement au mois de mars suivant.

« ...Pour nos affaires, écrit Antoine de Grézel à son cousin Eymeric, Son Altesse a désiré que l'affaire luy fust renvoyée par arrest du Conseil, et que nous baillions requeste à ces fins, ce qui n'est pas encore fait, suivant ses intentions, qu'est cause que demain nous avons ordre de nous assambler pour dresser la requeste en la forme que S. A. nous prescripra (1). »

Il semblait naturel que l'on attendit le résultat de la nouvelle tentative de conciliation tentée par le prince de Conti pour procéder aux élections municipales de 1639. Celui-ci avait même donné pour instructions de retarder les élections. On n'en tint pas compte.

Le 25 mars 1659, les électeurs furent convoqués pour procéder au renouvellement du corps municipal.

Le même jour, un groupe d'électeurs remit une protestation entre les mains du lieutenant-général. Ils remontent :

« ...Qu'en exécution de l'ordonnance de S. A. le prince de Conty, le sieur Maraval du Cambort fut député d'un costé, et le sieur Saint-Clar, de la part des consuls, qui se sont rendus à Paris (dès le mois d'octobre), où ils sont encore. Et, parce que, il y a deux courriers qui ont passé, l'un du cinquiesme et l'autre du douziesme du présent moys, sans que les paquets du sieur du Cambort ayent esté receus pour avoir esté interceplés, et que, d'autre part, on demeure adverty que S. A. S. a donné ordre aux sieurs consuls de retarder l'eslection consulaire, jusqu'à ce que S. A. S. y auroit autrement pourveu, à raison de quoy... ils s'opposent à la création des consuls et les somment de cesser de s'assembler ny procéder à aucune eslection consulaire, et, où, au préjudice desdictes ordonnances et susdictes remonstrances, ils voudroient passer outre, ils s'opposent et protestent

---

(1) G. à G.. Paris, 5 mars 1659.

de nullité et de se pourvoir devers S. A., et requièrent... qu'il leur en soit donné acte... »

Cette protestation fut-elle efficace? Rien ne permet de l'affirmer; cependant on ne retrouve pas les noms des consuls qui auraient dû être élus ce jour-là.

Les Frondeurs agissaient à Paris. Ils comprenaient que le prince de Conti était décidé à faire justice égale à tous et qu'il la ferait dès qu'il aurait reçu, par arrêt du Conseil, les pouvoirs qu'il demandait. Grâce à leurs intrigues, sans doute, ces pouvoirs lui furent refusés.

« Si ces messieurs qui occupent les places de magistrats populaires continuent, ils donneront de l'employ à S. A. par leurs procès-verbaux. Ils en ont envoyé en nombre... Les uns pour les affaires des Pères Récollets, les autres pour quelques mespris qu'on fist du chaperon..., en l'un et en l'autre ne manquant de comprendre MM. de Monzie, de la Cour, du Cambort, de Taydes et plusieurs autres... et pour m'esclaircir sy S. A. en avoit heu cognoissance, j'eus l'honneur de me présenter dimanche dernier avec M. Chastres et mon fils. S. A. m'escouta fort favorablement sur le subject de nos affaires et du compromis qu'Elle vouloit que nous passassions, puisque le Roy n'avoit pas trouvé à propos de luy renvoyer nostre cause par arrests. A quoy se termina nostre audience, sans que S. A. nous parlast de ces prétendus excès, à quoy, sans faillir, elle se fust portée, parce que nous estions seuls à luy parler d'affaires et dans ung grand loisir (1).

M. de Grézel ajoute :

« Monsieur nostre évesque (2) attend d'un jour à l'autre, c'est à dire ceste semaine au plus loing, ses bulles. Soudain, il travaillera à son sacre pour s'en aller vous voir, ce qui luy tarde autant à luy qu'à nous, tant il est plein d'affection par advance pour son diocèse. Nous avons à beaucoup espérer de ce bon, pieux et saint prélet.

A Paris, l'on croit la paix et le mariage du Roy. L'on croit pareillement le voyage de Sa Majesté en Guiene, à Bourdeaux et à Baionne, pour son mariage qui nous promet un siècle d'or, c'est-à-dire de soulagement, de protection et de justice à ses fidèles subjects et serviteurs qui sont dans l'oppression et la persécution. C'est à quoy il faut se disposer pour aller recevoir ces présents de prospérité qui ne peuvent manquer. »

---

(1) G. à G., Paris, 10 mai 1659.

(2) François de Salignac de la Mothe-Fénelon.

Ces mélancoliques réflexions confirment bien l'échec des royalistes. Ne traduisent-elles pas la confiance que, de tout temps, les opprimés mettaient dans la justice personnelle du Souverain ? « Ah ! si le Roi le savait ! » On souffrait des agissements et des injustices des ministres ou des magistrats, mais sans en rendre responsable la personne du Roi (1). Cette lettre mentionne deux faits qui se rattachent de très près aux événements dont le récit précède : l'affaire des Récollets et la nomination à l'évêché de Sarlat de François de Salignac-Fénelon.

En 1656, la supérieure du couvent des Clarisses, s'apercevant que la clôture était violée, présenta requête à l'évêque le 4 novembre. Gabriel de La Broussé, chanoine, official et vicaire-général, délégué de l'évêque, rendit une ordonnance qui atteignait indirectement les Récollets, supérieurs du monastère. Sœur Marguerite de St-Jérôme et quelques religieuses relevèrent appel au Parlement de Bordeaux, comme d'abus. Le promoteur et l'official du diocèse firent défaut, le Parlement n'étant pas compétent pour juger un acte de juridiction ecclésiastique.

Sur ces entrefaites, le même official, à la requête du promoteur, informa contre le Père Joseph Chastain, récollet, qui, dans un sermon donné au même monastère, aurait avancé « des propositions et une doctrine scandaleuses », et décréta contre lui. Les Récollets en appelèrent comme d'abus.

L'official, généralisant son action, enjoignit alors aux supérieurs des divers Ordres, d'avoir à présenter les religieux désignés pour confesser et prêcher dans le diocèse, interdisant tous ceux qui n'auraient pas été autorisés. L'ordinaire usait de son droit ; mais il parut que le but cherché était d'atteindre les Récollets, en les englobant dans une mesure générale. Les Récollets firent appel, en 1659, comme d'abus, sous le couvert du procureur-général, le joignant à celui des Clarisses

---

(1) Cette lettre d'Antoine de Grézel à son cousin est la dernière de la volumineuse correspondance échangée entre eux. Il est probable que le parti royaliste prit condamnation et rappela ses agents dont le séjour à Paris, pendant près de quatre ans, avait grevé lourdement son budget.

sursis depuis trois ans. L'official de La Brousse fut encore condamné par défaut.

L'évêque de Sarlat et les agents du clergé de France se pourvurent alors en cassation, devant le Conseil d'Etat qui, par ses arrêts du 16 juillet 1658 et du 24 décembre 1658, aux rapports de Boucherat et Caumartin qui en avaient communiqué avec les sieurs d'Ormesson et de Morangis et l'évêque de Séez, casse les arrêts du Parlement, décharge l'official de La Brousse de toute assignation et condamnation, sauf aux religieux à se pourvoir devant le juge d'Eglise; défend au Parlement d'impliquer dorénavant l'official en matières semblables (1).

C'était bien jugé en droit. Les Récollets étaient dans leur tort, mais tout semble indiquer qu'il s'agissait ici d'un procès de tendance, et que les religieux furent poursuivis, surtout comme adversaires du parti du président de La Brousse.

L'incident suivant vient confirmer cette hypothèse. Le Père Cyprien, prédicateur ordinaire des Pères Récollets de Sarlat, fut poursuivi personnellement le 12 avril 1658 par l'official de La Brousse, pour avoir, le jour de St-Joseph, dans son sermon prononcé dans l'église des Récollets « exprimé des propositions scandaleuses, séditieuses, erronées et supposées calomnieuses ». Le Père Lazare, gardien, appela, comme d'appel, devant le Parlement (2).

On remarquera que le jour de St-Joseph était précisément l'anniversaire du vœu fait par les consuls et les Récollets le 19 mars 1653, à la veille de la reprise de Sarlat sur les Frondeurs. Il est probable que le Père Cyprien, rappelant cette date mémorable et les circonstances du vœu, avait fait des rapprochements ou des personnalités qui avaient blessé la susceptibilité des parents et amis de l'official.

L'évêque de Sarlat, Nicolas de Sévin, eut le tort de se laisser compromettre dans les divers événements qui avaient partagé les habitants de Sarlat en deux camps irréconciliables.

---

(1) Jean Legentil. Actes du Clergé, Paris, 1673. Tome II, 1^{re} partie, p. 72.

(2) Acte notarié, signé Daussel. Vieilles minutes. Etude de M^e Teillet, à Sarlat.

Il avait usé de son influence sur M. de St-Luc, et cette influence s'était traduite par des actes de violence qui ne s'oubliaient pas. Il crut agir pour le mieux, sans doute ; mais, il semble avoir perdu de vue que le devoir des autorités religieuses est de planer au-dessus des contingences de la politique, et qu'elles ne doivent pas céder aux sollicitations d'un parti et se mettre à son service.

L'affaire des Récollets, très populaires, acheva d'affaiblir l'autorité du prélat, rendant sa position de plus en plus difficile. Sentant que son influence était atteinte, en présence des difficultés que rencontrait l'exercice de son ministère, il n'hésita pas à quitter son siège. L'évêque de Cahors, Alain de Solminihac, lui proposa alors de le prendre comme coadjuteur, avec future succession ; il accepta.

Le choix de son successeur était difficile. On finit par décider, malgré ses résistances, François de Saliguac-Fénelon à accepter le siège de Sarlat. L'humble et modeste abbé de Carennac se laissa imposer le fardeau de ces lourdes responsabilités, dans la pensée du bien qu'il pouvait faire, et de la paix qu'il pouvait contribuer à ramener dans les esprits. Ce fut un choix providentiel. A l'autorité d'un grand nom, il joignait des qualités exceptionnelles, qui ont fait de lui un grand évêque de bien.

Son arrivée à Sarlat fut le signal d'une détente. Le premier soin du nouveau prélat fut d'éteindre la malheureuse affaire des Récollets. C'est certainement de son aveu, et sous son inspiration, que furent arrêtés les termes de l'accommodement qui mettait fin à ces pénibles divisions.

« Les Pères Récollets de Sarlat iront rendre leurs respects au seigneur évêque et le prieront de les recevoir en ses bonnes grâces, et l'on espère de la bonté dudict seigneur qu'il le fera connoitre par des actions publiques qu'il les a receus en ses bonnes grâces.

Tous les religieux se présenteront à luy pour recevoir son approbation, pour entendre les confessions, suivant le Concile de Trente comme ils se présenteront aussy, pour avoir permission de prescher, conformément au mesme Concile.

L'exposition du St-Sacrement se fera dans l'église desdits Récollets aux jours de festes solennelles, en la forme qui se pratique en la ville de Bourdeaux, qui est la métropole de la Province.

Ils continueront leurs questes ordinaires et acoustumées dans la ville et dans le diocèse, et s'ils ont besoin d'en faire d'extraordinaires, ils seront tenus d'en demander permission spéciale audict seigneur évesque.

Pour les procez pendaos au Parlement de Bourdeaux, et au Grand Conseil, entre MM. les officiers du Présidial et procureur du Roy, à l'occasion du susdict différend, le seigneur évesque est prié d'interposer son crédit pour l'assoupir, affia qu'il n'y aye aucun sujet de division.

Il employera aussy son auctorité pour réconcilier par des voyes justes et raisonnables, avec les religieux, tous ceux qui ont pris party contre eux, et particulièrement le curé d'Archignac et les sieurs Braconat, Gaurenne et le Bon. Le seigneur évesque et lesdicts Recolletz se despartiront réciproquement, comme il est escrit au précédent article.

Le seigneur évesque est prié de s'employer envers M^{sr} l'évesque de Caors, afin qu'il luy plaise de recevoir les respects et soumissions desditz Récolletz de Sarlat et les remettre en ses bonnes grâces.

Au dos : Projet d'accommodement entre M. l'évesque de Sarlat et les Récollets de la mesme ville, faict au mois d'avril 1662, par M^{sr} de Marca, archevesque de Paris (1).

Cet accommodement fut, sans doute, exécuté, mettant fin à ce grave incident.

La lettre d'Antoine de Grézel à Eymeric de Grézel, du 10 mai 1659, analysée dans les pages qui précèdent, est la dernière de la correspondance échangée entre les deux cousins. A partir de cette date, les documents sont rares et espacés. Les luttes n'avaient pas pris fin cependant ; mais, on peut croire qu'elles furent assoupies pour un temps, grâce à

---

(1) Bibl. nat. mss. Fonds Baluze, vol. 112, p. 50. La minute de ce projet, raturé et corrigé, est de la main du chanoine Armand de Gérard-Latour. Il est probable que celui-ci fut mêlé à ces délicates négociations, de l'aveu de François de Salignac-Fénelon, son parent, mais surtout « son bon amy » comme il l'appelle dans sa correspondance, et qu'il décida M^{sr} de Marca, à servir d'arbitre pacificateur. Le chanoine de Gérard avait d'anciennes relations avec l'archevêque de Paris qu'il avait connu lorsque celui-ci occupait le siège de Toulouse. Il était, en outre, depuis sa jeunesse, dans l'intimité de Etienne Baluze. Le grand érudit avait dédié, en 1355 « la Vie de St-Sacerdos, évêque de Limoges, et patron du diocèse de Sarlat, » conjointement à M^{sr} de Marca, et au chanoine de Gérard.

l'action pacificatrice de l'évêque François de Salignac-Fénelon.

Les listes du Consulat, malheureusement très incomplètes, permettent toutefois de constater que les électeurs, laissés libres, choisirent leurs magistrats municipaux, indifféremment dans les deux partis.

Nous trouvons comme consuls, en 1659-1660, Jean de Pignol (1) et Aymé de Maraval, avocats.

En 1660-1661, de Monzie (2), de Gisson et Loys ; en 1662-1663, Bertrand d'Aymerique, lieutenant-criminel, Antoine de Saint-Clar (3), David Faget, procureur et Jean Grangier, bourgeois.

L'élection du 25 mars 1662 donna lieu à une reprise aigüe des hostilités. Bernard de Veyssières, sieur de Puylebreuil (4) fut nommé procureur-syndic, par ordre du gouverneur de Guyenne, au préjudice des droits d'Antoine de Cordis, sieur de Viviers, conseiller au Présidial. Viviers fit opposition, invoquant qu'il était propriétaire de la charge de procureur-syndic perpétuel, en vertu de la vente qui lui en avait été faite, le 9 avril 1660, par M. Pierre de Gonnet, prêtre, docteur en droit, dernier possesseur.

C'est évidemment à ce fait que se rapporte une lettre d'Antoine de Grézel, du 26 mars 1662, à son cousin Eymeric. Il le prie de rentrer à Sarlat immédiatement, pour les motifs que contient une lettre que son fils lui écrit de Bordeaux.

« ... Vu que les ennemys.... travaillent, contre les personnes auxquelles nous avons des obligations, qu'ils n'acquitteront jamais.... leurs efforts seront vains, avec l'aide de Dieu, nous vous attendons pour vous entretenir de tous ces complots... (5).

---

(1) Maître Jean de Pignol, avocat, conjuge de la Cour des Consuls, marié à Marguerite de Bonet, fille de Jean de Bonet, avocat du Roi, et de Antoinette de La Brousse. Par son mariage, il devait être attaché au parti de La Brousse. Son collègue de Maraval était du parti contraire.

(2) François de Monzie de Tustal, seigneur de Massaut, lieutenant-particulier, mari de Jeanne de Grézel, royaliste.

(3) Bertrand d'Aymerique, royaliste ; Antoine Saint-Clar, frondeur.

(4) Bernard de Veyssières, sieur de Puylebreuil, receveur des décimes, mari de Micheline de Fajol, avait été fortement compromis, lors du siège de 1652.

(5) De Grézel à Grézel, à Montclar. De Sarlat, 26 mars 1662.

Grézel se trompait. Puylebreuil fut installé par arrêt du Parlement.

Les noms des consuls des deux années suivantes sont inconnus. En 1665-1666, le consulat est aux mains des partisans de La Brousse. C'est Raymond Dubernard, trésorier des décimes, qui fut nommé premier consul.

L'année suivante, 1666-1667, Louis Martini, conseiller au Présidial, royaliste, est premier consul, avec Hélié Duloing, avocat, Antoine Vaquer, notaire royal, Jean Lascoux, chirurgien pour collègues ; M^e Martini, avocat, est procureur-syndic. En 1667-1668, le premier consul est Etienne de Fajol, avocat (1), avec Antoine de St-Clar, comme procureur-syndic.

Les noms des consuls de l'année suivante manquent. En 1669-1670, le consulat est royaliste. Le premier consul est François de Monzie, lieutenant-particulier, ayant pour collègues, Georges Aussel, avocat, Louis Martini, bourgeois, Géraud Bouffanges, apothicaire. Le procureur-syndic fut Guillaume Loys (2).

Les esprits s'étaient calmés, c'est certain, car l'on ne trouve plus trace de l'âpreté et de la violence des luttes passées. Le temps avait fait son œuvre, usant peu à peu les haines et les passions. Mais l'ordre était loin d'être rétabli dans les divers services de l'administration municipale, restés profondément désorganisés, et où l'action absorbante du président de La Brousse et de ses partisans se faisait toujours sentir, au grand dommage des intérêts généraux de la ville.

Ces considérations décidèrent le lieutenant-général Armand de Gérard à adresser directement au Roi, en 1670, un rapport sur cette triste situation. Il ne vit pas d'autre moyen, sans doute, de ramener l'ordre si profondément troublé (3).

---

(1) Epouse Antoinette Mariel de Pechrouzier.

(2) Guillaume Loys, procureur du Roi en l'Élection, mari de Françoise Fontalbe.

(3) Armand II de Gérard, écuyer, seigneur du Barry et de Saint-Quentin, conseiller du Roi en ses conseils d'État et privé. Lieutenant-général en la sénéchaussée et présidial de Sarlat, né en 1634 et mort en 1683. Marié en 1658 à Marie de Goudin de la Roussie.

La ville de Sarlat, s'estant divisée en deux partis contraires à l'occasion des mouvemens derniers de la Guienne, l'un des bons serviteurs du Roy qui ont conservé toujours une fidélité inviolable, l'autre des malintentionnés qui ont favorisé toujours les desseings des rebelles et ennemis de Sa Majesté, les malintentionnés, après avoir tenté toute sorte de moyens pour se rendre absolus dans ladite ville, se portèrent à ceste extrémité de procurer le siège d'icelle par les troupes des rebelles sur la fin de l'année 1652, et pratiquèrent tant d'artifice au dedans pour la mettre en leur possession, qu'ils en vindrent à bout au commencement de l'année 1653.

Les bons habitans, très-fidèles serviteurs du Roy, ayant bientôt recogneu que ladite ville avoit succombé plutôt aux artifices des malintentionnés qu'aux efforts des rebelles, résolurent entre eux de secouer le joug de la rebellion et eurent le bonheur de réussir dans leur desseing, favorisés des armes du Roy, par le secours que feu M. le duc de Candale leur envoya, sous la conduite de feu M. de Marin ce qui produisit le retour de ladite ville sous l'obéissance de Sa Majesté sur la fin du mois de mars 1653.

Après la réduction de ladite ville, les malintentionnés en furent honteusement chassés, quelques-uns d'iceux condamnés et exécutés à mort ; la crainte d'un pareil supplice dissipa les autres factieux, et si la clémence de Sa Majesté n'eust arrêté le cours des poursuites contre les coupables par son amnistie générale pour la Guienne et par une déclaration toute particulière pour ceux dans la ville de Sarlat, ils n'eussent jamais conceu la pensée d'y revenir.

Mais assurés de leurs vies à l'ombre de ces deux déclarations d'amnistie, ils ne perdirent pas l'espérance de s'y reestabliir ; ils pratiquèrent toutes les puissances de la province pour obtenir des ordres exprès aux habitans de les y recevoir, et, non contents de s'y estre remis, ils formèrent le desseing de s'y reestabliir avec autorité, et sous des prétextes faux et supposés, ils eurent tant d'adresse par des voyes extraordinaires et inusitées, de surprendre un arrest du Conseil du Roy et lettre de cachet qui nomme pour consuls et conseillers de l'Hôtel de ville, pour l'année 1656, ceux de parmy cete faction, les plus passionnés et intéressés, avec des ordres fulminans contre ladite ville, si on s'opposoit à leur installation dans les charges.

Ce coup estonnant et impréveu abbatit le cœur des gens de bien et des bons habitans, qui avoint sacrifié leurs vies et leurs biens pour les intérêt de Sa Majesté, qui ne s'attendoit pas, à la vérité, de voir les factieux revestus des honneurs consulaires et leur rébellion

récompensée de l'autorité des charges publiques. Mais ils furent bien plus abbatus de voir ces factieux mis en possession desdites charges et dans l'exercice d'icelles à la faveur des armes de Sa Majesté, qu'ils attirèrent dans la ville par des moyens secrets et incognus en l'an 1657.

Du depuis, ces factieux ont formé une cabale dans la ville, ou plus tost une petite république, dont les trois chefs (1), de trois nombreuses familles, à la vérité, [forment] comme un triumvirat, se subrogent dans les charges alternativement, s'y perpétuent en distribuant annuellement lesdites charges à leurs proches parents et alliés, et n'y appellent que ceux qui ont donné leur foy aux intérêts de ceste cabale, disposent des revenus publics à leurs affaires propres, n'en rendent aucun compte, exercent leurs haines et leurs vengences, en abusant de l'autorité des charges contre ceux qui se sont opposés, pour le service du Roy, au progrès de cette faction, le tout à l'exclusion des plus anciennes, principales et plus considérables familles de la ville qui ont tousjours demouré fermes et très fidèles serviteurs du Roy, ne peuvent plus prétendre d'entrer à l'Hôtel de ville s'ils ne s'attachent à ceste dangereuse cabale (2).

Les bons habitans, très-fidèles serviteurs de Sa Majesté, espèrent de sa justice qu'elle donnera les ordres nécessaires pour détruire cette cabale. L'exemple du passé doit en faire prévenir les suites, et, comme l'intention de Sa Majesté n'a jamais esté d'exclure des honneurs et des charges ceux de ses subjects qui luy sont et luy ont esté tousjours les plus fidèles et les plus soumis, les bons habitans de la ville de Sarlat espèrent d'estre remis dans la liberté de se choisir des magistrats plus fidèles et plus affectionnés au bien de son service que ceux de ceste cabale (3) ».

Ce mémoire fut renvoyé par la Cour à l'Intendant de Bordeaux, qui écrivit de Paris, sans doute, à M. de Gérard, la lettre suivante :

23 mars 1670. — Monsieur, M. le marquis de Chasteauneuf m'a adressé, depuis peu de jours, par ordre du Roy, un procès-verbal que vous avez fait pour justifier que depuis 1657, le consulat de la ville de Sarlat a tousjours esté affecté à certaines familles particulières, et comme Sa Majesté désire remédier à cet abus, s'il est véritable, je

---

(1) La Brousse, Fajol, Veyssières-Puylebrouil.

(2) Cette affirmation semble excessive. — Voir plus haut la composition du consulat des années 1662-1663 ; — 1666-1667 ; — 1669-1670.

(3) Minute originale. — Arch. de Gérard.

vous prie de m'envoyer des mémoires instructifs de tout ce qui s'est passé sur cela dans la ville de Sarlat, des intrigues et cabales qu'on a pratiquées pour se perpétuer dans ces sortes d'elections, qui sont les personnes principales qui y ont eu part, quelles sont les familles qualifiées qui se trouvent exclues, par ce moyen, des charges municipales, quels remèdes on pourroit apporter pour y établir un meilleur ordre et faire que chacun y eût part à son tour, et toutes les autres que vous croirés me pouvoir donner quelque éclaircissement sur cette matière, après quoy je ne manqueray pas de proposer à Sa Majesté les avis et les expédiens que je jugeray les plus avantageux pour le bien de vostre ville.

Il sera bon, Monsieur, que vous preniez, s'il vous plaist, la peine de m'envoyer en secret ces mémoires pour éviter l'éclat et les divisions que cela pourroit causer dans vostre ville. Vous m'adresserez, s'il vous plaist, vostre response à Bourdeaux.

Je suis, etc.

DAGUESSAU (1). »

Les faits signalés par Armand de Gérard furent jugés assez graves par l'Intendant, pour motiver une enquête personnelle de sa part.

Il se rendit à Sarlat pour étudier sur place la question et entendre, sans doute, les parties en cause. Il dressa procès-verbal de son enquête, à la suite de laquelle fut rendu l'important arrêt du Conseil, qui suit :

Le Roy, ayant receu diverses plaintes des abus qui s'estoient glissés dans les elections des consuls et syndic de la ville de Sarlat, dans l'entrée au conseil politique de ladicté ville et administration de l'Hospital d'icelle.

Le Roy, estant en son Conseil, a ordonné et ordonne qu'il ne pourra à l'advenir estre admis, par chacun an, dans le nombre des vingt-quatre qui composent la Jurade ou Conseil politique de ladicté ville (2), plus de quatre personnes aagées et majeures de vingt-cinq ans, et seront les habitans natifs... préférés aux estrangers, lesquels n'y seront admis qu'après trois ans d'habitation actuelle dans la ville. Ne pourront les bourgeois de la ville entrer dans ladite Jurade et Conseil politique, plus souvent que de trois ans en trois ans, au moins, en sorte qu'aucun de ceux qui auront esté du nombre des vingt-quatre

---

(1) Henri Daguessau, Intendant de Limoges, puis de Bourdeaux. Il était en même temps maître des Requêtes et premier président au Grand Conseil.

(2) C'est-à-dire le *Conseil nouveau*.

conseillers politiques pendant l'une des deux années 1669 et 1670, ne pourront entrer dans ladite Jurade et Conseil politique qui se fera la prochaine nomination pour la précédente année 1671 (1) et ainsi consécutivement dans les années suivantes.

Ceux qui n'auront pas passé par les charges de consul en années précédentes, ne pourront estre nommés pour quatre prudhommes, ny ceux qui composent la Jurade ou Conseil politique estre du nombre desdicts prudhommes, ny des seize électeurs par lesquels il sera procédé, en la manière accoustumée, à l'élection des consuls, et ce faisant, nul ne pourra estre nommé consul ou scindic, qu'il n'ait esté dans la Jurade ou Conseil politique, trois ans auparavant au moins (2). Ordonne, Sa Majesté, qu'à l'advenir, aucun de ceux qui auront esté consuls pendant l'une des cinq dernières années, ne pourront estre admis au consulat ou syndicat ; comme aussi ne pourront estre eslus pour consuls dans une mesme année, le père et le fils, les deux frères, l'oncle et le neveu, le beau-père et le gendre, et les beaux frères, ny pareillement le scindic ne pourra estre parent des consuls en aucun des trois premiers degrés de parenté cy-dessus mentionnés, ny leur allié en aucun des deux premiers degrés, le tout à peine de nullité desdites nominations et eslections qui seront faictes autrement, à peine de mille livres d'amende sollidairement contre les contrevenants. Et ne pourront lesdicts vingt-quatre jurats ou conseillers politiques, ny lesdicts quatre prudhommes et seize électeurs donner leurs voix à leurs parents et alliés dans les susdits degrés, autrement leurs voix seront caduques et ne seront point comptées (3). Et ceux qui se trouveront avoir le plus grand nombre d'autres voix seront préférés. Et au surplus, seront les affaires communes de la ville, délibérées selon l'usage ordinaire et en manière acoustumée (4).

---

(1) Le 25 mars 1671.

(2) Il semble que cet arrêt supprime le *Conseil vieux* qui était composé de droit de tous ceux qui avaient passé par les charges de consul et de syndic. L'élection des consuls se passait de la manière suivante : la Jurade nommait quatre prudhommes qui désignaient seize électeurs. Ces derniers nommaient les consuls et le syndic qui devaient être pris soit dans le Conseil vieux, soit dans le Conseil nouveau de l'ancienne Jurade.

(3) Il résulte de ce texte que le vote aux divers degrés se faisait à bulletin ouvert et signé.

(4) Suivant les anciens statuts, le Conseil politique se transportait à la chapelle (dite de Saint-Bernard), située au milieu du cimetière Saint-Sacerdos, pour y procéder à l'élection des consuls. Cet usage fut suivi le 25 mars 1684. (Arch. dép. B 1188.)

Et quant à ce qui concerne l'administration de l'Hospital de Sarlat, ordonne Sa Majesté qu'il y aura trois directeurs, desquels il en sera uommé, en la manière accoustumée, tous les ans, un, pour exercer trois années, sans que ledit temps passé, ils puissent estre continués; et en cas de deceds de l'un d'iceux, il en sera subrogé un autre pour remplir le temps du décédé.

Enjoint Sa Majesté aux gouverneurs, lieutenants-généraux et commissaire desparty de tenir la main à l'exécution du présent arrest, lequel sera enregistré, tant au Parlement de Bourdeaux qu'en la Sénéchaussée et maison de ville de Sarlat.

Signé : SÉGUIER.

Du III mars 1671 à Saint-Germain-en-Laye.

En marge : M. DE LA VRILLIÈRE, rapporteur (1).

Le 25 mars suivant, on procéda à l'élection des consuls, conformément à l'arrêt qui précède. Les consuls furent : MM. Eyméric de Grézel, seigneur de Griffoul, lieutenant-asseesseur en la sénéchaussée et siège présidial ; M^e Jean Chaumels, avocat (2) ; M^e Pierre Lascoux, procureur ; M^e Jean Mondesses, notaire royal. Léonard Veyssières, sieur de Maillac, conseiller au Présidial, fut nommé procureur-syndic (3).

L'arrêt du Conseil du 3 mars 1671 qui réglementait, avec précision, les élections consulaires et municipales, fut impuisant à faire cesser les brigues.

---

(1) Arch. nationales, E. 1763, n^o 81, minute.

(2) Jean Chaumels, avocat, épousa vers 1650 Jeanne de Costes de Maurival, fille d'Antoine, conseiller au Présidial, et de Marguerite de Veyssières.

(3) Léonard de Veyssières, sieur de Maillac, épousa en 1667 Marie de Grézel, fille d'Antoine, lieutenant assesseur au Présidial, et de Joanne du Saull.

Les consuls pensèrent sans doute qu'il n'est pas de petits moyens pour s'attirer la bienveillance des grands, et firent au maréchal d'Albret un savoureux envoi de truffes qui fut bien accueilli et dont il les fit remercier par son secrétaire. Celui-ci n'avait pas été oublié.

« Messieurs, je vous suis tout à fait obligé de l'honneur que vous m'avez fait et vous en rends grâce de tout mon cœur, comme de vosbelles et bonnes truffes dont je vous ay fait honneur, car je les ay présentées de vostre part à monseigneur qui m'a commandé de vous en remercier de la sienne. En mon particulier, messieurs, je vous en suis bien obligé et je vous assure qu'en tous rencontres je vous tesmoigneray que je suis, messieurs, vostre très-humble et très obéissant serviteur.

DE COUSTART.

A Bourdeaux, ce 23 novembre 1671.

Au dos : A messieurs les consuls à Sarlat. »

Le maréchal d'Albret, gouverneur de la Guyenne (1) crut devoir intervenir, à son tour, par voie d'autorité, et nommer directement les consuls de Sarlat pour 1672-1673.

« Le mareschal d'Albret, chevalier des ordres du Roy, gouverneur et lieutenant-général pour Sa Majesté en Guyenne.

« Sur ce qui nous a esté représenté que, dans la ville de Sarlat, il se faict plusieurs brigues et contestations, au subject de l'eslection des Consuls pour la présente année, a quoy estant besoin de pourvoir, nous avons jugé nécessaire pour le bien du service du Roy et le repos de ladite ville que le sieur de Saint-Clar du Thon (2) occupe le premier rang du Consulat... Hélié Tavat, le second, Jean Malaurie, procureur, le troisieme, et Anthoine Chaumels (3), vieux, bourgeois, le quatrieme, pendant la présente année 1672, leur enjoignant de prester serment accoustumé, incontinent après la signification de nostre présente ordonnance de bien et fidellement exercer lesdites charges et de bien servir le Roy et le publicq, enjoignant aux habitants... et à tous autres... de les reconnoistre en la fonction et exercice d'icelles, sur peine de désobéissance, le tout sans préjudice des droictz et privilèges de ladite ville et sans tirer à conséquence.

Faict à Bourdeaux, le vingt-troiseme de mars mil six cens septante deux.

Signé : le mareschal d'ALBRET.

Plus bas : par monseigneur : DE COUSTART.

Scellé aux armes en cire rouge (4).

Le même jour, le maréchal signait l'ordre suivant :

• Le mareschal d'Albret, etc...

Il est ordonné au sieur Cordis, sieur de Taydes, de se rendre auprès de nous, quatre jours après la signification du présent ordre,

---

(1) César-Phébus d'Albret, comte de Miossens, maréchal de France, 1653, mort en 1676. Le dernier de cette illustre maison.

(2) Jean de Saint-Clar, sieur du Thon, marié en 1652 à Jeanne de Leygue. Il fut subdélégué par le maréchal d'Albret, dans la sénéchaussée pour l'inspection du port d'armes et du droit de chasse. (Arch. dép. R 1433.)

(3) Antoine Chaumels, bourgeois, épousa vers 1620 Jeanne de Montméja, fille de Guillaume Montméja, marchand pelletier de Sarlat.

(4) Arch. de Gérard.

sur peine de désobéissance, et ce, pour des considérations qui regardent le service du Roy.

Fait à Bourdeaux, le 23^e jour de mars 1673.

Signé : le mareschal d'ALBRET.

Plus bas : par monseigneur DE COUSTART.

Scellé aux armes en cire rouge.

La copie de la première ordonnance du maréchal d'Albret porte au pied une singulière mention autographe.

« J'ay soussigné et confesse avoir retiré l'ordonnance cy-dessus écrite des mains du sieur de Grézel, pour l'envoyer, suivant l'ordre que j'avois, à M. le chevalier de Coustart, secrettère de monseigneur, ce que j'ay fait tout sur l'heure.

A Sarlat, ce 5 avril 1672.

SAINTCLAR DU THOUN.

Le maréchal d'Albret avait-il annulé son ordonnance ? Craignait-il d'avoir outrepassé ses droits, et voulut-il rentrer en possession de l'original de son ordre ? On peut faire l'une et l'autre hypothèse.

A partir de cette date, on ne trouve plus de documents sur les troubles, dont la prise de Sarlat par les Frondeurs, en 1652, avait été la cause initiale.

Il est probable qu'ils ne s'arrêtèrent pas brusquement et qu'ils se firent sentir pendant plusieurs années encore, par soubresauts, de moins en moins accentués.

Parmi les grands acteurs des luttes passées, les uns avaient disparu, les autres, assagis par l'âge, ne demandaient que le repos.

Jean Fajol et l'official de La Brousse étaient morts.

Le premier président, Jean de La Brousse, né vers 1601, était déjà un vieillard, usé par les chagrins, par les crises qu'il avait traversées et par de graves préoccupations d'ordre matériel. Les procès l'avaient ruiné. En 1677, un conseil de famille fut obligé de liquider ses dettes et de lui assurer une pension. Il mourut en 1679.

François de La Brousse, son neveu, lui succéda comme premier président (1). Il se trouvait aussi dans une position

---

(1) Il fut en outre maître des requêtes de l'Hôtel de la Reine et gouverneur des comtés de Montfort et Aillac.

généée, et, par suite, sous la dépendance de son beau-père Eymeric de Grézel, qu'il supplie, en 1673, de lui venir en aide. Il lui demande non seulement de le réconcilier avec sa femme, Marguerite de Grézel, mais de payer pour lui, une fois de plus, des dettes qu'il ne peut solder (1).

Antoine et Eymeric de Grézel, Antoine de Cordis, Jean de la Dieudye, François de Monzie, vivaient encore.

Des parentés multiples unissaient d'ailleurs ces familles, et durent contribuer à éteindre chez les enfants les haines qui avaient divisé leurs pères.

La situation politique avait d'ailleurs changé. Le Roi gouvernait. L'administration était fortement organisée. Le Parlement avait dû rentrer dans son rôle, dont il était trop souvent sorti. Le temps était passé où, pour satisfaire leurs passions et leurs intérêts, les partis pouvaient porter le trouble dans la vie intérieure d'une cité, et le perpétuer.

Une réflexion s'impose. L'histoire de cette singulière période de la vie intérieure de Sarlat, n'est-elle pas l'image, en raccourci, de ce qui se passe sur le grand théâtre des affaires publiques ? Mêmes mobiles, mêmes ambitions, mêmes injustices et violences.

Les passions, grâce à un concours exceptionnel de circonstances d'ordre général, avaient pu se développer, presque sans frein, et atteindre parfois le paroxysme.

Ce ne sont pas seulement les acteurs de ces luttes qu'il faut rendre responsables. Ce sont surtout les gouvernants, qui n'eurent ni la volonté, ni peut être le pouvoir de couper court à des désordres qui causèrent des ruines morales et matérielles, dont la ville de Sarlat eut peine à se relever.

VICOMTE DE GÉRARD.

---

(1) La Brousse à Grézel à Sarlat. — Paris, 25 novembre 1673.